

## Putsch déjoué au Pérou

Le président Alberto Fujimori a déjoué, dans la nuit du 12 au 13 novembre, une tentative de putsch maladroite menée par trois généraux en retraite et un ancien commandant. Le chef de l'État péruvien contrôle la situation dans son pays, un des plus pauvres du monde.

L'événement n'est pas sans ironie. Très légalement élu par ses concitoyens en avril 1990, M. Fujimori s'était livré deux ans plus tard à un « coup d'État civil », en prenant les pleins pouvoirs et en dissolvant tout d'abord le Parlement. Après avoir réussi, en avril, ce « putsch civil », contre lui-même en quelque sorte, M. Fujimori vient donc de faire échouer un complot « militaire » fort pitoyablement ourdi et qui n'a apparemment pas fait de victimes.

On aurait tort de réduire à ces données, qui relèvent de l'opérette, le drame qui se joue au Pérou. Ce pays est victime à la fois d'un sous-développement criant, d'une guérilla « maoïste » d'un autre âge dogmatique et cruelle, et des manœuvres des trafiquants de drogue. Ces derniers sont liés aussi bien aux « guérilleros » du Sentier lumineux, d'avec lesquels il est parfois difficile de les distinguer, qu'aux militaires jusqu'aux grades les plus élevés. La corruption est partout.

Dans la stratégie qu'il applique non sans habileté depuis son « coup d'État civil » du 5 avril, M. Fujimori affirme qu'il bénéficie d'un large soutien populaire, ce qui est exact selon tous les sondages, et de l'appui sans faille des forces armées, ce qui est un peu moins sûr depuis vendredi. Ce nouvel épisode porte atteinte à l'image d'un président déterminé, avec l'aide du peuple et de l'armée, à lutter contre l'insurrection du Sentier lumineux, et résolu à combattre un trafic de drogue en augmentation constante.

Une partie de l'armée, principal soutien du régime depuis avril, pourrait remettre à nouveau en question le pouvoir même de M. Fujimori, alors que la mission de l'Organisation des États américains, présente au Pérou pour superviser les élections du 22 novembre à l'Assemblée constituante, vient d'exprimer des doutes sur la régularité des préparatifs de ce scrutin.

Les militaires péruviens n'échappent pas plus que certains de leurs collègues d'Amérique latine, en particulier ceux du Venezuela et de la Colombie, au malaise que subissent leurs sociétés civiles respectives. L'armée vénézuélienne – par exemple – perturbée par le putsch manqué de février dernier, est déchirée face au problème politique que pose une éventuelle réduction du mandat du président Carlos Andrés Pérez.

La tentative manquée des militaires péruviens intervient au lendemain de la mise à l'écart par le gouvernement de Bogota de tous les généraux à trois étoiles apparemment insatisfaits des mesures adoptées par le président Gaviria pour mener une lutte frontale contre des guérilleros et des trafiquants de drogue de plus en plus agressifs. Dans un continent où la démocratie a pourtant beaucoup progressé ces dernières années, les militaires continuent, ici ou là, de présenter un danger pour les dirigeants politiques.

Lire nos informations page 4

M0146 - 1116 0 - 7.00 F



## Le congrès des sociaux-démocrates à Bonn

### Le SPD allemand est prêt à limiter le droit d'asile

Le président du Parti social-démocrate allemand, M. Björn Engholm, va connaître, au début de la semaine prochaine, son baptême du feu dans la perspective des échéances électorales de l'année 1994. Après plusieurs semaines de débats, le congrès extraordinaire du SPD, qui se tiendra les 16 et 17 novembre à Bonn, doit se prononcer sur une révision de sa ligne politique concernant la limitation du droit d'asile, et sur l'engagement de la Bundeswehr hors de la zone de l'OTAN.

#### Changement de cap

BONN

de notre correspondant

En il y a plus d'un an maintenant à la tête du SPD pour succéder à M. Hans Jochen Vogel après les premières élections législatives de la réunification, M. Björn Engholm a investi toute son autorité en voulant imposer un changement de ligne sur le droit d'asile et l'engagement de la Bundeswehr hors de la zone couverte par l'OTAN. Sur ces deux questions, il veut redonner au SPD une marge de manœuvre dans le conflit qui l'oppose aux partis au pouvoir. L'année dernière, lors de leur congrès de Brême, les sociaux-démocrates avaient approuvé dix huit des dix-neuf résolutions permettant

de mettre des « casques bleus » allemands à la disposition des Nations unies pour des missions non combattantes. Engagé dans une politique qui vise à terme à doter l'Europe de forces armées communes capables d'intervenir sur des théâtres extérieurs, le gouvernement du chancelier Kohl se heurte à la Constitution allemande, qui limite l'engagement de troupes allemandes à la défense de la zone OTAN. Il lui faut, pour modifier cet état de choses, l'appui du Parti social-démocrate, dont une grande partie des troupes refuse, en raison du passé de l'Allemagne, tout ce qui pourrait apparaître comme le début d'un engrenage guerrier.

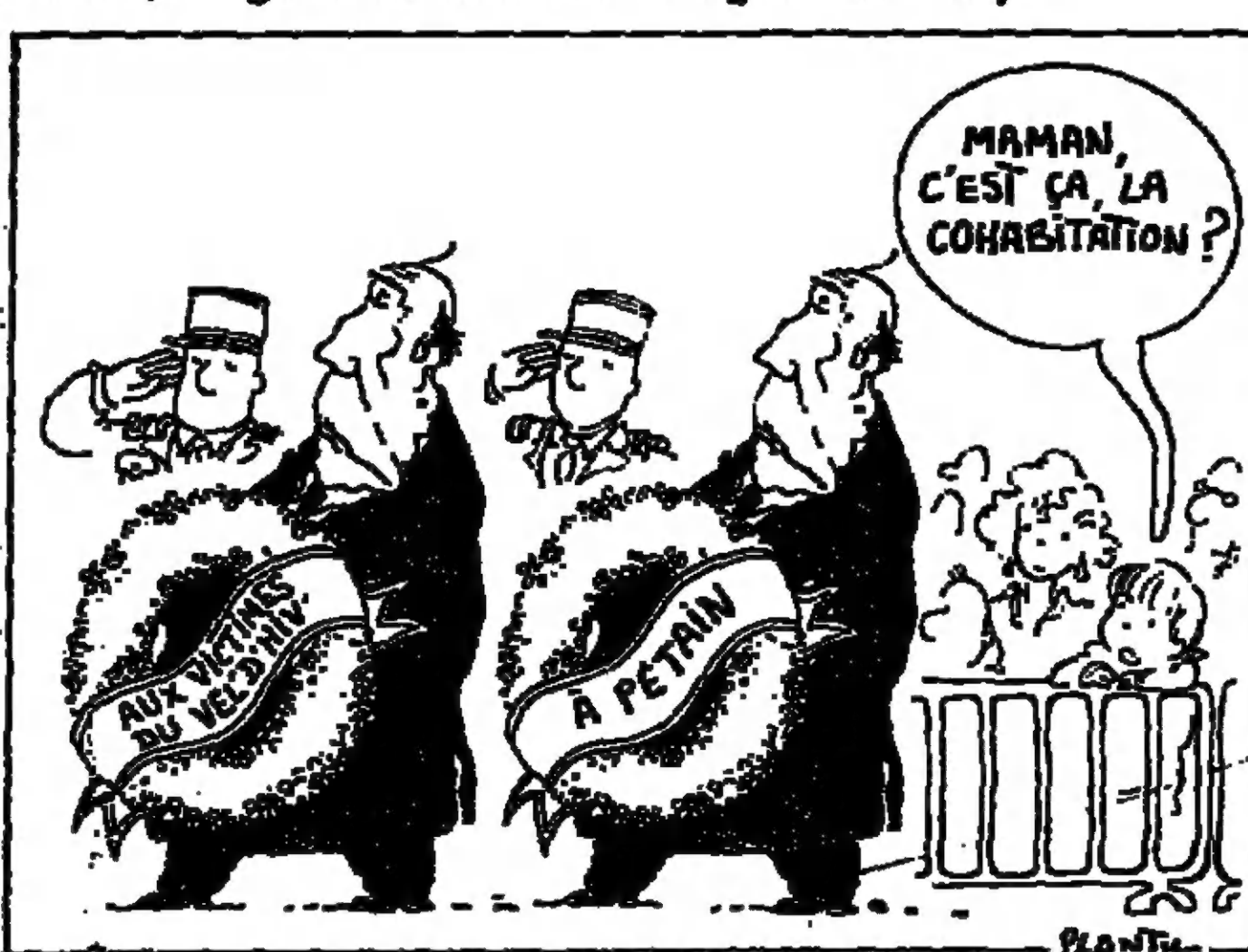
HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 3

## Après la polémique née le 11 novembre

### M. Mitterrand veut atténuer son hommage à Pétain

En réponse aux polémiques suscitées par le dépôt d'une gerbe officielle, le 11 novembre, sur la tombe de Pétain, M. Mitterrand envisage de « gérer autrement » la contradiction entre « la gloire de Verdun » et « la honte de 1942 » (année de la rafle du Vel'd'Hiv'). Le chef de l'État indique, dans une interview à Radio J qui doit être diffusée le 22 novembre, avant son voyage en Israël, qu'il est prêt à faire, au nom de la France, un geste condamnant le régime de Vichy.



Lire page 6 les déclarations de M. Mitterrand et le commentaire de THOMAS FERENCZI

## L'acquittement de la « boulangère de Reims »

Des affrontements violents ont opposé des jeunes et des forces de l'ordre après le verdict de la cour d'assises de la Marne, qui est dénoncé par des organisations antiracistes.

Lire page 8 l'article de MAURICE PEYROT

## M. Pierre Botton

### inculpé et écroué

L'homme d'affaires lyonnais est soupçonné d'avoir commis des abus de biens sociaux pour près de 30 millions de francs.

Lire page 8 les articles de ROBERT BELLERET

## Percée islamiste en Somalie

La remise en question par les intégristes du système clanique traditionnel est un nouvel élément dans l'inextricable et tragique « guerre des pauvres ».

Lire page 5 l'article de JEAN HÉLÈNE

## Des F-16 pour Taïwan

Sans pour autant écarter l'acquisition de 60 Mirage 2000-5 français, l'île nationaliste s'apprête à signer le contrat d'achat de 150 avions américains F-16.

Lire page 18 l'article de FRANCIS DERON

## Trois délits devant la Haute Cour

Les sénateurs de l'opposition distinguent nettement dans leurs accusations M. Fabius de ses deux anciens ministres

par Laurent Greilacher

Peut-être la voix de M. Michèle Barzach, ancien ministre de la santé durant la cohabitation, finira-t-elle par recouvrer le tohu-bohu vengueur déclenché par l'affaire du sang contaminé. Peut-être l'explosion d'hystérie collective autour de cette histoire, discernée et dénoncée par l'ancien ministre, s'apaisera-t-elle soudain, laissant loin derrière nous les demandes répétées d'un M. Jacques Vergès

en faveur d'une inculpation de M. Laurent Fabius sur un fondement criminel. Peut-être la raison, après tout, l'emportera-t-elle sur un emballement malsain.

Aussi sévère soit-elle, la proposition de mise en accusation devant la Haute Cour de justice de six-vingt-trois sénateurs contre M. Laurent Fabius, M. Georges Dufoix et M. Edmond Hervé consacre en tout cas un premier recul dans les attaques portées contre les trois anciens ministres. En écartant de leur texte le chef

d'inculpation d'empoisonnement, les parlementaires de la Haute Assemblée renoncent en effet à une qualification criminelle dont la seule vocation aurait été de diaboliser l'ancien « plus jeune premier ministre de la France ».

Lire la suite ainsi que l'article de JEAN-YVES NAU et de FRANCK NOUCHI sur l'enquête menée par la Cour des comptes sur la transfusion sanguine en France

page 9

## HEURES LOCALES

Le rendez-vous hebdomadaire « Heures locales » fête son deuxième anniversaire et devient un supplément de huit pages. Au sommaire de ce numéro :

### Arras : trois hommes et un glacier

La préfecture du Pas-de-Calais couleait des jours paisibles sous les auspices du « mollement » revisité. Un maire, un préfet et un industriel unissent leurs efforts et tentent de séduire les entreprises. Le glacier américain Haeger-Dees a répondu à l'appel.

### Un stade, un axe, une ville

La candidature du Grand Stade à Nanterre s'accompagne d'un vaste projet à l'ouest de la Défense. Deux conceptions architecturales s'opposent autour de la réhabilitation d'une ville de banlieue.

### Le statut de Pélu

Les maires, les conseillers généraux et régionaux ne profitent pas encore de leurs nouveaux droits. Certains s'impatientent.

Avec les informations pratiques, les livres, le débat

Lire pages 17 à 24

## LE MONDE diplomatique

Novembre 1992

- ITALIE : Un pays écartelé, par Max Gallo.
- EUROPE : L'avenir incertain des communautés immigrées, par Ural Manço.
- CÔTE-D'IVOIRE : Rejet du modèle, retour du réel, par Michel Galy.
- PROCHE-ORIENT : Quelle sera demain l'économie palestinienne ?, par Ouzi Dekel et Efi Landau.
- DÉFENSE : Crise des industries militaires, nouvelle course aux armements, par Laurent Carroué.
- ROUMANIE : L'ultranationalisme recrée le spectre d'un « danger » hongrois, par Jacques Decornoy. - Difficile et pénible transition de l'économie, par Daniel Labaronne.
- CULTURE : « Tcho-Gog », une nouvelle de l'écrivain bulgare Alexandre Gradinarov.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

## Au bonheur de Trenet

Quatre-vingts ans, une voix intacte et treize nouvelles chansons

Charles Trenet fêtera ses quatre-vingts ans le 18 mai 1993. En attendant, le plus français des chanteurs swing (ou l'inverse) sort un disque. Pour livrer au public ce pari d'éternelle jeunesse – déjà tenté, mais un peu plus mollement en 1985 avec l'album *Florilège*, son service de promotion avait choisi le vendredi 13, à 13 heures. Un deadline au-delà duquel les ondes nationales sont devenues, tous genres confondus, Fréquence Trenet.

Car l'homme est un monument national. Mais un monument volage, légende délivrée des contraintes du genre, un drôle d'individu, baladin respecté, éternel jeune homme qui « habite un violoncelle / Un triangle isocèle » et vit « dans une volière / Dévorée par le lierre ». Depuis ses débuts dans le *Coq catalan*, revue de poésie fondée à Narbonne par Alfred Bausil, Trenet n'a guère changé. On s'en attristait pour tout autre que lui. Mais entre

*Mon cœur s'envole*, cuvée 1992, et son premier 78 tours, sorti en 1937 chez Columbia, avec deux titres, *Je chante* et *Fleur bleue*, l'univers de Charles Trenet n'a pas pris une ride.

Quand la France s'enflamme pour le jeune chanteur, dans l'ambiance de l'après-Front populaire, Trenet livre à son public un mélange de province profonde et de jazz-band. Il multiplie les coq-à-l'âne, et jongle avec les onomatopées sans que le texte perde de son sens. « Trenet, le chapeau en auréole, plane au-dessus des nuages. Il vole et l'on ne sait pas exactement si c'est lui qui porte les ailes, ou si ce sont les ailes qui le portent », écrit Jean Cocteau. Un demi-siècle plus tard, Trenet, sur le même ton, de publicité, de Carcassonne, ou du fils de son jardinier. Et la France écoute.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Lire la suite page 11



## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUET  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10  
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde.  
Le Monde-Entreprises.  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde

## PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin, Philippe Dupuis,  
Isabelle Tsouji  
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avia  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-73  
Tél. MONDIPUB 634 128 F  
Tél. : 46-62-72-73. Société filiale  
de la SARL Le Monde et de M. et Mme Roger S.A.

Imprimerie  
de « Le Monde »  
12, r. M. Guesbroux  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.

TELEMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS  
1, place Hubert-Beuve-Méry,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-40-32-90  
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS monnaie locale
3 mois	536 F	572 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 590 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 900 F

ÉTRANGER :  
par voie aérienne  
tarif sur demande.  
pour vous abonner  
renvoyez ce bulletin  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN  
D'ABONNEMENT  
DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie.  
PP. Paris RP 221 MO 02

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne : gérant  
directeur de la publication  
Bruno Pignatelli  
directeur de la rédaction  
Jacques Guin  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef  
Jean-Marie Colombani  
Robert Galt  
(président du conseil  
de la rédaction)  
Yves Agnès  
Jacques Arnaud  
Thierry Fereval  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon

Daniel Varret  
(directeur  
des relations internationales)

Anciens directeurs  
Hubert Beuve-Méry (1944-1968)  
Jacques Fauret (1969-1982)  
André Laurens (1982-1989)  
André Fontaine (1989-1991)

## DATES

Il y a cinquante ans

## Le débarquement allié en Afrique du Nord

par Jean Planchais

Le 8 novembre 1942, entre 1 heure et 5 heures du matin, les forces anglo-américaines débarquent au Maroc et en Algérie. Elles sont reçues à coups de canon. L'opération Torch fera passer dans le camp des Alliés l'Algérie et le royaume chérifien, rentra dans la guerre des troupes françaises restées loyales à Vichy. Elle donnera à la coalition une plate-forme en Méditerranée pour la reconquête de l'Europe. Mais elle se soldera par quinze cents morts du côté français, le cuisiné Jean-Bart, arraché à sa cale de construction de Saint-Nazaire à la barbe des Allemands en 1940, très gravement endommagé, deux croiseurs, trois contre-torpilleurs, sept corvettes, quatorze sous-marins français coulés par les Alliés, cinq cents morts ou disparus du côté anglo-américain. L'invasion de la zone sud par les Allemands le 11 novembre et, le 26, le sabotage à Toulon de la flotte de haute mer. Par le maintien aussi, pendant de longues semaines, du régime de Vichy en Afrique du Nord et l'interdiction des résistants sous l'œil des Alliés.

L'opération Torch, ainsi baptisée par Winston Churchill, avait été décidée le 25 juillet à Londres : il fallait absolument, en ouvrant un théâtre d'opérations en Europe, soulager l'URSS, qui portait tout le poids de la puissance militaire nazie. Robert Murphy, consul général à Alger et représentant personnel de Roosevelt, qui avait déjà, avant l'éviction de Weygand sous la pression allemande, conclu avec ce dernier des accords sur le ravitaillement de l'Algérie, est chargé de la préparation politique du débarquement. Il dispose d'une troupe bigarrée de « vico-consuls » amateurs, où l'on trouve un ancien fabricant de Coca-Cola, un ancien vendeur de chez Cartier, des universitaires, un avocat, un pétrolier, qui pénètrent tous les milieux et s'informent sans grande discrétion de toutes les activités locales.

## Le double jeu américain

Murphy mène de pair des contacts avec les autorités de Vichy et le groupe des Cinq, qui conspire pour rallier l'Afrique du Nord aux Américains. Il est formé d'un industriel, Lemaigre-Dubreuil, d'un diplomate, Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, de Jean Rigault, ancien secrétaire général du quotidien *Le Jour*, du chef régional des chantiers de jeunesse, Alphonse Van Hecke, et d'un officier de son état-major, Henri d'Astier de la Vigerie. Rigault et d'Astier sont monarchistes : tous sont des hommes de droite. Lemaigre-Dubreuil est un conspirateur passionné. Il mourra assassiné, en 1955, par les ultras, à Casablanca. Autour d'eux gravitent le lieutenant-colonel Jousse, qui assure la liaison avec le général Mast, commandant la région d'Alger, qui est du complot, un commissaire de police, Jacques Achary, des offi-



Une partie des 850 navires alliés à l'approche des côtes.

ciers du deuxième bureau. Le mouvement clandestin de résistance gaulliste Combat est représenté à Alger par le professeur René Capitant. Il dispose d'un groupe de jeunes gens mal armés.

Roosevelt mène le jeu. Pour la première fois, une grande entreprise militaire et politique mondiale est conduite par les États-Unis. Si les Européens mesurent mal leur puissance économique, industrielle et militaire, et leur détermination, le président a de l'Europe, et de la France en particulier, une vision plus que sommaire, et pour le moins inamicale. Il a entretenu avec Vichy, par l'intermédiaire de l'amiral Leahy, des rapports courtois et même chaleureux. Churchill l'a convaincu à grand-peine de ne pas commencer la lettre qu'il adresse à Philippe Pétain pour lui annoncer le débarquement par : « Mon cher vieil ami... ». Il songera à créer un Etat, la « Wallonie », qui comprendrait la Belgique francophone, le Luxembourg, une partie du nord de la France et l'Alsace-Lorraine. De toute façon, la France est à ses yeux un pays à occuper et à administrer plus encore qu'à libérer.

De Gaulle est sa bête noire. Alexis Léger, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, l'ancien président du conseil Camille Chautemps, réfugiés aux États-Unis, l'excluent contre la France libre. Celle-ci est soutenue - fort mal et parfois pas du tout à l'époque - par Churchill qui ne supporte plus l'« arrogance » du général. Libérer l'Afrique du Nord française serait une bonne occasion de se débarrasser, en lui suscitant des rivaux puissants, de ce

personnage inflexible. Le commandant suprême, Dwight Eisenhower, n'aurait des fonctions toutes neuves. Il ne connaît la France que pour y avoir séjourné au cours d'une mission sur les tombes militaires américaines. Il est installé dans les souterrains de Gibraltar. Son adjoint Mark Clark, qui s'est rendu clandestinement à Cherbourg le 21 octobre pour y rencontrer les conjurés, est, face aux subtils cas de conscience des Français, comme un cow-boy, dont il a l'allure, plongé de force dans la lecture de Proust.

## Une armée anti-anglaise et antigaulle

Du côté français, de Gaulle, à Londres, est sans pouvoir. On lui a tout caché. Sa première réaction sera de dire au colonel Billotte, son chef d'état-major : « J'espère bien que les gens de Vichy les jetteront à la mer. On ne pénètre pas en France par effraction. » Mais il saluera à la radio l'entreprise alliée et exhortera les Français d'Afrique du Nord à s'y rallier. Ce qui n'aura guère d'influence : la grande majorité des Européens est fidèle à Vichy, fortement marquée d'antisémitisme et encadrée par une puissante légion des combattants. Les pieds-noirs, comme on ne les appelle pas encore, n'en verseront pas moins leur sang pour la libération de la métropole.

L'armée, en Afrique du Nord, représente 15 % de la population européenne. Plus nombreuse que l'armée d'armistice en métropole, elle est, grâce à Weygand, bien encadrée, sinon bien équipée. Marquée par le souvenir de la destruc-

tion par la Royal Navy de la flotte de Mers-el-Kébir et surtout par celui, plus récent, de son éviction du Levant, elle est antigaulle et anti-anglaise. Ses cadres ont prêté serment au maréchal ; ils sont persuadés qu'il est, comme eux-mêmes, prêt à reprendre le jour venu la guerre contre l'Allemagne.

Comme le général Giraud, prisonnier fraîchement évadé d'Allemagne, il est convaincu de prendre le pouvoir et le commandement, ils sont imbus de la supériorité supposée du militaire français. Le général reflète si bien les convictions des cadres que lorsqu'il a été le chercheur clandestin au farandol, le sous-marin britannique *Seraph*, spécialisé dans les missions secrètes, a été camouflé en navire américain, avec un capitaine postiche de l'US Navy et un équipage déguisé.

Le *Seraph* a conduit à Gibraltar. Dans les souterrains du Rocher, Eisenhower a quelque peine à lui expliquer que le grand chef, c'est lui-même, et qu'il n'est pas question de lui donner, à lui Giraud, le commandement en chef de toutes les forces alliées en Méditerranée pour débarquer l'Alger. « Le *Seraph*, dit Clark, a le derrière dans la neige », et il parle de rien de moins que de se faire reconnaître au Lavandou. Les négociations seront si longues qu'il n'est pas à Alger le 8 novembre, et que l'appel qui lui est prêt est lu sans grand écho, à la radio, par un résistant algérien, Raphaël Aboulker, qui se fait passer pour lui.

## Darlan finitendu

En revanche, Darlan, qu'on n'attendait pas, est arrivé le 5 novembre au chevet de son fils Alain, atteint d'une poliomyélite. Son séjour a-t-il ce seul motif ? Il est certes suffisant. Ses plus récents biographes, Hervé Coutau-Bégarie et Claude Huan (1), concluent de leur étude : « Darlan a été davantage surpris par les événements qu'il ne les a devancés. Mais il s'était préparé à cette éventualité et y a fait face après le flottement provoqué par la surprise. »

Ce marin rouillard, après avoir cru à la victoire de l'Allemagne, pense maintenant depuis quelques mois que le vent a tourné, s'il n'estime pas les États-Unis capables d'une action de grande envergure avant 1943. Laval l'a évincé de ses fonctions de vice-président du conseil - chef du gouvernement de fait - mais il reste le dauphin de Philippe Pétain et commandant en chef des armées. Il n'oublie pas qu'il tient sa légitimité du maréchal, et que les Allemands - et ils n'y manquent pas - envahiront la zone non occupée si l'Afrique du Nord se rallie aux Alliés. Son principal atout, la flotte de haute-mer qu'il a lui-même construite, est à Toulon, sous les ordres de l'amiral Jean de Laborde. Le « comte Jean » vient de proposer personnellement aux Allemands, sans même l'accord de Vichy, de mettre sur pied et de commander un corps expéditionnaire pour chasser d'Afrique les Français libres.

Dans la nuit du 7 au 8 novembre, les jeunes résistants, avertis à la dernière minute par Murphy, s'emparent de la poste d'Alger, du commissariat central, des centres de communication avec la métropole et surtout de la villa des Oliviers, où dorment Darlan et le général

Juin. Au Maroc, le général Béchouart encercle la résidence du général Nogues et le somme de se rallier.

Un aviso anglais tente de forcer l'entrée du port d'Alger pour y débarquer des rangiers. Les canons de la marine le réduisent à l'état d'épave. Dans les troupes de débarquement, les Britanniques ont reçu des uniformes américains. Un peu partout, l'opération prend du retard. Les Américains, qui ont été pourvus de guides fournis par les conjurés, n'entrent pas dans Alger. La lenteur de leur progression, la prudente éclipse du général Mast, donnent le temps aux forces loyales à Vichy de se ressaisir. Le commandant Dorange, qui découvre par hasard qu'il est prisonnier des volontaires de l'aspirant Paul-Philippe, délivre son chef le général Juin et Darlan. Au Maroc, le général Béchouart, encerclé à son tour, est traduit devant un tribunal militaire et échappera de justesse, grâce au général Patton qui commande les troupes américaines, au poteau d'exécution. On se bat durement à Orlan. Giraud n'arrivera que le lendemain à Blida, resté, grâce au général de Mousset, aux mains des conjurés. Personne, ou presque, ne l'y attend plus.

## Tiré au sort

S'engage entre Murphy et le général Clark, d'un côté, Darlan assisté du général Juin de l'autre, une étonnante négociation. Les deux premiers veulent un cessez-le-feu. Darlan veut se couvrir d'un accord que Pétain, à Vichy, ne peut lui donner ouvertement. Juin, homme de bon sens, s'efforce de calmer à la fois l'amiral et les Américains. On parle de « baroud d'honneur » : les Américains ne peuvent concevoir qu'on puisse faire tuer des soldats de part et d'autre pour satisfaire les consciences de grands chefs militaires. L'amiral fait enfin état d'un message secret, faisant part de l'accord intime du maréchal (et curieusement « du président Laval ») pour rassurer les esprits scrupuleux. Une suspension d'armes locales est conclue à Alger. Il faudra deux jours pour qu'un accord général soit réalisé. Il n'englobe pas la Tunisie, où les Alliés n'ont pas débarqué, mais où les Allemands ont profité des états d'âme du résident général, l'amiral Esteva, fidèle à Vichy, pour envoyer des troupes aéroportées. Le général Barré, commandant des troupes terrestres de la région, s'est, lui, replié vers la frontière algérienne en contenant de son mieux l'avance de la Wehr-

mar. Pétain, malgré lui, reste officiellement au pouvoir en Afrique du Nord. Roosevelt qualifie Darlan d'« expédient provisoire ». La législation antijuive mettra quelque temps à être abrogée, une partie des « résistants du 8 novembre » se retrouveront internés derrière des barbelés. L'amiral, lâché progressivement par ses « parrains », régnera tant bien que mal jusqu'au 24 décembre, où il tombera sous les balles du jeune Bonnier de la Chapelle. Celui-ci, qui appartenait à une unité de commandos formée à Cap-Matouf sous l'aile des Britanniques, a été désigné le 18 novembre, après tirage au sort dans un groupe de camarades qui n'ont pas admis d'être les dupes du jeu qui s'est joué à Alger. Un prêtre-officier, le lieutenant Cordier, lui a remis le revolver du meurtre, et lui a donné, avant l'acte, une invraisemblable absolution. Bonnier de la Chapelle sera fusillé le lendemain de Noël, avec l'accord de Giraud, désigné par le conseil d'Empire comme successeur de l'amiral avec le titre bizarre de « commandant en chef civil et militaire ».

A un marin qui a toujours nagé dans les courants politiques succède un guerrier candide pour qui la politique est une sorte de péché mortel. Jean Monnet, un moment son conseiller, le rallie quelque temps après à la République. Peine perdue : de Gaulle, qui a été sous ses ordres à Metz et qui, grâce à Jean Moulin, dispose de l'appui de la Résistance, arrive à Alger le 30 mai 1943, devient coprésident du Comité de libération nationale. Le 30 juillet, Giraud est écarté de fait de la scène politique. Dans plusieurs unités, le portrait de Pétain mettra quelque temps encore à disparaître du mess des officiers.

(1) Hervé Coutau-Bégarie et Claude Huan, *Darlan*, Fayard 1989. Présenté par les mêmes auteurs : *Lettres et notes de l'amiral Darlan*, Economica, 1992.

**"GRAND JURY"**  
**RTL - Le Monde**

**EDOUARD BALLADUR**

**ANIMÉ PAR HENRI MARQUE**

**18 H 30 DIMANCHE EN DIRECT SUR RTL**

**AVEC ANDRÉ PASSERON ET MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)**

**RICHARD ANET**  
**ET ANNE PERMORD (RTL)**

الجزيرة



Politique

# ÉTRANGER

• La Monde • Dimanche 15 - Lundi 16 novembre 1992 3

## BOSNIE-HERZÉGOVINE

### La Force de protection des Nations unies accuse les Serbes de « violation flagrante » du cessez-le-feu

La Force de protection des Nations unies (FORPRONU) a accusé, vendredi 13 novembre, les Serbes de Bosnie de « violation flagrante » du cessez-le-feu entré en vigueur quarante-huit heures plus tôt. « Des troupes serbes, infanterie et chars, appuyées par de l'artillerie lourde, ont attaqué la ville de Maglaj, à 80 km au nord-ouest de Sarajevo depuis ce matin », a affirmé, vendredi soir, le commandant de la FORPRONU en Bosnie, le général Philippe Morillon. C'est la première fois que les troupes de l'ONU, renforcées de plusieurs milliers d'hommes depuis octobre, sont en mesure de témoigner sur le terrain de combats et de les dénoncer, en dehors de Sarajevo.

L'armée bosniaque à majorité musulmane, ses alliés croates et ses adversaires serbes avaient signé, mardi, à Sarajevo un accord de cessez-le-feu sans conditions, entré en vigueur mercredi à minuit sur l'ensemble du territoire de la Bosnie-Herzégovine.

D'autre part, le médiateur de l'ONU dans l'ex-Yugoslavie, M. Cyrus Vance, a réaffirmé, vendredi 13 novembre à New-York, qu'une levée de l'embargo sur les armes dans la région « non seulement accablerait les hostilités en Bosnie-Herzégovine, mais pourrait étendre le conflit à l'ensemble des Balkans ». La Bosnie-Herzégovine, soutenue par les pays de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), réclame depuis plusieurs

mois la levée de l'embargo sur les armes pour permettre aux musulmans de cette République « d'exercer le droit à l'autodéfense ».

De son côté, lord Owen, coprésident de la Conférence de paix, a reconnu que « les sanctions sont un instrument brutal, mais toutes les expériences précédentes démontrent qu'interdire les ventes d'armes tend à refroidir un conflit, alors que les encouragements l'aggrave ». Au cours d'une conférence de presse, les deux médiateurs ont estimé que, « en dernier recours », la communauté internationale pourrait intervenir militairement pour arrêter le conflit en Bosnie. « Je pense fermement que rien ne doit être exclu », a déclaré lord Owen en notant un passage que le président élu des États-Unis, M. Bill Clinton, n'excluait pas lui-même l'usage de la force : « Cela pourrait être en soi une source de réflexion pour l'agresseur ».

#### Contournement de l'embargo

Pour sa part, le rapporteur spécial sur les droits de l'homme dans l'ex-Yugoslavie, M. Tadeusz Mazowiecki, a pris la parole pour dénoncer la politique de « purification ethnique » menée par les Serbes de Bosnie contre les populations musulmanes, et a lancé un appel à la communauté internationale en faveur de la protection des réfugiés. M. Mazowiecki a

demandé la fermeture des camps de détention et proposé la création de « zones de sécurité » en Bosnie-Herzégovine pour recevoir des dizaines de milliers de réfugiés, ainsi que la mise en place de couloirs humanitaires, notamment vers les villes et les régions assiégées.

Enfin, les États-Unis ont donné, vendredi, des exemples concrets de violations de l'embargo contre la Serbie et le Monténégro, citant les noms de compagnies maritimes grecque, italienne et égyptienne. Le représentant américain à l'ONU, M. Edward Perkins, a déclaré que Washington avait « des raisons de croire que des pétroliers dépendant de la compagnie Thita du Pirée (Grèce) avaient échoué plus de 200 000 barils de produits pétroliers au port de Bar (Monténégro) à deux reprises au moins depuis l'imposition des sanctions le 1<sup>er</sup> juin 1992 ».

Le navire grec Thita Volcano, en octobre, de Priolo, en Sicile, à Bar pour livrer de la soude caustique, qui sert au raffinage du pétrole et est également utilisée dans les aciéries et les industries de plastique et de caoutchouc, a indiqué M. Perkins. Les États-Unis voteront donc, la semaine prochaine, la nouvelle résolution de l'ONU renforçant le contrôle de l'embargo et les mesures de surveillance dans l'Adriatique et sur le Danube. (AFP, Reuters)

## TCHÉCOSLOVAQUIE : en vue de la séparation

### Le Parlement fédéral a adopté une loi sur la répartition des biens entre les deux Républiques

L'Assemblée fédérale tchécoslovaque a adopté, vendredi 13 novembre à Prague, une loi sur la répartition des biens fédéraux entre les deux États successeurs tchèque et slovaque qui doivent naître le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Les députés ont, en revanche, reporté à la semaine prochaine le vote d'une loi proclamant l'extinction de la Fédération le 31 décembre 1992.

#### PRAGUE

de notre correspondant  
Le Parlement aura dû s'y prendre à trois fois pour voter la première loi constitutionnelle officialisant et légalisant la séparation, déjà largement engagée, des deux Républiques fédérées. Le projet de loi, qui prévoit un partage des biens selon le principe territorial (ce qui se trouve dans une République fédérale de 2<sup>e</sup> rang) ou la règle du 2 contre 1 - la Slovaquie compte deux fois moins d'habitants que la Bohême-Moravie - a dû être allégé de deux amendements. Les députés ont tout d'abord renoncé au principe historique (ce qui a appartenu à une République avant 1918 ou entre 1939 et 1945 lui sera rendu), puis, ont apporté un certain nombre d'exceptions au rapport 2 contre 1, concernant en particulier le partage

des gazoducs et oléoducs, pour qu'une majorité des trois cinquièmes, nécessaire à l'adoption des lois constitutionnelles, se dégage.

Cette loi, prise depuis le 23 septembre et remise en cause à plusieurs reprises par le gouvernement slovaque, a finalement été adoptée dans sa version initiale quasiment. Une commission paritaire tchécoslovaque au niveau des ministères des finances, des privatisations, et des représentants directs des premiers ministres, sera chargée de résoudre les litiges éventuels. Cette cellule ministérielle a d'ailleurs tenu sa première réunion, vendredi soir, à Bratislava. Paris sur leur lancée, les députés ont également adopté une loi sur la division des services secrets (FBI), qui avait été rejetée lors d'une première lecture début octobre. Mais ils n'ont pas osé voter la loi sur l'extinction de la Tchécoslovaquie, loi essentielle même si elle n'est pas indispensable pour la séparation du pays.

L'opposition de gauche tchèque et les anti-indépendantistes slovaques, qui ont repoussé une première fois le mois dernier un projet de loi presque identique, tentent par tous les moyens, sinon d'empêcher, au moins de retarder, l'adoption de la loi proclamant la fin de la Fédération. Certains, conscients qu'il est impossible d'arrêter le processus de séparation - à la différence des sociaux-démocrates qui s'efforcent de réclamer un référendum - ont néanmoins réaffirmé que les Conseils nationaux tchèque et slovaque prennent position.

MARTIN PLUCHTA

Obèques d'Alexandre Dubcek.  
- La dépouille mortelle d'Alexandre Dubcek, décédé samedi dernier à Prague, a été transférée, vendredi 13 novembre, avec les honneurs militaires, par avion à Bratislava, capitale de la Slovaquie, où la population devait lui rendre un dernier hommage avant les obsèques de samedi qui devaient se dérouler dans l'intimité familiale. La Slovaquie a décrété une journée de deuil national. Les présidents de divers Parlements européens, membres du Congrès américain ainsi que des chefs de partis socialistes et démocrates étaient attendus à Bratislava. M. Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste, devait prononcer une oraison funèbre. (AFP)

### Le SPD allemand est prêt à limiter le droit d'asile

Suite de la première page

Conscient de la nécessité pour l'Allemagne unifiée d'assumer des responsabilités nouvelles, la direction du parti est encore fort éloignée des dispositions de la majorité CDU, CSU et FDP. Mais elle souhaite néanmoins faire accepter par le congrès la possibilité d'un engagement de la Bundeswehr dans les missions de paix de l'ONU.

L'épreuve de force engagée par la nouvelle direction social-démocrate vise à donner au parti une image responsable susceptible de lui faciliter le retour au pouvoir. Le chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl vient de fêter ses dix ans au pouvoir. La gestion de la réunification s'avère beaucoup plus difficile que prévu et source de frustrations, notamment sur le plan social, qui vont s'accumuler.

La majorité actuelle est vulnérable face à la montée d'un extrémisme de droite d'autant plus difficile à contrôler qu'il ne se manifeste pas de la même manière dans l'est et l'ouest de l'Allemagne. Après une longue cure d'opposi-

tion, le SPD, qui gère déjà la grande majorité des Länder, doit se préparer aux futures échéances et démontrer sa capacité à gouverner.

#### Une réforme limitée de la Constitution

Le conflit s'est cristallisé depuis la rentrée politique de l'automne sur le problème du droit d'asile qui empoisonne le climat politique allemand depuis plusieurs mois. La chute des régimes communistes de l'est de l'Europe a entraîné un flux de migration vers l'ouest de l'Allemagne d'abord, puis vers l'ensemble du pays. On prévoit que le nombre des nouveaux arrivants approchera le demi-million en 1992, près du double de l'année dernière. La capacité d'absorption, surtout avec les problèmes de l'ancienne RDA, est dépassée.

A la recherche de solutions pour résoudre ce problème, les partis politiques allemands se sont laissés entraîner à tort ou à raison dans une controverse sans fin sur la nécessité ou non d'une réforme du

droit d'asile politique. Dans son interprétation actuelle, la Loi fondamentale allemande permet en effet à tout étranger arrivant en Allemagne de déposer une demande de droit d'asile et de rester tant que les tribunaux n'ont pas établi le caractère non fondé de cette demande. Les partis conservateurs ont réussi à imposer dans l'opinion publique leur point de vue selon lequel on ne pourrait résoudre le problème de l'immigration sans modifier la Constitution.

Après avoir longtemps défendu la thèse qu'il suffisait de se doter des moyens d'accélérer les procédures, la direction social-démocrate a fini, en août dernier, par accepter l'idée d'une réforme limitée de la Constitution. Ce changement de cap a suscité de violentes réactions à l'intérieur du parti,

dont de larges secteurs ont accusé M. Engholm et ses amis de céder au populisme.

Après la rébellion de plusieurs fédérations, les députés devront se prononcer sur un compromis proposé par la direction. Celui-ci prévoit le maintien du droit, pour chaque individu, à demander l'asile politique, mais laisse la porte ouverte à une interprétation plus restrictive de la Constitution.

Ce compromis, qui propose aussi des quotas d'immigration arrêtés au niveau européen, doit servir de base aux négociations prévues pour les semaines à venir avec les partis de la majorité pour sortir de l'impasse politique.

HENRI DE BRESSON

### Premier « charter » d'expulsés roumains

Une centaine de Roumains, expulsés vendredi 13 novembre par l'Allemagne, ont été renvoyés à Bucarest en avion, a rapporté la police des frontières. Il s'agit de la première expulsion massive de réfugiés roumains depuis l'entrée en

vigueur, le 1<sup>er</sup> novembre, d'un accord de rapatriement entre les deux pays. Les personnes expulsées s'étaient vu refuser le droit d'asile.

L'Allemagne a signé des accords analogues avec la Bulgarie et la Pologne. (Reuters)

## ROUMANIE

### M. Nicolae Vacaroiu a présenté son gouvernement

BUCAREST

de notre correspondant

Le premier ministre roumain désigné, M. Nicolae Vacaroiu, a présenté, vendredi 13 novembre, au Parlement de Bucarest la liste de son gouvernement et le discours-programme dans lequel il s'est engagé à « poursuivre la réforme et la démocratisation », tout en « maintenant à un niveau raisonnable les coûts sociaux » liés à la transition vers l'économie de marché.

M. Vacaroiu, un économiste sans parti - comme son prédécesseur, M. Theodor Stolojan, - a choisi de s'entourer de quatre « ministres d'Etat », chargés de « coordonner les activités les plus importantes pour le pays ».

#### « Je pars rassuré »

Il s'agit de MM. Miu Negoiu (quarante-deux ans, nommé président du Conseil pour la coordination, la stratégie et la réforme économique), Dan Mircea Popescu (quarante-deux ans, ministre du travail et de la protection sociale, poste qu'il occupait dans le gouvernement sortant), Florin Georgescu (trente-huit ans, ministre des finances) et Theodor Melescanu (cinquante et un ans, ministre des affaires étrangères).

La moitié des vingt-deux membres du nouveau cabinet appartenait au parti du président de la

République, M. Ion Iliescu, le Front démocratique du salut national (FDSN), les autres étant officiellement sans parti.

Aux termes de la Constitution roumaine, le nouveau gouvernement entrera en fonction après un vote de confiance du Parlement, qui devrait intervenir en milieu de semaine prochaine, après l'audition des ministres présentés par les

commissions parlementaires. « Ceux qui sous-estiment M. Vacaroiu vont être désagréablement surpris. Je pars rassuré », a déclaré M. Stolojan, qui doit prochainement devenir conseiller à la Banque mondiale à Washington, après avoir décliné l'offre du président Iliescu de rester à la tête du gouvernement. (Interim)

## Lady Diana à Paris

### Une visite si peu « privée »

Le Quai d'Orsay avait eu beau qualifier la visite de la princesse de Galles de « privée », une centaine de journalistes britanniques escortaient Lady Diana lors de son arrivée en France, vendredi 13 novembre.

Son séjour parisien, avant celui prévu, lundi, à Lille à l'occasion du Festival des arts consacré à la Grande-Bretagne et au Commonwealth, avait pour objet la « promotion des intérêts britanniques » et « l'étude des problèmes français en matière sociale ».

Entre un concert privé donné par la Royal Academy of Music, la visite à une association d'accueil de personnes handicapées, Notre Dame-de-Joye, et une rencontre

avec M<sup>me</sup> Mitterrand au palais de l'Élysée, la « bande des rats » - ainsi que se sont eux-mêmes nommés par dérision les chroniqueurs royaux - a suivi pas à pas la princesse pour jurer sa prestation solitaire. Après les remous suscités par le voyage du couple princier en Corée du Sud (le Monde du 9 novembre), qualité de « fiasco en relations publiques » par le Times, la Grande-Bretagne s'inquiète de la façon dont le couple représentera désormais la Couronne à l'étranger.

Au-delà de cette inquiétude diplomatique, les spéculations sur l'éventualité d'un divorce allaient bon train. Elles ont été relancées

vendredi, avec la publication par le Daily Mirror d'extraits d'un enregistrement d'une conversation téléphonique entre le prince Charles et sa maîtresse supposée, M<sup>me</sup> Camilla Parker Bowles.

La princesse de Galles, ambassadrice souriante, devait visiter samedi la nouvelle boutique de Sir Terence Conran, le Conservatoire national supérieur de musique et de danse, un centre d'information sur la sida, des appartements d'accueil d'une association de gérontologie, et être, samedi soir, l'hôte d'honneur d'un dîner offert par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'aide humanitaire.

RUSSIE : départ de journalistes de la Komsomolskaja Pravda. - Une cinquantaine de journalistes réformateurs, dont plusieurs chefs de service, ont annoncé, vendredi 13 novembre, qu'ils quittaient le quotidien russe Komsomolskaja Pravda, désavouant leur rédacteur en chef, M. Vladimir Fronine, ancien chef de propagande au Comité central des jeunesses communistes. La décision est intervenue après la confirmation de celui-ci à son poste par le « collectif » du journal, lors de la transformation de ce quotidien en société par actions. Les journalistes reprochent à M. Fronine son appartenance à l'ancienne nomenclature et ses « hésitations » au moment du putsch contre M. Gorbatchev. (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
Le Monde L'ÉCONOMIE

## PAYS-BAS

### Le service militaire va être supprimé par étapes

LA HAYE

de notre correspondant

La question de la conscription aux Pays-Bas a été « débattue en profondeur » par le conseil des ministres du vendredi 13 novembre, et la « suppression à terme » du service militaire a été décidée. La mesure devrait être annoncée officiellement à la fin du mois prochain. Les forces armées emploient actuellement 53 000 soldats professionnels et 39 000 appelés du contingent, 23 000 autres personnes travaillant dans l'administration de la défense.

Une commission avait été constituée au début de l'année afin d'étudier l'abandon éventuel de la conscription, critiquée notamment pour son application inégale : sur dix jeunes Néerlandais en âge d'être appelés sous les drapeaux, seulement trois étaient déclarés aptes.

Néanmoins, à la surprise générale, la commission avait opté, fin septembre, pour le maintien du service écourté (de douze mois en général à neuf mois) et modernisé. Son rapport avait été immédiatement critiqué, y compris par des militaires de carrière, et la plupart des grands partis politiques avaient soutenu qu'il soit mis aux oubliettes. La conscription ne sera supprimée que par étapes.

Ch. Ch.



## AMÉRIQUES

PÉROU

## Une tentative de putsch militaire a été déjouée par le président Alberto Fujimori

M. Alberto Fujimori et sa famille ont quitté précipitamment le palais de Pizarro, vendredi 13 novembre à 3 heures du matin, avant que des blindés n'occupent la place d'armes de la capitale, nous indique notre correspondant à Lima, Nicole Bonnet. Le président Fujimori a déjoué cette tentative de putsch militaire, et fait publier un communiqué.

Ce texte affirme qu'un groupe d'officiers, dirigés par trois généraux à la retraite et un ex-commandant, a essayé de prendre d'assaut le palais présidentiel afin de s'emparer du pouvoir et d'assassiner le chef de l'Etat. Cette opération visait à empêcher les élections du 22 novembre à l'Assemblée constituante.

Le président Fujimori proclame, dans ce communiqué, son intention de tenir coûte que coûte cette échéance ainsi que les élections municipales du 29 janvier. Le chef de l'Etat entend également poursuivre la lutte contre les guérilleros du Sentier lumineux et les trafiquants de drogue. Vendredi dans la matinée, la tension s'est dissipée aux abords du palais. Le chef de l'Etat a reçu le chargé d'affaires de l'ambassade américaine. Un rendez-vous qui avait, semble-t-il, été pris précédemment.

Marcel Niedergang a obtenu, de son côté des informations inédites sur les putschistes. Les trois généraux impliqués sont les dirigeants d'une organisation militaire clandestine, appelée COMACA (abréviation pour colonels, commandants et capitaines), nous indique notre envoyé spécial à Lima.



Dans un document confidentiel, mais diffusé récemment dans les milieux militaires, ces officiers, mécontents, prenaient violemment

à partie le président Fujimori. Tout en se félicitant de la capture, le 12 septembre, d'Abimael Guzman, chef de l'organisation insurrectionnelle maoïste du Sentier lumineux, ils reprochaient au chef de l'Etat d'exploiter cet événement à son seul profit : « Nous ne croyons pas, disaient-ils, que la détention du leader de ce mouve-

ment marque le début de la fin de ce groupe d'assassins fanatiques ». En revanche, ajoutaient-ils, « nous redoutons que les forces armées, qui ont été tellement maltraitées par votre gouvernement, ne soient menacées de disparition ». En effet, précisait-il, « vous avez écarté des militaires professionnels ayant plus de trente ans d'expérience et de dévouement en qui nous avions confiance. Leur seul péché est de ne pas être des hommes soumis ».

## Des accusations de part et d'autre

Dans ce texte, les officiers putschistes dénonçaient l'influence d'un des principaux conseillers de M. Fujimori, M. Vladimir Montesinos, qu'ils qualifient de « trafiquant de drogue et de traître à la patrie ». Un jour, M. Fujimori vous devrez rendre compte de tout cela », concluait le document du COMACA.

En réponse à cette violente accusation, le président Fujimori a réagi vendredi dans son communiqué officiel, en affirmant que le commandant Marcos Zarate, qui a participé à la tentative de putsch, « était soumis à une enquête administrative pour ses relations avec le trafic de drogue », accusations et contre-accusations qui mettent en tout cas en évidence un malaise certain au sein des forces armées.

## PANAMA : le projet de réforme constitutionnelle

## Le gouvernement s'attend à perdre le référendum sur l'abolition de l'armée

Trois ans après avoir été envahis par les Etats-Unis, les Panaméens se préparent à exprimer leurs frustrations à l'occasion du référendum organisé dimanche 15 novembre sur une série d'amendements constitutionnels qui portent sur l'abolition de l'armée, la prolongation de la scolarité obligatoire, l'autonomie de la sécurité sociale et une plus grande indépendance du tribunal électoral.

## PANAMA

de notre envoyé spécial

Compte tenu des sondages catastrophiques qui donnent un large avantage au « non », et à l'abstention, le président Guillermo Endara s'est abstenu de faire campagne et ne cesse de répéter depuis quelques jours que le sort de son gouvernement « n'est pas en jeu », le peuple étant appelé à se prononcer seulement sur des modifications à la Constitution. « Le référendum n'est pas indispensable pour gouverner, dit-il, mais c'est un pas de plus vers la démocratie, quel qu'en soit le résultat. »

Ce n'est pas l'avis de la coalition hétéroclite des « non » qui réunit des organisations de tous les horizons politiques, y compris des personnalités liées à la majorité prési-

dentielle, comme le contrôleur général des comptes, M. Ruben Carles. Un véritable vent de panique souffle dans le camp des « oui », en particulier chez les démocrates-chrétiens du vice-président de la République, M. Ricardo Arias, qui est à l'origine des réformes constitutionnelles bien qu'il ait rompu avec M. Endara l'an dernier.

Dans un dernier effort pour convaincre les électeurs, il les a appelés à voter en faveur des réformes et à « attendre les élections générales de 1994 pour régler leurs comptes avec le gouvernement ».

## Mécontentement généralisé

Le président de la commission des affaires étrangères, M. Olimpo Saez, qui fait pourtant encore partie de la majorité présidentielle, est tout aussi critique à l'égard de M. Endara, accusé de « conduire le pays à la catastrophe ». « Les gens ne vont pas se prononcer sur les réformes, avec lesquelles ils sont plutôt d'accord, d'autant plus que l'armée a déjà été abolie par un vote de l'Assemblée législative. Ils vont voter contre le gouvernement, auquel ils reprochent de n'avoir rien fait pour relancer l'emploi et améliorer leurs conditions de vie », affirme-t-il.

M. Saez, comme le président de la Chambre de commerce, M. Guillermo Fernandez, ont tenté de convaincre M. Endara d'annuler le référendum. En vain. « La polarisation est totale et la population est décidée à punir le gouvernement, alors que nous avons besoin de stabilité politique pour attirer les investissements étrangers et rapatrier les capitaux panaméens réfugiés à l'étranger », soutient M. Fernandez, qui reproche aux autorités de ne pas utiliser les ressources publiques disponibles pour lancer un programme de grands travaux et « favoriser ainsi une meilleure distribution de la richesse ».

Paradoxalement, le mécontentement est généralisé alors que le Panama enregistre la plus forte croissance économique en Amérique latine, environ 10 % cette année. Mais il est vrai que ce pays de moins de trois millions d'habitants continue d'afficher un taux de chômage proche de 15 %, dû essentiellement aux licenciements massifs dans la fonction publique.

De plus, la reprise des activités du Centre bancaire international, qui constitue une des principales sources de revenus, avec la zone franche de Colon et le canal interocéanique, n'a pas encore permis de retrouver le niveau économique d'avant la crise, provoquée entre 1987 et 1989 par l'affrontement entre les Etats-Unis et le régime du général Noriega.

Les partisans du « oui » n'ont pas hésité à brandir la menace d'un « retour du militarisme », recourant même à des images du général Noriega, pourtant détenu aux Etats-Unis où il a été condamné à quarante ans de prison pour trafic de drogue.

« Nous n'avons aucun intérêt à ce que le gouvernement tombe maintenant », rétorque M. Balbino Herrera, une des dix députés de la formation politique créée par les militaires dans les années 70, le parti révolutionnaire démocratique (PRD). Il faut au contraire qu'il porte sa croix jusqu'aux élections de 1994 pour que son échec soit clair aux yeux de tous. »

## BERTRAND DE LA GRANGE

COLOMBIE : 55 guérilleros tués par l'armée. — Cinquante-cinq guérilleros et un soldat ont trouvé la mort, vendredi 13 novembre, alors que cinq autocars ont été incendiés, lors de combats dans divers endroits du pays, a rapporté le commandement de l'armée colombienne. La guérilla a endommagé le même jour les deux principaux axes routiers colombiens, a annoncé un porte-parole de la compagnie pétrolière nationale Ecopetrol. Les livraisons de brut aux clients américains prévues pour novembre ne pourront pas être effectuées. — (AFP, Reuters.)

## PROCHE-ORIENT

La réunion d'Ankara

## Les Kurdes d'Irak s'inquiètent de la concertation entre la Turquie, l'Iran et la Syrie

Puissances régionales rivales, la Turquie, l'Iran et la Syrie sont, pour des raisons différentes, catégoriquement opposés à la formation d'un Etat kurde indépendant. Il n'est donc pas étonnant que les Kurdes irakiens s'inquiètent de la rencontre, samedi 14 novembre, à Ankara, des ministres des affaires étrangères de ces trois pays.

## SALAHEDDINE (nord de l'Irak) de notre envoyé spécial

« Les Turcs nous ont assurés que cette réunion n'était pas contre les Kurdes, mais nous ne sommes pas satisfaits », déclare M. Jabal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). « Nous sommes inquiets, car cela nous rappelle des pactes régionaux contre le mouvement kurde, celui du Sandjak en 1937, le pacte de Bagdad en 1956, et bien d'autres », explique M. Hoshiyar Zibari, qui représente, à Washington, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Absent de marque à cette rencontre : l'Irak, un des signataires, dans le passé, de divers accords dont certaines clauses prévoyaient une répression coordonnée des mouvements kurdes. Le rejet de sa demande de participation indique peut-être que les pays de la région ont définitivement tiré un trait sur le régime de M. Saddam Hussein. L'Arabie saoudite, à qui, quant à elle, a été décliné l'invitation d'Ankara.

L'absence d'un de leurs ennemis ne suffit pas à convaincre les Kurdes irakiens de l'innocence de cette rencontre, d'autant plus qu'elle a lieu alors que des blindés et des soldats turcs sont déployés dans le nord de l'Irak. Ankara affirme vouloir retirer ses troupes dès la fin de l'offensive contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PTK), qui rassemble les séparatistes kurdes de Turquie. « Nous redoutons une forme de présence permanente ou la création d'une zone tampon. Maintenant, je pense qu'ils sont en train de « vivre » leur politique », note M. Zibari. « Nous ne sommes pas au Liban sud. »

Les plans de la Turquie pour assurer la sécurité à long terme de sa frontière après la double offensive lancée par les peshmergas — combattants kurdes irakiens — et les forces armées turques contre le PKK, devaient être évoqués lors de cette réunion à trois. Pour lutter contre ce mouvement séparatiste, la Turquie a récemment signé des accords avec l'Iran et la Syrie, deux pays qui avaient, jusqu'alors, toléré, voire soutenu les activités du PKK.

L'incursion turque sur leur territoire a rappelé aux Kurdes irakiens la fragilité de leur zone « libérée » placée sous la protection des avions alliés. « Nous sommes dépendants de

la bonne volonté des forces de la coalition et des Turcs pour nous protéger et nous donner accès à l'extérieur », admet le représentant du PDK. La prolongation de l'opération « PROVIDE COMFORT », qui s'achève le 31 décembre, sera certainement à l'ordre du jour de la rencontre d'Ankara. L'opinion publique en Turquie s'oppose à la présence des avions américains, français et britanniques sur son sol. L'Iran et la Syrie ne voient pas non plus d'un bon œil ce symbole de l'influence occidentale dans la région.

## « L'après-Saddam »

Le maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak est la raison la plus souvent avancée pour justifier la méfiance des pays voisins à l'encontre des Kurdes. « Ils sont hantés par l'idée d'un complot occidental pour établir un Etat kurde indépendant », explique M. Zibari. M. Talabani estime que ces raisons en cachent d'autres. « L'Irak, l'Arabie saoudite et la Syrie ont toujours tenté de contrôler l'opposition irakienne et de l'utiliser comme une carte dans leur jeu. Maintenant, l'opposition irakienne n'obéit plus aux instructions de leurs services de renseignements. Une des principales raisons de leur mécontentement, c'est que nous avons contribué à libérer l'opposition irakienne du contrôle extérieur », affirme-t-il.

Le chef de l'UPK est convaincu que certains pays voisins ont « peur de la démocratie. Ils sont inquiets car le Kurdistan devient un pôle de démocratisation ». Quant aux inquiétudes d'Ankara, elles sont, d'après lui, surtout liées aux modalités d'un système fédéral, qui est parfois évoqué comme une possible solution au problème kurde en Turquie.

La récente réunion, sur leur territoire, des principaux partis de l'opposition irakienne, rassemblés en un Congrès national irakien (CNI), est brandie par les Kurdes irakiens comme une preuve irréfutable de leur attachement à l'unité de l'Irak. Mais leurs « voisins » ne sont pas convaincus que ce Congrès, qui réunit la plupart des factions de l'opposition et qui vise à instaurer un régime démocratique à Bagdad, est en mesure d'assurer « l'après-Saddam ».

A Salaheddine, où il met en place les structures de cette opposition unifiée, M. Ahmad Chalabi, un entrepreneur chiite irakien, président du comité exécutif du CNI, mesure, avec optimisme, le chemin parcouru. « Il y a un an, les Kurdes négociaient avec Saddam Hussein, l'opposition était fragmentée. Maintenant, les Kurdes se sont séparés de Saddam, l'opposition s'est unifiée sur un programme et sa réunion s'est tenue dans le nord de l'Irak », explique-t-il. Quant aux pays de la région, « leurs divergences dépassent largement leurs intérêts communs », juge-t-il. Nous disons leurs craintes. »

## NICOLE POPE

IRAK : plan d'aide alimentaire. — Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé, vendredi 13 novembre, à Rome, un vaste plan d'aide alimentaire à l'Irak, sur quatre mois, qui devrait permettre à 1,2 million de personnes de faire face à l'hiver. La part la plus importante de ces secours, qui consisteront d'abord en l'envoi à très brève échéance de 15 000 tonnes de farine de blé, de pois chiches et d'huile alimentaire, sera destinée aux 750 000 habitants des régions kurdes du nord du pays. — (AFP.)

TURQUIE : le maire de Diyarbakir blessé dans un attentat. — M. Turgut Atalay, maire de Diyarbakir, la principale ville du Sud-Est anatolien turc à majorité kurde, a été blessé, jeudi 12 novembre, dans un attentat. Son garde du corps a été tué, a rapporté l'agence turque semi-officielle Anatolie. M. Atalay est membre du Parti populiste social-démocrate (SHP). Trois individus ont ouvert le feu sur lui alors qu'il descendait de sa voiture officielle devant son domicile, et ont lancé une grenade sur le véhicule. — (AFP.)

FRANCE 2 16/9  
LE SPECTACLE AU QUOTIDIEN

## SAMEDI 14.11

14h45 : RUGBY  
France / Argentine

## DIMANCHE 15.11

15h45 : SUPER CROSS  
en Direct de Berç  
20h50 : CINEMA  
LE TATOUÉ  
22h20 : DANSE / GLACE  
Championnat de France

## LUNDI 16.11

20h50 : FILM TV  
LEON MORIN  
PRÉFIRE

## MARDI 17.11

20h50 : CINEMA  
MAD MAX 3  
avec Mel Gibson  
et Tina Turner

## MERCREDI 18.11

15h : DANSE / GLACE  
Championnat de France  
20h50 : CINEMA  
LA PLACE DU PÈRE

## JEUDI 19.11

22h20 : DOCUMENTAIRE  
Le portrait authentique

## VENDREDI 20.11

20h50 : FOOTBALL  
AMÉRICAIN

## SAMEDI 21.11

15h : FOOT D2  
Rouen / Guingamp  
20h30 : TROPHÉE LALIQUE  
en Direct de Berç

Le 16/9 est un format d'image de télévision plus large

France 2 16/9  
est diffusé sur  
le satellite TDF 2  
et sur certains  
réseaux câblés.  
Il sera aussi  
prochainement  
sur le satellite  
TELECOM 2A.

Pour connaître  
les programmes  
de France 2 16/9  
Minitel :  
3615 France 2,  
Teletext Info :  
page 305,  
Telephone :  
(1) 44 21 51 71.

France 2 16/9

LE SPECTACLE, GRANDEUR NATURE.



# Percée islamiste en Somalie

La remise en cause par les intégristes du système clanique traditionnel est un nouvel élément dans l'inextricable et tragique « guerre des pauvres »

à lancer un programme de rapatriement qui, selon le responsable de l'opération, M. Gerd Falsten, intéresse déjà six mille personnes (10 % des réfugiés du camp de Mandera).

se défient, les « lignes de front » déplaçant en tous sens sur plusieurs centaines de kilomètres.

Il n'est pas exclu que M. Syng Barre, aujourd'hui réfugié au Nigeria, ne soutienne financièrement le combat de son clan. En outre, la police officielle - com-

ETHIOPIE

**JACQUES DE BARRIN**



## POLITIQUE

Après le dépôt d'une gerbe sur la tombe de Pétain  
« Je ne voudrais pas que l'incompréhension s'élargisse »  
déclare M. Mitterrand

Dans un entretien accordé à Radio J, qui sera diffusé le 22 novembre, mais dont l'élysée a rendu publics plusieurs extraits vendus, M. François Mitterrand répond à ceux qui lui reprochent d'avoir fait déposer une gerbe sur la tombe du maréchal Pétain le 11 novembre. Le chef de l'Etat reconnaît qu'il devra à l'avenir « gérer autrement » la « contradiction fondamentale » qui existe entre l'hommage au vainqueur de Verdun et le souvenir de la « honte » de la rue du Vél d'Hiv en 1942.

Selon le président de la République, « nous sommes là devant un cas typique des contradictions de l'histoire, qui nous place à notre tour dans des contradictions qui ne sont pas vraiment supportables ». « On ne pourra jamais, poursuit-il, arracher les pages dans lesquelles est écrite l'histoire de la plus grande bataille que la France ait connue et gagnée, la bataille de Verdun, ni arracher de l'histoire de France ceux qui l'ont faite et conduite, vingt-cinq ans avant le Vél d'Hiv ».

M. Mitterrand ajoute : « La gloire de Verdun, payée par beaucoup de sang et de larmes, ne peut pas être oubliée, ni les auteurs combattants et, d'autre part, la honte de 1942 ne peut pas être effacée ».

« Je ne voudrais pas que l'incompréhension s'élargisse », ajoute le président de la République en soulignant qu'il « comprend l'émotion » suscitée par son hommage à Pétain auprès des associations de déportés juifs victimes du régime de Vichy. Évoquant les

critiques dont il fait l'objet, M. Mitterrand répond : « Je ne suis pas très sensible à ce genre de critiques, parce que j'ai la conscience claire. (...) » Réitérant les propos qu'il avait tenus le 14 juillet dernier à la télévision, M. Mitterrand indique, d'autre part, qu'il refuse une « reconnaissance juridique d'une responsabilité de la République française » dans les crimes commis au nom du régime de Vichy. « Si la nation française avait été engagée dans la triste aventure du gouvernement de Vichy, ce serait sans doute, c'est ce qu'a fait Willy Brandt au nom de l'Allemagne. (...) Mais la nation française n'a pas été engagée dans cette affaire, ni la République, c'était un régime nouveau, différent.

## M. Chirac « partage le sentiment » de ceux qu'a choqués le geste du chef de l'Etat

M. Jacques Chirac, président du RPR, auquel on demandait, vendredi 13 novembre, à Lons-le-Saunier, si le dépôt d'une gerbe sur la tombe de Pétain était un des devoirs de la fonction présidentielle, a répondu : « Honnêtement, je ne le pense pas. » Au cours d'un déjeuner-débat à Champagnole, le même jour, l'ancien premier ministre, interrogé par un ancien résistant qui se disait choqué par le geste de M. Mitterrand, a déclaré :

« Je ne puis que partager votre sentiment », ajoutant : « Tout ce qui semble minimiser l'attitude de celles et de ceux, si minoritaires au départ, qui ont eu entre leurs mains l'honneur de la France est profondément pervers pour les valeurs que nous représentons. Je regrette tous les gestes, quels qu'ils soient, et toutes les raisons pour lesquelles on les fait, qui sont de nature à entretenir de ce point de vue une certaine confusion. »

« Je ne puis que partager votre sentiment », ajoutant : « Tout ce qui semble minimiser l'attitude de celles et de ceux, si minoritaires au départ, qui ont eu entre leurs mains l'honneur de la France est profondément pervers pour les valeurs que nous représentons. Je regrette tous les gestes, quels qu'ils soient, et toutes les raisons pour lesquelles on les fait, qui sont de nature à entretenir de ce point de vue une certaine confusion. »

## M. Cambadélis (PS) condamne « une faute éthique et politique »

M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, a condamné, vendredi 13 novembre, le dépôt d'une gerbe sur la tombe de Pétain, à l'île d'Yeu, de la part du président de la République à l'occasion du 11 novembre. Président du Manifeste contre le Front national, M. Cambadélis estime que « Pétain n'est pas la continuité de la République, mais sa négation. » « Que les nostalgiques fleurissent sa tombe, c'est leur droit, dit-il. Que la République le fasse, c'est un non-sens. »

« En tant que député du peuple, je ne me sens pas représenté par ce geste. Plus, je le considère comme une faute éthique et politique, en ces moments incertains de réorganisation de la xénophobie et de l'antisémitisme », a ajouté M. Cambadélis. Évoquant des déclarations de M. Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, qui avait rapproché le geste de M. François Mitterrand de son itinéraire pendant l'Occupation, le député de Paris a déclaré : « Ce n'est pas ainsi que l'on pourra faire respecter l'éthique. Nous combattons pour la mémoire et la justice. Ne polluons pas ce combat ! Ne mêlons pas les genres ! »

Préparant leur deuxième convention  
Les amis de M. Chevènement  
veulent « inventer une autre politique »

M. Max Gallo, député européen, a présenté, jeudi 12 novembre, les « propositions pour un débat » que le Mouvement des citoyens, fondé par M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis en août dernier, examinera lors de sa deuxième convention, prévue pour les 12 et 13 décembre à Nîmes-le-Grand, en Seine-Saint-Denis. « Il y a une crise française profonde. Ce n'est pas un problème de calendrier ou d'institu-

Le programme de l'opposition  
Quatre dirigeants du RPR et de l'UDF présentent  
« sept projets » pour « faire bouger la France »

Quatre responsables de l'opposition, MM. Alain Juppé, secrétaire général, et Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint, pour le RPR, François Bayrou, secrétaire général, et Alain Madelin, vice-président, pour l'UDF, présentent, dans le Figaro Magazine du 14 novembre, « sept grands projets » issus des débats généraux réunis par le RPR et l'UDF depuis trois ans. Ces projets résument « les principales réformes qui vont faire bouger la France ».

« Il faut sortir de l'immobilisme des années socialistes, écrivent-ils, sortir la France d'une crise qui, pour l'essentiel, est une crise de l'Etat. (...) Nous voulons un Etat fort, un Etat qui fait respecter la sécurité des personnes et des biens, un Etat qui veille à ce que soient assurées les nécessités sécuritaires sociales. Nous voulons un Etat qui soit à l'écoute des tâches et des missions qui pourraient être mieux accomplies par d'autres que lui, soit au travers des collectivités locales, soit au travers des initiatives de la société civile. »

Ils soulignent qu'« une telle orientation conduit à baisser les impôts et les charges sociales pour renforcer les incitations à produire » et « à dépenser plus pour la justice, la sécurité et l'aménagement du territoire ». « La solution, ajoutent-ils, ne consiste pas à tailler à coups

de hache dans les dépenses publiques, même s'il existe des opérations de prestige que l'on peut différer ou auxquelles on peut renoncer. C'est par la privatisation, l'ouverture à la concurrence, la décentralisation, que l'on peut économiser l'argent public et réduire progressivement nos prélèvements obligatoires. »

Les sept projets sont résumés ainsi :

1) Garantir l'indépendance de la justice, lui donner des moyens nouveaux, notamment en transformant le Conseil supérieur de la magistrature en un Conseil supérieur de la justice indépendant du pouvoir politique et en faisant passer le budget de la justice de 1,4 % à 2,5 % du budget de l'Etat.

2) Immigration : contrôler, intégrer, en définissant « plus strictement » les conditions d'entrée et de séjour des étrangers (abrogation de la loi Joxe) et en réformant le code de la nationalité (selon les propositions de la commission Long).

3) Aménager le territoire, revitaliser l'espace rural, défendre le cadre de vie des Français, en modifiant la fiscalité agricole et le droit de l'environnement.

4) Construire une France décentralisée, en clarifiant la responsabilité fiscale de chaque collectivité et

en développant les moyens financiers des associations.

5) Une autre politique économique pour l'emploi et le progrès social, qui passe par une diminution des impôts et des charges, « un vaste programme de privatisations » (touchant « l'ensemble des banques, des assurances, des entreprises individuelles du secteur concurrentiel »), l'ouverture d'« espaces de concurrence » dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et des transports.

6) Sauver les sécurités sociales des Français, en particulier par « une autre gestion de l'hôpital », « une revalorisation des professions de santé », la mise en place d'un système de retraites à la carte.

7) Education : autonomie, liberté, diversité, ce qui suppose notamment qu'il n'y ait « aucune discrimination financière dans l'aide apportée aux établissements », que soient personnalisées la rémunération et la carrière des enseignants, que l'enseignement professionnel et l'apprentissage soient revalorisés et que les universités, devenues « libres et concurrentielles », puissent « fixer elles-mêmes les conditions d'accès » et « recruter elles-mêmes les enseignants dont elles ont besoin ».

## L'accord avec Génération Ecologie soumis à l'assemblée générale des Verts

## Cinq motions s'opposent à celle de M. Waechter

Réunis en assemblée générale à Chambéry du 13 au 15 novembre (le Monde du 13 novembre), les Verts devaient voter sur les six motions qui leur étaient soumises pour valider ou non « la proposition d'accord entre les Verts et Génération Ecologie pour les prochaines élections législatives ».

Parmi les opposants à une intégration des Verts dans le jeu des alliances politiques, une motion signée par M. François Degans, responsable de la commission économique, souligne le chemin qui reste à parcourir pour transformer un engagement culturel en une expression politique (1) ; une seconde, de M. François Borthout, ancien porte-parole du mouvement, propose de « faire gagner l'écologie sur des objectifs concrets ». Les quatre autres motions sont conduites par les principaux dirigeants des Verts :

— La motion Anger se propose ainsi de faire « le lien entre les valeurs contre-culturelles issues des

années 70, qui fondent l'identité des Verts (tiers-mondisme, féminisme, régionalisme, non-violence et anti-nucléaire), et les nouvelles cultures militantes apparues dans les années 80 (lutte contre l'exclusion, antiracisme) ;

— La motion Waechter réaffirme l'ambition des Verts de « devenir majoritaires sur leurs valeurs », c'est-à-dire de rassembler un maximum de personnes autour d'une volonté commune de rompre avec l'anthropocentrisme conquérant. En termes tactiques, cela passe par « une candidature verte à la prochaine élection présidentielle », à désigner des candidats en 1993, et par un rapprochement avec Génération Ecologie, qui ne serait qu'« une option, mais pas un élément déterminant » de la démarche actuelle des Verts ;

— La motion Voynet, très critique sur le fonctionnement actuel des Verts, juge que « la constitution d'un pôle écologiste fort (...) est seule susceptible de peser dans la réhabilitation du politique » et d'offrir « une réelle alternative entre une gauche exsangue et une droite hégémonique » ;

— La motion Desessard, égale-

ment critique vis-à-vis du mouvement, se réfère explicitement à ce testament du philosophe et psychanalyste Félix Guattari : « Ce n'est qu'à la condition de catalyser un passage à l'acte collectif que les idées écologistes pourront devenir autre chose qu'un mode superficiel ».

Fout des raisons idéologiques à des enjeux de pouvoir, ces différentes motions éclairent les débats pour l'élection, à la proportionnelle, d'un quart des cent vingt membres du Conseil national international. C'est notamment le cas de la motion Degassard, intitulée « Ouvrons la fenêtre », dont les signataires seraient répartis (2) sur trois listes pour mieux assurer leur représentation au CNIR.

J.-L. S.

(1) En dépit de l'hostilité des Verts à cette réduction, nous sommes contraints, comme chaque année, pour une meilleure compréhension des rapports de forces internes, de personnaliser ainsi des motions collectives.

(2) Les listes de candidats au CNIR peuvent être constituées jusqu'au samedi 14 novembre à 14 heures.

## Dans le Nord-Pas-de-Calais

M<sup>me</sup> Blandin, écologiste et pacifiste

LILLE  
de notre correspondant

La commune de Neuville-Saint-Vaast garde au cœur de la terre de l'Artois les cicatrices des terribles combats dont la région fut le théâtre pendant la première guerre mondiale. Trois cimetières militaires y voisinent : le français (quatre mille sépultures), l'allemand (quarante-cinq mille) et le britannique (sept cents). Ce village est symbolique car il fut le théâtre d'un épisode de fraternisation entre soldats français et allemands. Dans un livre sur ses « carnets de guerre », un tonnelier originaire du Midi, Louis Barthes, raconte comment, le 10 décembre 1916, les soldats durent sortir des tranchées pour ne pas s'y noyer. « On eut ce singulier spectacle : deux armées ennemies face à face, sans se tirer un coup de fusil. (...) Des mains se tendirent et s'étreignirent, on se partagea le tabac... »

C'est en ce lieu symbolique que M<sup>me</sup> Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional, membre des Verts et militante pacifiste, avait choisi de lancer,

mercredi 11 novembre, un appel à la paix pour la commémoration de l'armistice de 1918. Elle a proposé qu'on érige sur cette terre un monument pour la paix. En réponse au vœu émis, par Louis Barthes (« Qui sait ? Peut-être qu'un jour, sur ce coin de l'Artois, on élèvera un monument pour commémorer l'idée de fraternité » de décembre 1916) et rappe aujourd'hui par le maire de la commune, M. Donald Brovanski, « C'est pour ceux qui reposent au fond de cette terre et non pour les drapeaux », a précisé M<sup>me</sup> Blandin pour répondre à l'incompréhension des associations locales d'anciens combattants.

Cette dernière était suscitée davantage par le choix du seul cimetière allemand pour le dépôt de gerbe (l'autre vint répéter par un dépôt dans les autres cimetières) que par l'initiative elle-même : les anciens combattants commémorent eux-mêmes cette « réconciliation par-dessus les tombes » depuis les années 50.

JEAN-RENE LOND

## EN BREF

□ Un record pour la direction de la fédération socialiste de l'Essonne. M. Arnaud Massip, rocardien, collaborateur de M. Alain Richard, chargé des élections au secrétariat national du PS, a été désigné à la tête de la direction provisoire de la fédération de l'Essonne du PS. Celle-ci était dirigée depuis le congrès de Rennes, en mars 1990, par la Gauche socialiste, le conseil de M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Liemmann et de M<sup>me</sup> Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, puis en minorité en juin dernier à la suite des déclarations de M<sup>me</sup> Liemmann sur l'implication de certains élus socialistes du département dans les affaires de fausses factures.

□ Un élu des Vélaines quitte le PS. M. Georges Mougot, conseiller général des Vélaines, maire de Mau-

repas depuis 1989, a décidé de quitter le Parti socialiste, dont il était membre depuis dix-sept ans. M. Mougot avait été cité comme étant susceptible d'être inculpé dans le cadre de l'instruction de l'affaire SAGES par M. Renaud Van Roybeko (le Monde du 16 octobre). « Mon désaccord avec le Parti socialiste, précise-t-il, est ancien et porte sur des dossiers concrets, tels que l'aménagement du territoire, le logement social ou le maintien de l'ordre public, des problèmes auxquels je suis confronté quotidiennement en tant que maire. Les péripéties de l'affaire SAGES m'ont révélé l'ampleur des dissensions internes au PS, mais ce n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le vase. » (Corresp.)

□ L'UDF désigne huit secrétaires

généralistes adjoints. — Le bureau politique de l'UDF a entériné la désignation de huit secrétaires généraux adjoints représentant chacune des composantes de la confédération. Autour de M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, ont été nommés MM. Pascal Clément et Jean-Pierre Raffarin, au titre du Parti républicain, Jean Arthuis et René Couanau pour le CDS, Didier Barthelemy pour le Parti radical, André Santini, représentant du PSD, M<sup>me</sup> Marielle de Sarnez et M. Bernard Lehideux pour les Clubs Peccapettes et Réalités. Le bureau politique complètera d'autre part deux nouveaux membres : M<sup>me</sup> Jean-Claude Casanova et Alain Lamas-

## Le gouvernement

Les députés ont voté, dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 novembre, une loi relative à l'organisation du gouvernement. Elle prévoit une réforme de la composition du gouvernement, une augmentation de 10 % du nombre de ministres, une réforme de la procédure de nomination et de révocation des ministres, et une réforme de la procédure de nomination et de révocation des ministres. La loi est entrée en vigueur le 15 novembre.

La loi relative à l'organisation du gouvernement a été adoptée par l'Assemblée nationale le 13 novembre. Elle prévoit une réforme de la composition du gouvernement, une augmentation de 10 % du nombre de ministres, une réforme de la procédure de nomination et de révocation des ministres, et une réforme de la procédure de nomination et de révocation des ministres. La loi est entrée en vigueur le 15 novembre.

## LIVRES POLITIQUES

A la recherche d'une nouvelle politique... de Jean-Pierre Chevènement. L'ouvrage de Jean-Pierre Chevènement, paru chez Grasset, expose ses réflexions sur la situation de la France et propose une nouvelle politique. L'auteur critique le régime de Mitterrand et propose une alternative basée sur la justice sociale et la participation citoyenne.

Le livre de Jean-Pierre Chevènement, « A la recherche d'une nouvelle politique », est une œuvre majeure de la pensée politique française contemporaine. L'auteur y expose ses réflexions sur la situation de la France et propose une nouvelle politique. L'ouvrage a été largement discuté et a influencé le débat politique de l'époque.



## La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Les députés ont examiné, dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 novembre, les crédits affectés à l'urbanisme, au logement et aux « services communs », qui s'élevaient à 55,998 milliards de francs, soit une progression de 2,35 % par rapport à 1982 (1). Le vote devait intervenir samedi 14 novembre, à l'issue de l'examen du projet de budget du ministère de l'équipement, du logement et des transports. Vendredi matin, les députés avaient adopté les crédits affectés à l'aménagement du territoire, évalués à 2,741 milliards de francs (dépenses ordinaires et autorisations de programme). L'opposition a voté contre. Le PS a voté pour. Les communistes n'ont pas pris part au vote.

Ils étaient venus, sous les fenêtres du Palais-Bourbon, se faire le porte-parole des sang-lots et des mal-lôgés. Les quatre cents manifestants, mobilisés par plusieurs associations — Droit au logement, Emmaüs, SOS-Racisme, Ligue des droits de l'homme... — ont été entendus si l'on en juge par les diverses références à leur combat qui ont entraîné le débat dans l'hémicycle. Ils ont même fourni un prétexte à des échanges polémiques parfois violents qui, plus qu'une poussée de ferveur idéologique, traduisent surtout la mauvaise conscience des partis politiques face à l'ampleur de la crise du logement. En clair, chacun renvoyait à l'autre la responsabilité de l'échec.

La droite a donc accusé la gauche. « La situation actuelle est fille de l'idéologie des années Mitterrand et du congrès de Valence qui présente le bailleur privé comme un exploitateur de pauvres gens », a requis M. Jean-Jacques Weber (UDC, Haut-Rhin). « Vous mettez souvent en cause la spéculation, mais quelles instructions ce gouvernement a-t-il données aux banques nationalisées pour éviter qu'elles ne distribuent généreusement le crédit ? », s'est interrogé M. Jean Tiberi (RPR, Paris). La gauche, à son tour, a demandé des comptes à

la droite. « La Ville de Paris ne finance que deux mille logements sociaux alors que fleurissent les zones d'aménagement concerté (ZAC) avec une forte proportion de bureaux et de logements de standing et que l'Etat propose vainement des milliers de prêts localisés aidés (PLA) à cette collectivité », a dénoncé M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lizeomann, ministre déléguée au logement et au cadre de vie. M. Jean-Pierre Brard (PC, Seine-Saint-Denis) a durci encore l'acte d'accusation. « Vous pratiquez la purification sociale et ethnique » a-t-il lancé à l'adresse des députés de droite.

Mais au-delà des traditionnelles passes d'armes avec la Ville de Paris, le gouvernement sait qu'il devra affronter les élus locaux, et aux yeux de l'opinion, André Vigne, rappelé que le ministre du budget, M. Martin Malvy, a accepté de débiter dix mille PLA supplémentaires, qui s'ajoutent aux quatre-vingt mille déjà inscrits dans la loi de finances. M. Liennemann a annoncé qu'elle rendrait publiques, ce week-end, « sept mesures d'urgence » visant à « renforcer l'orientation des crédits publics en direction des mal-logés ». Pour sa part, M. Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, a indiqué que le gouvernement financerait cinq mille nouveaux prêts d'accès à la propriété (PAP), en complément des trente mille déjà prévus. En outre, le plafond des ressources ouvrant les droits au PAP sera relevé (de 4 % en province à 15 % à Paris et petite couronne). Enfin, l'allocation de logement sociale sera désormais généralisée sur l'ensemble du territoire après avoir été limitée au DOM, à l'Ile de France et aux grosses agglomérations.

Si le Parti socialiste n'a pas manqué de se féliciter de ces nouveaux efforts, il est en revanche resté hostile à l'innovation que représente la création du fonds de garantie de l'accèsion sociale (FGAS), qui apportera la garantie de l'Etat aux prêts conventionnés contractés par des candidats à la propriété dont les revenus ne

dépassent pas un certain plafond. Mais les députés PS y voient anguille sous roche, craignant qu'il ne s'agisse d'une manœuvre du Quai de Bercy visant à grignoter la formule des PAP.

Ils n'en ont pas démordu, en dépit des assurances fournies par M. Bianco, qui a souligné qu'il n'y avait aucune incompatibilité entre les deux formules puisque que les clientèles intéressées « ne sont pas les mêmes », le plafond de ressources visé par le FGAS équivalant à quatre fois le SMIC. Le PS a toutefois souhaité que « le dialogue se poursuive ».

Vendredi matin, la lutte contre les fractures de l'économie sociale avait également été l'enjeu de la discussion des crédits affectés à l'aménagement du territoire. Hormis M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de l'aménagement du territoire, qui a présenté son budget comme « un outil de lutte contre l'exclusion », l'enthousiasme n'était pas vraiment de mise, même pas sur les bords socialistes. « C'est un peu le reflux », a regretté M. Jean-Pierre Kucheida (PS, Psa-de-Calais), rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. L'acquisition de la maîtrise de l'énergie en train de craquer. M. André Balligand (PS, Aisne), rapporteur spécial de la commission des finances, a appelé le gouvernement à « réorienter sa politique qui, sans être mauvaise, a été très déficiente depuis la décentralisation ».

Evidemment plus sévère, M. Yves Coussain (app. UDF, Cantal) a jugé que « ce n'est pas avec ce budget que nous pourrions espérer l'amorce d'un rééquilibrage entre un Bassin parisien qui s'asphyxie et des territoires ruraux qui se vident ». Versant dans la métaphore géométrique, M. Michel Giraud (RPR, Val-de-Marne) a comparé l'aménagement du territoire en France à « un cercle dont le centre est partout et la circonférence nulle part », tandis que M. Georges Chavannes (UDC, Charente) a qualifié de « retour en arrière » le fait que le secrétariat d'Etat de M. Lai-

gnel n'est plus directement rattaché au premier ministre.

Mais nul mieux que M. Michel Dinet n'a convaincu des charmes d'une vie rurale à réhabiliter d'une telle urgence. Racontant ses visites dans la capitale, le député PS de Meurthe-et-Moselle a avoué que, dans le métro, il avait « l'impression d'être à l'école ».

Avec l'ingénuité qui fut autrefois celle du Polytechnicien Aoutourou ramené en France par Bougainville, M. Dinet a fait part à ses collègues de sa surprise à voir les Parisiens « courir et s'enserrer dans les wagons sans échanger un mot ». Voilà un témoignage rafraîchissant qui eût mérité un autre accueil qu'un hémicycle claiement.

FRÉDÉRIC BOBIN

(1) L'effort public en faveur du logement, qui regroupe les dépenses budgétaires, fiscales et sociales, s'élève en fait à 143 milliards de francs, soit une augmentation de 3,6 % par rapport à 1992.

□ M. Hugues Bousiges nouveau secrétaire général du groupe de l'Union centriste du Sénat. — M. Hugues Bousiges, sous-préfet, a été nommé, mardi 10 novembre, secrétaire général du groupe de l'Union centriste du Sénat. Ancien secrétaire général adjoint du groupe centriste de 1976 à 1985, M. Bousiges remplace à ce poste M. Jean-Dominique Giuliani, nommé directeur de cabinet du président du Sénat, M. René Monor.

(Né le 7 janvier 1948 à Rennes (Ille-et-Vilaine), licencié en droit et titulaire d'un DES de droit public, M. Auguste Boussigues a exercé pendant dix ans, de 1971, comme attaché d'administration centrale au ministère de l'économie et des finances. A partir de 1976, il appartient successivement aux cabinets de M. Jean Lecanier, ministre d'Etat chargé du Plan, puis de M. Pierre-Edmond Charbonnier, ministre du Logement et du territoire, de M. Pierre-Bernard Reymond, secrétaire d'Etat chargé du budget, et de M. René Monory, ministre de l'économie. En 1981, il rejoint le cabinet de M. Jacques Chirac, président du Conseil. De 1976 à 1985, il est secrétaire général adjoint du groupe de l'Union centriste du Sénat. Titularisé sous-préfet en 1989, il devient directeur du cabinet du préfet de la Seine-Saint-Denis, puis sous-préfet maire général de la préfecture de l'Indre. M. Boussigues a été également adjoint au maire de Vanves de 1983 à 1988.)

Braud complète ce jugement en soulignant combien le mythe présidentiel du « décideur suprême » coïncide avec la fiction si fragile

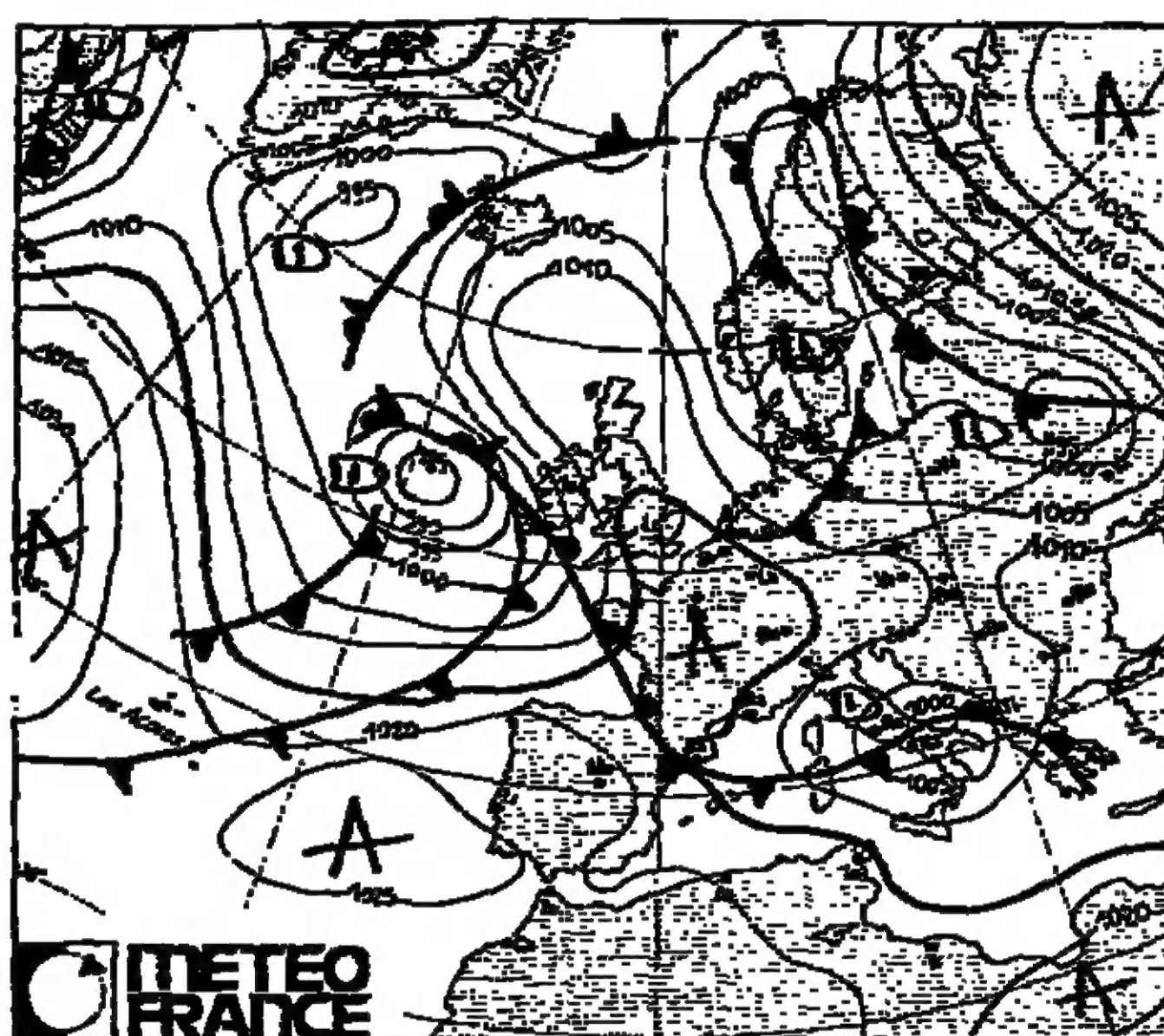
concomitant avec le retour à l'égale sur laquelle repose le système politique des sociétés démocratiques développées, qui ont besoin de croire que les dirigeants élus maîtrisent les processus sociaux, économiques et culturels et les tendances lourdes dont elles sont le lieu. Il arrive au mythe de vaciller quand tout le reste paraît aller à vau-l'eau ! Leçon de sagesse : à l'apogée de l'ambition politique, il ne devrait y avoir que modestie.

On retrouve le même auteur dans deux autres ouvrages de vulgarisation : l'un est une remise à jour d'une initiation à la vie politique, dans la collection « Que sais-je? », l'autre un manuel de sociologie politique. Sa lisibilité le destine aux étudiants de premier cycle, mais aussi à tous ceux qui veulent aller au-delà des modes d'explication liés à l'actualité politique. Philippe Braud y dresse un tableau général de sa discipline avec le souci de fournir à ses lecteurs le maximum de repères globaux, afin qu'ils étayent solidement leurs jugements. En effet, si, suivant une formule prêtée à Aristide Briand, la politique « c'est de dire des choses à des gens », alors, lorsqu'on s'en mêle, fut-ce en amateur, ne pas leur dire n'importe quoi.

► **Le Président de la République, usages et genèses d'une institution**, sous la direction de Bernard Lacroix et Jacques Lagroye. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. 416 pages. 225 F.

► **La Vie politique**, de Philippe Braud. « Que sais-je ? », PUF, 128 pages, 20 F.

► *Sociologie politique*, de Philippe Braud. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 480 pages, 170 F.

**SITUATION LE 14 NOVEMBRE A 0 HEURE TUC**[illegible]

**Dimanche.** - Le matin, il pleuvra sur le Nord-Est, le Nord-Pas-de-Calais, l'Île-de-France, le Centre, l'Auvergne, le Limousin et le nord de l'Aquitaine. Les pluies seront temporairement fortes. Le vent de sud-ouest sera modéré avec des rafales jusqu'à 50-70 km/h.

A l'avant de cette zone pluvieuse, c'est-à-dire sur les régions méditerranéennes, les passages nuageux deviendront de plus en plus nombreux. A l'arrière, sur le Nord-Ouest, le ciel sera bien nuageux avec des averses.

En cours de journée, les pluies progresseront vers l'est. Elles se situeront en fin de journée sur l'Aquitaine, la région Midi-Pyrénées, le Sud-Est, le Centre-Est, la Lorraine et l'Alsace. Le vent de sud soufflera en vallée du Rhône à 50-80 km/h. Le ciel est traîne

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observés											
Valeurs exprimées relevées entre le 13-11-1992 à 16 heures TUC et le 14-11-1992 à 6 heures TUC											
FRANCE					ÉTRANGER						
AJACCIO	17	8	D		STRASBOURG	7	1	C	LIMBOURG	6	0
ALGER	17	8	D		TOULOUSE	15	9	P	MARSEILLE	19	12
BIARRITZ	17	14			TOURS	15	9	P	MEXICO	19	13
BONAPARTE	15	15							MILAN	9	8
BOURGIES	7	-1	C						MONTREAL	14	2
BREST	10	7	P		ALGER	22	12	N	MOSCOW	14	2
CASVI	9	9			ASTANABA	22	13	N	NAGASACKI	19	12
CHERBOURG	9	9			ATHENS	21	11	C	NARBONNE	21	16
CLEMONT-FE	6	-2	C		BANGKOK	30	29	N	NEW-YORK	17	6
DIJON	6	-3	X		BARCELONE	30	11	N	OSLO	-	-
GRIGNY	7	-1	C		BELGRADE	15	10	C	PALM-DESPIN	21	16
LYON	9	-1	N		BERLIN	16	5	C	PARIS	17	10
LIMOGES	10	-1	N		BRUXELLES	17	1	D	PEKING	-	-
LYON	10	-1	N		LA CAPE	21	16	D	DE-DE-JANIRO	-	-
LYON	17	7	P		COLOGNE	21	16	D	ROME	16	9
MANCHE	6	-1	C		DAKAR	30	26	N	SARAJEVO	19	12
MARTE	9	9			DEJAIL	23	18	D	SIN-POUR	29	24
PARIS-MONT	12	7	P		GENEVE	5	-3	N	STOCKHOLM	3	1
PARIS-MONT	12	7	P		HONGKONG	-	-		SYDNEY	-	-
PAU	16	12	P		ISTANBUL	17	9	N	TOKYO	19	12
PERPIGNAN	20	11	C		JERUSALEM	20	7	D	TUNIS	20	0
POINTE-A-PITRE	32	23	N		JERUSALEM	19	15	C	VASSOVIE	6	0
RENNES	10	7	P		LAHORE	20	15	C	VIENNE	9	3
ST-ETIENNE	8	0	D		LOS ANGELES	24	11	D	YAROSLAV	3	1

<b>A</b> avere	<b>B</b> buone	<b>C</b> col conco	<b>D</b> del dove	<b>N</b> nel niente	<b>O</b> o, o	<b>P</b> pane	<b>T</b> tempo	<b>*</b> neg
-------------------	-------------------	--------------------------	-------------------------	---------------------------	------------------	------------------	-------------------	-----------------

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure locale moins 1 heure en hiver.

**A**U fur et à mesure qu'ap-  
proche l'échéance nor-  
male du prochain renou-  
vellement de l'Assemblée

veillement à l'Assemblée nationale, celui du 1993, c'est-à-dire, plus lointaine peut-être, celle qui tombe en 1995, du mandat présidentiel qui hante le débat politique. A tel point que certains stratèges souhaitent que celle-ci devance celle-là, tant il est vrai que l'habitude est prise de raisonner, même lorsqu'il s'agit de l'élection des députés, en termes de majorité présidentielle. Incontestablement, le plus sûr moyen de faire émerger une majorité de ce genre serait de la constituer autour d'un président ayant déjà acquis la faveur des électeurs. Faut-il bousculer les règles du jeu (et le candidat qui s'effrite), afin qu'il réponde aux pressions conjoncturelles de la dynamique politique qu'il elles ont précédemment pour objet de canaliser et d'ordonner?

La question renvoie à un problème récurrent dans un pays où le souci du formalisme juridique le dispute à un tempérament impulsif, où l'esprit démocratique se confond avec le sentiment que la majorité, serait-elle fluctuante, est fondée à imposer sa vérité. Ce qui a valu à la France de battre des records en matière de protection constitutionnelle et de la maintenir toujours à un bon niveau dans l'exégèse permanente de son mode de fonctionnement politique, n'y a plus vraiment de querelle de régime, mais le champ d'interprétation de la dernière charte institutionnelle, pourtant vieille de trente ans si l'on se réfère à sa plus importante réforme (celle de 1962 sur l'élection du président de la République au suffrage universel), reste encore ouvert. On va avoir l'occasion de le vérifier.

S'il en est ainsi, ce n'est pas seulement en raison de la propen-

sion nationale à discuter les règles du jeu, c'est aussi parce que les institutions ne cessent de se construire en fonction de leur vie lorsque les circonstances politiques n'en justifient plus la dramatisation (comme cela est arrivé au général de Gaulle après le règle-

propre. Un ouvrage collectif, consacré à la genèse de l'une d'entre elles, devenue prééminente, ce qu'elle n'était pas à l'origine de la République, en illustre sous plusieurs aspects l'évolution, souvent involontaire, parfois incontrôlée. On a deviné qu'il s'agissait de la fonction présidentielle. Dans cette somme d'études, Bernard Lacroix montre que les constitutions sont le fruit de transactions, en général au bénéfice du parti dominant, mais que la formalisation des conditions du jeu qu'elles tentent de pérenniser n'interrompt pas la dynamique de celui-ci. Le travail de codification se réalise aussi sous l'effet de divers facteurs, qui sont l'usage des institutions, la symbolique qu'elles incarnent et la capacité d'investissement qu'elles s'attirent.

Patrick Lehingue examine le champ laissé (et conquis) par la « parole présidentielle » par rapport, notamment, à la parole parlementaire : de la III<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République, le champ de l'autorité est élargissant et va bien au-delà de la différenciation des textes constitutionnels. Le président de la République est devenu « un des locuteurs les plus libres qui aient jamais existé en France », capable d'intervenir quand et où il le désire, pratiquement dans les conditions qu'il souhaite. Ses interventions font l'objet d'une survalorisation médiatique, souvent sans commune mesure avec l'intérêt de leur contenu réel. Cependant, note l'auteur de cette étude, la part de ce charisme octroyé s'émousse







# L'AFFAIRE DU SANG CONTAMINÉ

La proposition de mise en accusation de M. Fabius, de M<sup>me</sup> Dufoix et de M. Hervé devant la Haute cour

## Les cinq articles du code retenus par les sénateurs de l'opposition

Nous publions ci-dessous le texte des cinq articles du code pénal retenus par les sénateurs de l'opposition dans leur proposition de résolution de mise en accusation devant la Haute Cour de M. Laurent Fabius, M<sup>me</sup> Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé :

Art. 63. (L. n° 54-411 du 13 avril 1954) Sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues par le présent code et les lois spéciales, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 360 F à 20000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un fait qualifié crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne, s'abstient volontairement de la faire.

Sera puni des mêmes peines quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ni pour les tiers, il pouvait lui prêter, soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours.

Sera puni des mêmes peines celui qui, connaissant la preuve de l'innocence d'une personne incarcérée provisoirement ou jugée pour crime ou délit, s'abstient volontairement d'en apporter aussitôt le témoignage aux autorités de justice ou de police. Toutefois, aucune peine ne sera prononcée contre celui qui apportera son témoignage tardivement, mais spontanément.

Sont exceptés de la disposition de l'alinéa précédent le coupable du fait qui motivait la poursuite, ses coauteurs, ses complices et les parents ou alliés de ces personnes jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 319. (Décr.-L. 30 oct. 1953) Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide ou en aura été involontairement la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende.

Art. 320. (Ord. n° 45-2241 du 4 oct. 1945) S'il est résulté du défaut d'adresse ou de précaution des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel pendant plus de trois mois, le coupable sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à un an et d'une amende de 300 F à 20000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 1<sup>er</sup> de la loi sur les fraudes et les falsifications de 1905. (L. n° 78-23 du 10 janv. 1978) Quiconque, qu'il soit ou non partie au contrat, aura trompé ou tenté de tromper le contractant, par quelque moyen ou procédé que ce soit, même par l'intermédiaire d'un tiers :

soit sur la nature, l'espèce, l'origine, les qualités substantielles, la composition ou la teneur en principes utiles de toutes marchandises ;

soit sur la quantité des choses livrées ou leur identité par la

livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ;

soit sur l'aptitude à l'emploi, les risques inhérents à l'utilisation du produit, les contrôles effectués, les modes d'emploi ou les précautions à prendre.

Sera puni d'un emprisonnement de trois mois au moins, deux ans au plus, et d'une amende de 1000 F au moins, 250000 F au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 2. (L. n° 78-23 du 10 janv. 1978) Les peines prévues à l'article 1<sup>er</sup> sont portées au double :

1<sup>o</sup> Si les délits prévus audit article ont eu pour conséquence de rendre l'utilisation de la marchandise dangereuse pour la santé de l'homme ou de l'animal.

2<sup>o</sup> Si le délit ou la tentative de délit prévus à l'article 1<sup>er</sup> ont été commis :

soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts ;

soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou tendant à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises même avant ces opérations ;

soit enfin à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte.

## Trois délits

Suite de la première page

Avancé à plusieurs reprises, le chef d'accusation d'empoisonnement a été finalement retenu par les magistrats de l'ordre judiciaire au début de l'année 1991. Ce chef d'accusation a été retenu par les magistrats de la Haute Cour de cassation, le 23 octobre 1991, dans un arrêt de la 1<sup>re</sup> chambre correctionnelle. Les magistrats de la Haute Cour de cassation ont jugé que les trois anciens ministres, M<sup>me</sup> Dufoix, M. Hervé et M. Fabius, avaient commis un délit d'empoisonnement en vertu de la loi sur la transfusion sanguine.

En recourant aux articles 319 et 320 du code pénal du chapitre « homicide, blessures et coups involontaires », les sénateurs ont néanmoins voulu s'assurer une ultime garantie. De fait, l'une des particularités de ces articles en matière de prescription est précisément que les délits ne sont constitués qu'à partir du jour du décès ou du moment où la maladie est avérée, comme l'indiquent un arrêt de la Cour de cassation du 26 février 1971.

Dès lors, on constate que ces articles, inopérants en 1988, lorsque M<sup>me</sup> Georges Hollaux déposait les premières plaintes au nom d'hémophiles devenus séropositifs à la suite d'une contamination, peuvent aujourd'hui être retenus puisque nombre de victimes sont malades du sida ou décédées. Au surplus, ils sont porteurs d'une charge symbolique supérieure aux autres dans la mesure où le terme d'« homicide » y apparaît sans que l'on prête toujours attention au fait qu'il soit « involontaire » et que les peines encourues soient nettement moins lourdes que celles autorisées par la loi sur les fraudes.

Il reste que si les soixante-trois sénateurs fondent leurs accusations contre les trois anciens ministres sur les mêmes chefs d'accusation, ils distinguent radicalement les faits qu'ils leur reprochent. Contre M<sup>me</sup> Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Hervé, ancien secrétaire d'Etat, les sénateurs retiennent exclusivement le non-respect de la vente des produits sanguins contaminés destinés aux hémophiles.

Dans l'hypothèse où la Haute Cour de justice se constitue et où la commission d'instruction composée de cinq magistrats de la Cour de

contre le jugement de la 1<sup>re</sup> chambre correctionnelle rendu le 23 octobre 1991, le délai de prescription ne peut jouer, selon l'avis des juristes que nous avons consultés.

En recourant aux articles 319 et 320 du code pénal du chapitre « homicide, blessures et coups involontaires », les sénateurs ont néanmoins voulu s'assurer une ultime garantie. De fait, l'une des particularités de ces articles en matière de prescription est précisément que les délits ne sont constitués qu'à partir du jour du décès ou du moment où la maladie est avérée, comme l'indiquent un arrêt de la Cour de cassation du 26 février 1971.

Dès lors, on constate que ces articles, inopérants en 1988, lorsque M<sup>me</sup> Georges Hollaux déposait les premières plaintes au nom d'hémophiles devenus séropositifs à la suite d'une contamination, peuvent aujourd'hui être retenus puisque nombre de victimes sont malades du sida ou décédées. Au surplus, ils sont porteurs d'une charge symbolique supérieure aux autres dans la mesure où le terme d'« homicide » y apparaît sans que l'on prête toujours attention au fait qu'il soit « involontaire » et que les peines encourues soient nettement moins lourdes que celles autorisées par la loi sur les fraudes.

Il reste que si les soixante-trois sénateurs fondent leurs accusations contre les trois anciens ministres sur les mêmes chefs d'accusation, ils distinguent radicalement les faits qu'ils leur reprochent. Contre M<sup>me</sup> Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Hervé, ancien secrétaire d'Etat, les sénateurs retiennent exclusivement le non-respect de la vente des produits sanguins contaminés destinés aux hémophiles.

Dans l'hypothèse où la Haute Cour de justice se constitue et où la commission d'instruction composée de cinq magistrats de la Cour de

cassation est en mesure de travailler, il lui appartiendra alors de définir si M<sup>me</sup> Dufoix ou M. Hervé ont réellement été auteurs, coauteurs ou complices de cette décision en toute connaissance de cause. L'instruction et les débats du procès contre le docteur Garretta et ses co-inculpés formeront alors une mine de renseignements. Les sénateurs, dans leur proposition de résolution, s'appuient du reste uniquement sur les dépositions de M<sup>me</sup> Dufoix et de M. Hervé devant la 1<sup>re</sup> chambre correctionnelle, le 24 juillet.

### Un terrain vierge

L'accusation contre M. Fabius repose pour sa part sur un autre dossier, celui du dépistage du sida par le biais de tests. Les sénateurs de l'opposition reprochent à l'ancien premier ministre d'avoir « décidé de retarder la mise en œuvre du dépistage systématique » durant le premier semestre 1985, alors que le test américain Abbott « avait été proposé dès le mois de février 1985 au Laboratoire national de la santé ».

Une accusation grave qui, à la différence de celle lancée contre M<sup>me</sup> Dufoix et M. Hervé, n'a jamais fait l'objet de la moindre instruction judiciaire et dont personne ne peut prétendre aujourd'hui maîtriser tous les aspects. Seul le rapport remis en septembre 1991 par M. Michel Lucas, directeur de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), évoque ce dossier et cite intégralement le compte-rendu de la réunion interministérielle tenue à Matignon le 9 mai 1985 sur ce sujet. Encore faut-il noter que M. Fabius n'assistait pas personnellement à cette réunion où il était représenté par le professeur François Gros.

Sur ce terrain vierge, largement susceptible d'évoluer dans un sens ou dans l'autre, il appartient alors à la commission d'instruction de la Haute Cour, si elle se constitue un jour, de trancher.

LAURENT GRELSAMER

## La loi pénale s'impose aux parlementaires

Juridiction politique, la Haute Cour n'en est pas moins contrainte, comme tous les tribunaux, de respecter la loi. Aujourd'hui cela paraît normal, c'est pourtant une nouveauté. Jusqu'en 1945, la tradition voulait que les « magistrats » de cette instance bien particulière, étant des parlementaires, et, à ce titre, disposant du pouvoir de faire la loi, puissent se prononcer en pleine souveraineté, c'est-à-dire « inventer » à chaque procès les délits reprochés aux accusés et les peines imposées aux condamnés. La Chambre des Pairs, lorsqu'elle jugea les ministres Charles X. et le Sénat de la III<sup>e</sup> République, lorsque, siégeant en tant que Cour de Justice, elle jugea le ministre de l'Intérieur, le 13 novembre 1871, ne s'en privèrent pas.

Les constituants de 1945 commencèrent à mettre à mal cette

tradition en décidant que la Haute Cour ne pouvait prononcer que des peines « prévues par les lois pénales ordinaires ». Ceux de 1958 achevèrent cette évolution. La Constitution de 1958, en son article 68, affirme en effet que la Haute Cour est liée par la définition des crimes et délits ainsi que par la détermination des peines telles qu'elles résultent des lois pénales en vigueur au moment où les faits ont été commis. C'est pourquoi la loi organique précise que la résolution de mise en accusation votée par le Parlement doit viser les « dispositions législatives en vertu desquelles est exercée la poursuite », que donc les magistrats, ceux de la Cour de cassation membres de la commission d'instruction comme les députés et les sénateurs composant l'instance de jugement, sont liés par cette décision première de l'Assemblée nationale et du Sénat, et que s'appliquent les règles du code

de procédure pénale. La volonté de « juridictionnaliser » cette instance politique apparaît aussi dans la décision, prise en 1958, de ne confier l'instruction et l'accusation, à travers le Parquet, qu'à des magistrats professionnels arrivés au sommet de leur carrière, c'est-à-dire à la Cour de cassation, et choisis, au moins pour les premiers, sans intervention du pouvoir politique.

L'objectif recherché est clair : améliorer la protection des justiciables de la Haute Cour. La promesse de l'Etat de droit est certaine, puisque l'éventuelle vengeance politique ne peut s'appliquer que dans le cadre de lois préétablies. Mais l'institution n'en est que plus boiteuse : quand des politiques s'en servent pour juger d'autres hommes politiques, ils ne peuvent plus leur reprocher leurs choix politiques, mais simplement ce qu'ils rendent coupables aux yeux de la justice ordinaire.

THIERRY BRÉHIER

Depuis un an

## La Cour des comptes mène une enquête sur la transfusion sanguine

Depuis novembre 1991, la Cour des comptes mène, de sa propre initiative, une enquête sur la transfusion sanguine. C'est ce que nous a indiqué, le 13 novembre, M. Pierre Arpaillange, premier président de la Cour des comptes à la suite de la publication de nos informations sur les questions financières soulevées par l'affaire du sang contaminé (le Monde du 14 novembre).

L'événement, le 25 février 1985, du professeur Jacques Ruffié de la présidence du conseil d'administration du CNTS (Centre national de la transfusion sanguine) avait été précédé de l'envoi, par ce spécialiste d'hématologie, d'une lettre adressée à M. Pierre Moiré, procureur général près la Cour des comptes. Le professeur Ruffié réclamait que le CNTS soit compris dans le programme de vérifications de la Cour. « Le plus rapidement possible ». Dans un courrier en date du 8 mars 1985, M. Moiré répondait qu'il transmettait la demande à la cinquième chambre de la Cour.

Cet échange étant demeuré sans suite, on pouvait s'interroger sur les raisons de l'attitude de la Cour.

Le courrier du professeur Ruffié, en date du 22 février, était arrivé au Cambon, au siège de la Cour, que le 1<sup>er</sup> mars. On a essayé, à la Cour, d'en savoir plus sur les difficultés évoquées par le professeur Ruffié. M. Arpaillange évoque, sans pouvoir donner plus de précisions, un contact téléphonique avec un membre d'un cabinet ministériel, soit de M<sup>me</sup> Georgina Dufoix, aux affaires sociales, soit de M. Edmond Hervé, à la santé. La Cour des comptes apprend ainsi qu'une enquête avait été demandée à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), dirigée par M. Michel Lucas.

A cette époque, la Cour a considéré que son intervention « n'était plus utile », ni souhaitable, dès lors que l'IGAS était en mesure de pratiquer les contrôles nécessaires. La mission d'enquête sur le CNTS, confiée à l'IGAS par M. Edmond Hervé, avait pour objet d'examiner « à la suite du conflit qui s'était développé, au début de l'année 1985 au sein du conseil d'administration, les conditions générales du fonctionnement technique et financier du CNTS ».

Dans une première étape, l'IGAS avait présenté à M. Hervé un rapport orienté de façon plus précise sur les incohérences et les interrogations exprimées par le professeur

Ruffié au sujet du CNTS : situation financière, qualité des produits, orientations prises (1). Dans la seconde étape, les inspecteurs ont procédé à une étude plus générale (2). Pour autant, les membres de l'IGAS étaient bien loin d'avoir pu analyser de manière exhaustive l'ensemble des questions d'ordre financier.

### « Aller plus loin »

Déjà, une inspection générale réalisée en 1980 (3) avait constaté de graves insuffisances et préconisé des mesures susceptibles de faciliter un redressement indispensable. Le CNTS se trouvait alors, selon l'IGAS, « dans une situation précaire : la qualité des produits préparés, et surtout des fractions plasmatiques, était très médiocre (on avait même observé des décès par suite de contamination), les installations, bien que récemment transférées à Orsay, complètement dépassées, les méthodes et l'organisation à revoir, la situation financière critique ». « On peut constater qu'au cours de la dernière période, conclut l'IGAS en 1985, le CNTS a été continuellement à la recherche d'un équilibre, ce qui ne saurait se prolonger sans risques ».

Daté de juillet 1985, le rapport

de l'IGAS, demandé par M. Hervé, devait rester sans suite et ne bénéficierait d'aucune publicité, comme en témoigne le choix effectué en 1991 par M. Michel Lucas de ne pas même le citer dans son travail récapitulatif sur la contamination des hémophiles par le virus du sida.

Depuis un an, c'est donc la Cour des comptes, composée de magistrats indépendants, qui enquête dans le champ de la transfusion sanguine. M. Arpaillange nous a précisé que la Cour s'était « auto-saisie » de cette question « avec la volonté d'aller plus loin qu'on ne l'avait fait jusqu'ici ». Cette volonté est qualifiée de « très ferme » par M. Arpaillange. Quand la rédaction du rapport sera achevée elle sera suivie, selon l'usage, d'une délibération, puis d'entretiens contradictoires avec les représentants du ministère de la santé, de la transfusion sanguine et des personnes qui pourraient être mises en cause.

FRANCK NOUCHI

- (1) Rapport IGAS n° 85059 (mai 1985).
- (2) Rapport sur le Centre national de transfusion sanguine présenté par le docteur J. Brucelle et M. A. Jeannot (n° 85098, juillet 1985).
- (3) Rapport IGAS n° 101 (août 1980).

LES ÉCRITS DE

# GLENN GOULD

montés, traduits, présentés par  
BRUNO MONSIEGEON

240 pages, 32 pages d'illustrations - 130 F

288 pages, 8 pages d'illustrations - 130 F

466 pages - 170 F

FAYARD



[illegible]

23, qui de Conti, 14 h 45 : « Le pouvoir social », par R. Soudon (Académie des sciences morales et politiques).

CNMH, 62, rue Saint-Antoine, 19 heures : « La naissance de la notion de paysage », par Y. Luginbuhl (Jeunesse et patrimoine).



# CULTURE

## MUSIQUES

### Savoir-faire

Après quelques années d'errance, le chanteur new-yorkais a retrouvé le chemin de la scène via La Nouvelle-Orléans

**WILLY DEVILLE**  
Sola Zeleste, Barcelone

**BARCELONE**  
de notre envoyé spécial

En quinze ans de carrière, Willy DeVille s'est fait une spécialité des montagnes russes. Ces dernières années, on a pu l'entrevoir au fond du trou, ligoté par ses vieux démons de rock, puis remontant systématiquement la pente. Le voici enfin, pour cette tournée, au sommet.

Le plus francophile des enfants du Bronx revient enfin à Paris. Mais cette fois, il ne fera plus le coup du concert bâclé, avec des musiciens réunis au dernier moment, pour briser le cœur de fidèles et les faire passer pour des imbéciles aux yeux des néophytes. Bien entouré par des musiciens professionnels, Willy DeVille assume tout seul la part de risque d'approximation, indispensable à la réussite d'un concert de rock. A Barcelone, il a réuni dans une salle de la périphérie, un millier de spectateurs. Des fans qui vivent encore dans le souvenir glorieux des débuts new-yorkais, des néophytes convaincus par la version mariachi de *Hey Joe*.

**Flirt poussé**  
avec la France

Resplendissant dans une veste de satin rouge, moustache d'hidalgo et chemise à jabot, Willy DeVille arrive sur scène au son du thème de *Peter Gunn*. Quand il ouvre la bouche, on ne l'entend pas très bien. Chanteur instinctif, il croque facilement sa voix au fond de sa gorge. Un moment, le concert menace de prendre une vilaine tournure. Le public se sent floué, les musiciens font ce qu'ils peuvent, mais ce n'est pas eux qu'on est venu voir.

Après dix-huit heures, Willy DeVille quitte la scène laissant un groupe le voir à l'œil nu. Il est en fait parti en coulisse respirer, un grand coup d'oxygène. Il revient et donne alors une heure de rock parfait, classique, parcourant avec superbe ses quinze ans de musique de *Cadillac Wreck* en laissant fuir le chanteur à toujours en un fil à la patte pour les expressions françaises passées à l'anglais, l'un de ses mé-

leurs albums s'appelle *Coup de grâce*. Du nouvel album, *Backstreets of Desire* (FNAC Music), il n'a gardé que le meilleur, dont *Bamboo Road*, une balade acoustique accompagnée à la mandoline par le guitariste Freddy Koella, chéville ouvrière du groupe, natif de Mulhouse, et néanmoins vrai bluesman.

Au fil du concert, on découvre la cohérence de ce parcours accidenté. A ses débuts, en 1976, Willy DeVille (alors chanteur et âme du groupe Mink DeVille) n'était qu'un des membres du commando new-yorkais dont l'objectif était de resusciter le rock. Aux côtés de gens dont tout le sépareit - Talking Heads, Ramones, Television, Blondie - Willy DeVille, traditionaliste, se retrouvait dans la peau d'un révolutionnaire. L'idée de faire se croiser les univers de Lou Reed (la rue, la délinquance, le rock laconique) et de Ben E. King (les romances de Spanish Harlem, les arrangements luxuriants, la tête de conquistador de trottin) lui suffit alors à remplir plusieurs albums brillants.

Ensuite, son flirt de plus en plus poussé avec la France, sa tradition réaliste (pour Willy DeVille, il n'y eut jamais plus grande chanteuse de blues qu'Edith Piaf) et son image poétique lui aliénèrent les Anglais (qui lui ont gardé depuis toute leur antipathie) sans jamais arriver à séduire les Américains. Suivit alors une tournée des multinationales aux résultats pour le moins inégaux, jusqu'à la rupture avec Polydor, en 1987. On avait alors passé Willy DeVille par pertes et profits, installé à La Nouvelle-Orléans, il a entrepris l'équivalent musical d'une thérapie vadoue qui l'a débarrassé de son image de chanteur mandité et de quelques-unes des mauvaises habitudes qui allaient avec. Un album de reprises de classiques de La Nouvelle-Orléans (*Victory Mix*), puis *Backstreets of Desire*, malgré les faiblesses de ce dernier, ont redonné à Willy DeVille l'esprit de chanter, de tenir son rang d'hidalgo du rock, une envie qui éclate sur scène.

THOMAS SOTINEL

► Le 15 novembre à l'Olympia (avec Spencer Bohren en première partie).



Willy DeVille : la tête de conquistador de trottin.

## CINÉMA

### L'omnibus Tokyo-Orléans

Mêlant classiques et nouveautés

la première Biennale du cinéma japonais s'est tenue du 3 au 11 novembre

**ORLÉANS**

de notre envoyé spécial

Débarqué avec femme, fille et secrétaire, M. Nakadai a fait un peu surprise, et puis plutôt content. Grande vedette du cinéma japonais des années 50-60, interprète de Kurosawa, de Kobayashi, de Teshigahara, et d'Ishikawa, Tatsuya Nakadai, impressionnant en costume médiéval (*Hara-Kiri*, *Kagemusha*, *Ran*), « jamaïcain » en jeune gangster de l'après-guerre (*Le Fils du diable*), aussi convaincant en coiffeur (*Le Fils du diable*), *Le Fils du diable* d'Orléans, l'hommage du public et des spécialistes - et même une décoration.

Il n'avait pourtant pas été le seul à être d'abord dénoté par cette irruption des images japonaises dans la préfecture du Loiret, malgré la présence sponsorisée d'un fabricant d'électronique nipponne dans la proche banlieue, Intrigue,

les Orléanais ont finalement décidé de se rendre compte par eux-mêmes des charmes de ce cinéma venu de loin, qui comportait, donc, un volet « classiques » de bonne tenue. Et la présence de Nagisa Oshima, auréolé de son titre pourtant déjà ancien de héros de la nouvelle vague japonaise et du triomphe surréaliste (sans avoir déjà de l'Empire des sens, parvenant à un, très significatif panorama de premiers films, des années 60 à aujourd'hui).

Da cinéma nippon d'aujourd'hui, de fait, la sélection proposée par la programmation Hiroko Govaers donnait une image fidèle, c'est-à-dire assez décevante. Invité à être un heureux gagnant parmi les six films en compétition, le jury a décerné le Cœur de lys d'or à *Douze gentils Japonais*, de Shun Nakahara, où un tribunal de citoyens doit juger une femme qui a tué son mari. En accordant le deuxième prix à *Mes yeux sont pleins de larmes*, de Nobuhiko Obayashi, évocation de la situation dramatique des immigrés asiatiques dans l'archipel, il confirmait sa préférence pour la veine réaliste et le classicisme de la réalisation.

Une tendance effectivement dominante dans le cinéma d'auteur actuel (le Monde du 5 novembre), qui était également représentée par *Okage*, consacré à la situation des homosexuels dans une société très macho, ou la *Course de Kohet*, métaphore de l'exigence de compétitivité et du dépeuplement des campagnes - ou encore le remarquable *Home Made Movie* de Watanabe et l'intéressant *Embouteillage* de Kurosawa, tous deux hors compétition. Ce choix s'est fait au détriment d'œuvres teintées d'optimisme et de fantastique, l'autre versant du cinéma japonais contemporain, mais dont les meilleurs représentants (*Yumeji* du vétéran Seijun Suzuki, ou *Ukigumo* de Tsuyoshi Takamine) étaient eux aussi hors concours.

JEAN-MICHEL FRODON

### Voyage en famille

**AU NOM DU PÈRE ET DU FILS**  
de Patrice Leconte

Ca démarre en voiture, père et fils, et en super-buit, l'histoire d'une famille, justement. Mais si ces deux-là se mettent en congé de travail, de lycée, de domicile, ils ne sont pas en vacances, plutôt au début d'un étrange voyage, à la fois enquête et pèlerinage, retour aux sources et épreuve initiatique. Ils partent de l'endroit où fut assassiné le père de l'adulte (le grand-père de l'adolescent, donc, qui ne l'a pas connu). Cet absent venait d'Italie, les personnages vont refaire à l'envers le voyage de l'immigré.

Auteur-réalisateur-producteur de ce récit à fleur d'intimité, Patrice Leconte joue son propre rôle, son vrai fils joue le rôle du fils. Par un effet d'ironie dont il se sentait passé, Noël a été obligé de pousser plus loin encore l'aspect personnel du film. Celui-ci fut distribué comme on jette à la poubelle, en février dernier. Courageux, opiniâtre, le cinéaste a récupéré les droits pour lui assurer

aujourd'hui une sortie décente. Autant d'éléments qui attestent l'authenticité et de la sincérité de l'entreprise.

L'authenticité est une bien belle chose, elle peut aussi devenir un poids. Le voyage des deux personnages prend parfois l'aspect d'affaires de famille qui ne nous regardent pas. Quand le scénario cherche à rajouter du « spectacle » (rencontre d'un voleur bavard, irruption d'une créature de rêve tout à la fois magicienne et héritière de la Camorra), ces bouffées de rousses semblent déçues. Et l'absence de professionnalisme des interprètes principaux ne tient pas longtemps ses promesses de « naturel ». On voit trop bien ce que le réalisateur cherche à dire pour garder l'envie de le suivre par les routes toscanes, les ruelles uspoitaliennes et les sentiers des Apennins, afin de vérifier que le plus adolescent des deux n'était pas ce qu'il semblait, mais que les épreuves partagées comblent le fossé des générations.

J.-M. F.

### Perdu en route

**VAGABOND**  
de Ann La Munnier

C'est terrible, un film comme ça. Pas tellement à cause de l'histoire, qui précisément n'est pas terrible, avec son vagabond rimbalde (à moins qu'il ne soit « kerouacien »), enterré sur les routes de France depuis la mort de la tendre aimée, de fossés en asiles, et trouve un temps refuge dans les bras d'une bourgeoise provinciale et compréhensive, puis répond à nouveau à l'appel des grands espaces.

Non, ce qui est terrible, c'est de découvrir qu'on a écrit un scénario (d'après un livre de Bernard Pouchelle), engagé des acteurs (Gérard Darmon, Anne Gautier, Ludmila Mikhal) et des techniciens, dépensé des sous, installé une caméra, disposé des projecteurs et des micros. Et que rien, mais absolument rien ne se passe. Autour de l'écran vide de beauté, d'émotion ou de réalité, ne flotte que le fantôme de ces vains efforts.

J.-M. F.

Opéra de Paris, service animation, 120, rue de Lyon, 75012 Paris.

► Mort du critique d'art René Derouille. - Figure marquante de la vie culturelle lyonnaise depuis la Libération, René Derouille, est mort le 11 novembre. Il était âgé de quatre-vingt-un ans. Ecrivain polémiste, il s'engagea pour l'art contemporain dans des tribunes comme « Arts », « Aujourd'hui » et « Cima ». Il organisa également

Le Festival de Lille 1992 est consacré à la Grande-Bretagne et aux pays de son ex-Commonwealth. Il veut explorer les liens qui naissent l'un au continent européen, et plus précisément au Nord-Pas-de-Calais. La nuit du 14 novembre sera réservée à des rencontres musicales, cinématographiques et chorégraphiques entre des artistes indiens et français.

A l'origine du projet chorégraphique, on trouve la danseuse Elisabeth Petit. Après treize ans passés à Madras, auprès du maître Sri Muthuswamy Pillai, qui l'initia au bhārata-nāṭyam, danse spécifique de cette région de l'Inde, à la mort de ce dernier, elle se rapproche de la danse contemporaine, sa formation initiale.

« Pour progresser en danse indienne, explique-t-elle, il faut plonger dans le pays, se laisser immerger. Cependant, j'ai tout fait pour ne pas me laisser enfermer dans un ghetto. J'ai donc gardé mon nom français, continué à m'identifier de ce qui se passait dans le domaine contemporain. Ainsi j'ai réussi à éviter les problèmes d'identité, car nous sommes des « bâtardes » : personne ne nous attend en Inde ; et pendant long-

temps, en France, on a préféré les vagues indiennes. »

► Après mon retour, mes débuts, enfermés seuls dans un studio (celui des Bouvier/Obadié au Havre), ont été très difficiles : comment renouer avec des modes de vie et de pensée si différents ? J'ai alors eu l'idée de m'associer à une autre chorégraphe : Mathilde Monnier. Sa manière de bouger est à l'opposé de la mienne. Chorégraphe, elle avait envie de redevenir interprète. Toutes les deux, nous avons ressenti le besoin d'un regard sur notre travail d'improvisation. Nous avons choisi le danseur Christian Trouillas. De conseiller, celui-ci s'est vite transformé en chorégraphe.

► La pièce que nous présentons s'appelle Samskara, Samskara. La musique est du saxophoniste Louis Sclavis. Il la jouera avec Sri K. M. Balachandrar, musicien de mridangam - tambour allongé dont les deux faces ont une octave différente. Samskara est un concept de la philosophie indienne qui signifie la conditionnement et la possibilité de le dépasser. Nous avons rodé le spectacle en septembre dernier en Inde au cours d'une tournée organisée par l'Association française d'action artistique.

Je danse également un solo, Egnore Crossing, inspiré par la plus grande gare de Madras. Jean-Paul Celes a mis en musique les bruits de la ville enregistrés par Mohan Narayanan. C'est encore du bhārata-nāṭyam, mais sans les codes et les enchaînements qui lui donnent son sens. C'est avec ce solo que je me suis libérée.

Propos recueillis par DOMINIQUE FRÉTARD

► Petit/Monnier/Trouillas, le 14, 20 h 30, Opéra de Lille. Tél : 20-52-74-23. Ce programme est repris au Festival d'automne, les 17 et 18 novembre, au Théâtre du Rond-Point, 20 h 45. Tél : 42-96-12-27.

## THÉÂTRE

### Les amoureux

**LE BANC**  
du Passage du Nord-Ouest

Avec un banc de jardin public et un jeune couple, on peut raconter toute une existence. La drague, les amours, le mariage, la routine, l'ennui, les alternances décalées de dégoût, de passion cramponnée, de retour affolé à la tendresse... Hervé Lebeau et Marthe-Hélène Raulin sont jeunes, mais ils savent bien tout ça : les péripéties éternellement recommencées de la vie à deux. Mis en scène par Tara Depra, ils les « disent », sans mots ou presque, avec des musiques - d'Hector Berlioz - fonctionnelles, qui appuient les gestes. Ils le disent avec leurs corps de danseurs qui respirent les rythmes de la vie.

Hervé Lebeau et Marthe-Hélène Raulin ont effectivement une formation de danseurs, mais leur spectacle, *Le Banc*, n'est pas chorégraphique. Par moments, on pense aux « petits gestes » obsessionnels dans les spectacles de Pina Bausch, mais là, ils sont moins stylisés. Comme une sorte de mime qui procéderait par suggestion et non par imitation. En fait, ils interprètent leurs personnages en comédiens, habitant les anecdotes, leurs danses une densité humaine. Ils le font avec la vitalité et l'insolence de leur âge et cette crainte vague des choses que l'on sait et que l'on ne sait pas comment éviter. Au bord de l'émotion, leur spectacle est court, tonique et drôle. Une forme supérieure de café-théâtre.

COLETTE GODARD

► Du mardi au samedi à 20 heures. Tél : 47-70-81-47 et 42-36-43-43.

## Au bonheur de Trénet

Suite de la première page

Trénet continue de faire vaciller le réel, de bousculer les clichés et de se moquer. Du snobisme intellectuel, par exemple, le temps de faire rimer palimpseste avec volute élève, barque et énarque, et de rendre hommage à ses aînés rescapés à Paris dans les années 30 : Paul Fort, Jean Cocteau, Jean Giono et surtout Max Jacob, l'ami, l'inspirateur. Des personnages extravagants, sont évoqués dans *Temperamentale* (adaptation anglaise et sympathique du mot « caractéristique »), « la femme d'un hibou, qui vivait à l'occidentale, libérée de tous les tabous », petite mademoiselle des Années folles, quand des messieurs fortunés promenaient leur panthère sur les planches de Deauville.

**Merveilles innocentes**

Mon cœur s'envole contient treize chansons, primesautières et d'une grande verdeur. La superstition qui interdit de flirter avec le chiffre 13, ou au contraire incite à s'en approcher, a fait rire Trénet. Certains vers d'Alfred de Vigny - « J'aime le son du cor le soir au fond des bois », terrain propice à la contre-pétition - suscitaient les fous rires du lycéen de Perpignan. Trénet sait en tirer des merveilles innocentes : le *Cor*, première chanson de ce nouvel album renoue avec les souvenirs rieurs de l'apprenti poète. La dernière, *Laisse courir les doigts*, est écrite en alexandrins, émotion, passion, et chansons obligent.

La voix est intacte, claire, carressante. Grand orchestre de cuivres et de violons, ambiance jazz des années 40 (Basie, Ellington...), petit beat gospel (*Drôles d'idées*), solo de saxophone et bruitages légers

ont été soigneusement mis en scène par le jeune saxophoniste Philippe Deletré (Goldman), Christian Rémy, Philippe de Cock, les fidèles de la première heure. On se croirait en été, embarqué dans une décapotable sur une route bordée d'arbres.

Trénet, homme du sud (*Quand les cigales seront parties*), ne cherche pas à faire du neuf avec du neuf. Il commente sa propre scolarité intérieure, l'histoire d'une vie qui passe par la guerre (*Nous, on rêvait*), où il aborde pour la première fois la période de l'Occupation, l'Amérique, le boogie-woogie, (*American Souvenirs*, en anglais, avec imitation du maître, Maurice Chevalier). Se plongeant dans l'univers de l'illusion (*L'aimée du pub*) emporte Charles Trénet vers les coins secrets de l'enfance, de l'innocence, qui jamais ne peut s'effacer en nous, sous peine de mort.

Le chanteur, que l'on avait dit malade l'an passé et qui s'était fait photographier en tenue de sport pour donner la preuve de sa bonne forme physique, a juré qu'il fêterait ses quatre-vingt ans avec quelques jours de retard, le 27 mai 1993, sur la scène de l'Opéra-Bastille. En 1988, il avait retrouvé le plaisir de la scène après des adieux « définitifs » annoncés en bonne et due forme à l'Olympia treize ans auparavant. *Mon cœur s'envole*, enregistré en cinq jours, et en prise directe, une fois les arrangements choisis, a laissé de côté huit des vingt et un titres mis en boîte.

Trénet, qui achève une série de poèmes pour le Mercure de France, les destine donc à son prochain album, en treize titres, puisque le bonheur l'attend.

VERONIQUE MORTAIGNE

► Mon cœur s'envole, 1 CD WEA 4509-91248.

► L'Opéra de Paris et le jeune public. - Les deux théâtres de l'Opéra de Paris déploient leur action auprès des moins de vingt-cinq ans, après avoir créé la saison dernière des abonnements « jeunes » à prix réduits.

► Paris-Bastille, deux spectacles lyriques (*L'Histoire du soldat*, de Stravinsky, *Il Signor Bruchino*, de Rossini), des concerts classiques et des soirées jazz sont offerts aux jeunes et aux groupes scolaires, à

des tarifs préférentiels (35 à 75 francs). Des animations gratuites de sensibilisation à l'art lyrique sont organisées à l'intention des classes primaires. Au Palais Garnier, le jeune public, en groupe ou individuellement, se voit proposer une sélection de spectacles de danse et des démonstrations de l'Ecole de ballet à des tarifs « attractifs » (15 à 180 francs).

► Opération « Jeune public », inscriptions et renseignements :

des expositions en France et à l'étranger, ainsi qu'au Musée des beaux-arts de Lyon et dans les jeunes galeries dont il fut le conseiller.

Aux Chorales de Vaison-la-Romaine, il avait pris en charge les manifestations d'art plastique dont la plus importante fut, en 1956, *Sculptures au soleil et tapisseries dans la lumière*. Il avait publié, aux éditions Bordas, un livre sur Fernand Léger.



## TÉLÉVISION

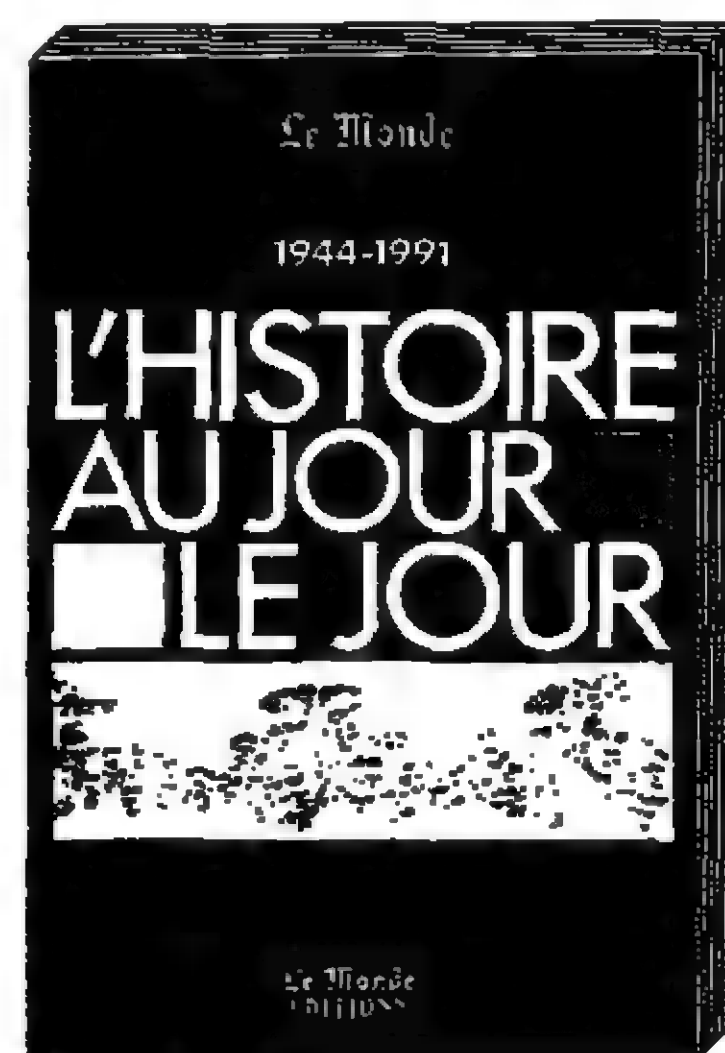
Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément d'été dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Samedi 14 novembre

TF 1	23.40
20.40 Sport : Football. Coupe du monde 1994 (éliminatoires) : France-Finlande, en direct du Parc des Princes, à 21.30, mi-temps et Loto.	Magazine : Salut Manu. Présenté par Manu Dibango.
22.40 Magazine : Ushual. Présenté par Nicolas Hulot. Cuba (2 parties). Reportages : Docteur Jivaro, de Bernard Collet ; Boomerang Dream, de Djamel Tahar ; Superloup : La Fascination de l'Arctique.	<b>CANAL PLUS</b>
23.45 Magazine : Formule sport. Supercross de Barcelone ; Formule foot : Boxe.	20.30 Téléfilm : Le Secret du petit milliard. De Pierre Tchernia.
<b>FRANCE 2</b>	21.55 Flash d'informations.
20.50 Magazine : La Nuit des héros. Spécial grandes guerres. Invités : Anémone, Jean-Pierre Mocky, Richard Bohringer.	22.00 Divertissement : Samedi soir avec les Nouveaux.
22.45 Magazine : Double jeu. Spécial grandes guerres. Invités : Anémone, Jean-Pierre Mocky, Richard Bohringer.	23.00 Cinéma : La Compagnie des lous. ■■ Film britannique de Neil Jordan (1984).
0.05 Journal, Météo et Visages d'Europe.	<b>ARTE</b>
0.25 Magazine : La 25 <sup>e</sup> Heure. Spécial Pâques.	20.40 Documentaire : Zaire, le cycle du serpent. De Thierry Michel.
<b>FRANCE 3</b>	22.00 Cinéma d'animation : Sésamie. De Zdenko Gasparovic.
20.45 Série : Puissance 4. Contrat sanglant, de Paul Planchon.	22.15 Cinéma d'animation : Le vent tourne. De Josko Muscic.
22.15 Journal et Météo.	22.20 Magazine : Macadam.
22.40 Magazine : Zanzi bar. Présenté par Christophe de Pontilly.	23.50 Série : Monty Python's Flying Circus.
	<b>M 6</b>
	20.35 Divertissement : Surprise-partie. Etienne Daho.
	20.40 Feuilleton : Holocauste. De 3 épisodes.
	0.05 Série : Médecins de nuit.

## Dimanche 15 novembre

TF 1	Film américain de George Cukor (1981) (v.o.).
20.45 Cinéma : Y a-t-il enfin un pilote dans l'avion ? ◻ Film américain de Ken Finkleman (1982).	<b>CANAL PLUS</b>
22.20 Magazine : Ciné dimanche.	20.35 Cinéma : Plenty. ◻ Film américain de Fred Schepisi (1985).
22.30 Cinéma : Horreur dans la ville. ◻ Film américain de Michael Miller (1982).	22.35 Flash d'informations.
<b>FRANCE 2</b>	22.40 Magazine : L'Equipe du dimanche. Présenté par Pierre Sied. Football ; Basket américain ; Boxe.
20.50 Cinéma : Le Tatoué. ◻ Film français de Denys de La Patellière (1968).	1.10 Cinéma : Embrasse-moi, vampire. ■ Film américain de Robert Bierman (1989).
22.25 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invités : Peter Brook ; Nils Aarstrup ; Jane Birkin ; Jean-Claude Carrière ; Marius Constant ; Vincent La Torder ; Natacha Parry ; Marnady Keta.	<b>ARTE</b>
<b>FRANCE 3</b>	20.40 Documentaire : Les Variations Gould. De Manuel Hurga.
20.45 Spectacle : Les Grands Cirques du monde en Amérique latine. Présenté par Sergio.	0.25 Musique : Courrier fugué.
22.05 Magazine : Le Divan. Présenté par Henry Chapier. Invité : notre collaborateur Patrick Rogiers.	<b>M 6</b>
22.30 Journal et Météo.	20.35 Magazine : Sport 6.
22.55 Dessins animés. L'histoire de Lenny (1946) et Swing Shift Cinderella (1945), de Tex Avery (v.o.).	20.45 Cinéma : Les Aventuriers du cobra d'or. ◻ Film italien d'Anthony Dawson (1982).
23.10 Cinéma : Riches et Célèbres. ■■	22.30 Magazine : Culture pub.
	23.05 Téléfilm : Joy à San Francisco. De Jean Carver.



Le Monde  
EDITIONS

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde  
Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index). 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR  
1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

## CARNET DU Monde

## Anniversaire de naissance

Il y a soixante ans naissait

Marcel,

à cette occasion Marie-France, Marie-Hélène et Jean-Pierre lui souhaitent un joyeux anniversaire.

## Décès

Agnes Bertrand et Jean-Pierre Charpentier, Danies et Afid Denek, Yvette et Pierre Bourget, Julie, Malik, Maria et Samir, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Mouline BERTRAND, dit Ferny,

survenu le 11 novembre 1992, à Paris. L'inhumation aura lieu mardi 17 novembre, à 15 h 45, au crématorium du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Seigneur a rappelé à Lui

Resée CAILLARD-WHITTAKER,

décédée le 11 novembre 1992,

laissant dans la peine, son époux, sa sœur, sa famille, et tous ceux qui l'ont aimée.

Une messe sera célébrée le mardi 17 novembre, à 15 h 15, en l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, à Boulogne (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Alain CASALONGA, son époux, M. et M<sup>me</sup> Axel Casalonga, M. Arnaud Casalonga et M<sup>me</sup> Annika Svensson, ses enfants, Caroline, Sabine et Paul, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain CASALONGA,

survenu le 12 novembre 1992, dans sa quatre-vingt-troisième année, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris-8.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Passy, dans le caveau de famille, 8, avenue Percier, 75008 Paris.

M<sup>me</sup> Jacqueline Rhen, M. et M<sup>me</sup> Alain Rhen, M. et M<sup>me</sup> Pierre Enno et M<sup>me</sup> Hélène Dumas, M. et M<sup>me</sup> Antoine Veillard, Les familles Ogier, Veillard, Le Caisne, Delido et Bouzard, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Germaine DE COSTER, chevalier de la Légion d'honneur, vice-président honoraire de la société des Amis de la reliure originale.

survenu le 12 novembre 1992, en son domicile, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Paul, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4, suivie de l'inhumation au cimetière de Montparnasse.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

La direction Et le personnel de Sony Music France, ont le regret de faire part du décès de

Audick FAUQUET, attaché de presse de Sony Classical, survenu à Paris, le 11 novembre 1992.

Une messe sera célébrée le lundi 16 novembre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, à Paris-8.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Le Frère Henri-Marie FÉRET (a. p.)

est entré dans la paix du Seigneur, le 12 novembre 1992, dans sa quatre-vingt-neuvième année, la soixante-cinquième de son ordination presbytérale.

L'Eucharistie sera concélébrée au couvent Saint-Jacques, 30, rue des Tanneries, Paris-13<sup>e</sup>, le lundi 16 novembre, à 15 h 45.

De la part Du Frère Francis Marnoffe-Labrègue, prêtre provincial de France.

De la part Des Frères du couvent Saint-Jacques, De sa famille, De ses amis.

son époux, ses enfants, ses petits-enfants, sa famille, et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Gillet-VANSTEENKISTE, professeur honoraire de lycée, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, survenu le 7 novembre 1992, à l'âge de soixante-six ans.

Elle a rejoint son fils.

Alain (1953-1980).

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

62, avenue Kennedy, 95800 La Courneuve.

M<sup>me</sup> Jacques LARBAUD, son époux, ses enfants, ses petits-enfants, sa famille, et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas,

le 10 novembre 1992.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue de la Saussaye, 91300 Massy.

M<sup>me</sup> Nicole Mayrargue, M. et M<sup>me</sup> Michel Mayrargue, M. et M<sup>me</sup> Yves Mayrargue, Laurent, Stéphane et Sylvain, Benjamin et Marine, M<sup>me</sup> André Baillet, M. et M<sup>me</sup> Jean Mayrargue, et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de

Jacqueline MAYRARGUE, survenu en son domicile, le 12 novembre 1992, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques seront célébrées le mardi 16 novembre, à 10 h 30, au cimetière du Montparnasse, Paris-14.

34-36, rue Pasteur, 92270 Bois-Colombes.

M. et M<sup>me</sup> Besson-Verrine, leurs enfants et petits-enfants, Les familles De Docteur, O'Byrne et Vallette-Valland, M<sup>me</sup> Jeanne Verrine, Edith de la Héronnière, Toute sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Henry O'BYRNE, née Marie-Louise De Docteur, endormie dans la paix de Dieu, le 12 novembre 1992.

Ses obsèques auront lieu au cours de la messe célébrée en la basilique de Vézelay (Yonne), le lundi 16 novembre, à 14 h 30.

Priez pour elle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Rue des Bachards, 89450 Vézelay, Tél. (16) 86-33-23-89.

Rochechouart (Indre-et-Loire).

M<sup>me</sup> Marie-Fernande OUVARD, son époux, Estelle, sa fille, Les familles Ouvard et Chatry, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre OUVARD, survenu le 13 novembre 1992, dans sa quarante-cinquième année.

La messe de sépulture aura lieu le lundi 16 novembre, à 10 heures, en l'église de Rochechouart (Indre-et-Loire).

33, rue du Docteur-Léblond, 37210 Rochechouart.

M<sup>me</sup> Marie-Agnès Plessier, son époux, Estelle, sa fille, Les familles Ouvard et Chatry, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Aurélie Plessier, M. Nils Plessier, ses enfants, ont le regret de faire part du décès de

docteur Jacques PLESSIER, gastro-entérologue, survenu le jeudi 12 novembre 1992, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 17 novembre, à 14 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7.

23, rue du Général-Bertrand, 75007 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Banfora (Burkina-Faso). Cotonou (Bénin). Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Amiens.

Les familles Soulama, Zacsongor Kone, Traore, Guy, Moussa, Aghoton, Lebrun, Walckhoff, ont le profond regret de faire part du décès, survenu le 8 novembre 1992, de

M. Arabe SOULAMA, son époux,

Isabelle, et de leur fils, Simon.

Les obsèques religieuses seront célébrées le lundi 16 novembre, à 14 h 15, en la cathédrale d'Amiens, suivies de l'inhumation au cimetière de la Madeleine, à Amiens.

La bénédiction des corps tiendra lieu de condoléances.

Le bâtonnier Et les membres du conseil de l'Ordre des avocats à la cour d'Amiens, ont le profond regret de faire part du décès, survenu le 8 novembre 1992, de

M<sup>me</sup> Arabe SOULAMA, son époux, membre du conseil de l'Ordre.

Isabelle, et de leur fils, Simon.

Leurs obsèques seront célébrées le mardi 16 novembre, à 14 h 15, en la cathédrale d'Amiens.

2, rue du Théâtre-de-la-Berge, 80000 Amiens.

M. Arabe SOULAMA, son époux,

Isabelle, et de leur fils, Simon,

qui auront lieu lundi 16 novembre 1992, à 14 h 15, en la cathédrale d'Amiens.

M. Arabe SOULAMA, son époux,

Isabelle, et de leur fils, Simon,

qui auront lieu lundi 16 novembre 1992, à 14 h 15, en la cathédrale d'Amiens.

M. Arabe SOULAMA, son époux,

Isabelle, et de leur fils, Simon,

qui auront lieu lundi 16 novembre 1992, à 14 h 15, en la cathédrale d'Amiens.

M. Arabe SOULAMA, son époux,

Isabelle, et de leur fils, Simon,

qui auront lieu lundi 16 novembre 1992, à 14 h 15, en la cathédrale d'Amiens.

M. Arabe SOULAMA, son époux,

Isabelle, et de leur fils, Simon,

qui auront lieu lundi 16 novembre 1992, à 14 h 15, en la cathédrale d'Amiens.

M. Arabe SOULAMA, son époux,

Isabelle, et de leur fils, Simon,

qui auront lieu lundi 16 novembre 1992, à 14 h 15, en la cathédrale d'Amiens.

M. Arabe SOULAMA, son époux,

Isabelle, et de leur fils, Simon,

qui auront lieu lundi 16 novembre 1992, à 14 h 15, en la cathédrale d'Amiens.

M. Arabe SOULAMA, son époux,

Isabelle, et de leur fils, Simon,

qui auront lieu lundi 16 novembre 1992, à 14 h 15, en la cathédrale d'Amiens.

M. Arabe SOULAMA, son époux,

Isabelle, et de leur fils, Simon,

M. Roger TRUPTIL, son époux, Le Père Francis Trupitil, M. et M<sup>me</sup> Philippe Batareau et leurs enfants, M<sup>me</sup> Trupitil Quignard et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Roger TRUPTIL, née Cécile Thérèse Dange,

décédée le 12 novembre 1992, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Bouelles (Seine-Maritime), le mardi 17 novembre, à 15 heures, dans l'intimité.

Une messe sera célébrée à Paris, le lundi 23 novembre, à 18 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois, Paris-7<sup>e</sup>, sa paroisse, par le Père Francis Trupitil.

28, rue Fohort, 75007 Paris.

Anniversaires

Paris. Lyon. Aix-en-Provence.

Il y a dix ans, le 16 novembre 1982, comme une lumière s'éteignait

Saby BENVENISTE.

Son souvenir reste avec nous.

A la mémoire de

Leb DAJEZ, « Henrich ».

décédé le 16 novembre 1988.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Il y a quinze ans disparaissait le

professeur Georges FRIEDMANN.

Son épouse Et ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Il y a sept ans disparaissait

Elaine GRUNWALD.

Que tous ceux qui l'ont aimé se joignent à son mari pour continuer à perpétuer son souvenir.

En souvenir de

Jean Maltron,

qui nous a quittés le 16 novembre 1987.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5911  
HORIZONTALEMENT

I. Rétablissement rapide (trois mots). Ne se pousse pas sans mal. — II. Son affection le fait « cracher ». — III. Arbitre du bon ton. Rapporte beaucoup. Ensemble de cellules. Animal. — IV. Part se voir sous un if. Symbole. Désinence verbale. — V. Quartier du Crotoy. Était vendu avec la mèche (trois mots). — VI. Moyen de communication. Coupe le souffle. — VII. Préfixe. Dominique ou Maurice. Garde sa chemise pendant une longue « opération ». — VIII. On ne peut pas dire que celui qui la fait ne cesse rien. Souverain musulman. — IX. Formé, en 1567. Se fait avec des aguestes. Poisson. — X. On y voit tomber des pièces sans grande valeur. Est réfléchi. Conduisait jadis des « bédiers » dans la campagne. — XI. Pose des problèmes examinés en face. Retournée sur le pré. — XII. Pronom. Ruste créature. Symbole. — XIII. Prise le grain. Liquides nourriciers. — XIV. Porteur à la S.N.C.F. Broche. — XV. Fait appel. Écorche ou blesse gravement. Sombre dans le boisson.

VERTICALEMENT

1. Amateurs de médailles. Interaction. — 2. Éternité pour une femme. Tre mal. — 3. Terme musical. Signes extérieurs d'opulence parfois difficiles à dissimuler. — 4. Sont souvent riches et toujours heureuses. Fait vieux jeu. — 5. Ses jours se suivent et ne se ressemblent pas. Vieux. Ils sont victimes de la sécheresse. — 6. Élément de liaison. Le tour. Front du ventre. Note. — 7. Repos dans les « bergeries ». Sert à percer. — 8. Absence qui fait dépérir. Roi. Ses ongles se développent quand ses dents disparaissent. — 9. Ils sont là pour chasser ce qu'on a attrapé. Prix ancien d'un droit. — 10. Ne sent pas la rose. Prend quelque chose à la coque. Se lance

à l'occasion. — 11. Morceau de papier. Canne qui convient à certains parcours. Siège de cérémonies. Réclame souvent deux petites verres. — 12. Présente quelques tours à qui les visite. Assurent le tournage de nombreuses pièces. — 13. Se lance dans la bagarre. Quelques briques. Est dans la purée et fait partie du gratin. — 14. Conseil de révision. N'a pas toujours les pieds sur terre. — 15. Emporté par des débordements. Telle une chemise propre mais non repassée.

Solution du problème N° 5910

Horizontalement

I. Amarante. — II. Gibecière. — III. Orienteur. — IV. Ré. Er. Do. — V. Arts. Is. — VI. Auvent. — VII. Hectare. — VIII. Eure. Dd. — IX. Biers. Née. — X. B. Ecor. — XI. St. Habit.

Verticalement

1. Agoraphobe. — 2. Mirer. Il. — 3. Abîmés. — 4. Ré. Suture. — 5. Acné. Varch. — 6. Nrière. Rê. — 7. Tee. Ne. Nib. — 8. Erudit. Dén. — 9. Eros. Ouss.

GUY BROUTY

قائمة المحتويات



مكتبة

# ÉCONOMIE

## BILLET

### Moins de nucléaire

Longtemps nié, puis minimisé par les responsables successifs d'Electricité de France (EDF), le suréquipement de la France en centrales nucléaires tend à se réduire graduellement au fil des années. A l'automne 1992, il sera largement résorbé. A cette date, en effet, seront mises en service quatre des seize centrales au fioul commandées par EDF au groupe franco-britannique GEC-Alsthom. Lorsqu'elles fonctionneront toutes, l'entreprise publique aura à sa disposition l'équivalent de deux tranches nucléaires supplémentaires. Rendue publique en fin de semaine, non par le client - bizarrement - mais par le constructeur, la commande passée à GEC-Alsthom porte sur près de 4 milliards de francs. Viendra s'y ajouter 1 milliard avec la commande à l'allemand Siemens de quatre turbines supplémentaires qui devront être officiellement annoncées dans les jours à venir.

Ainsi, dans moins de trois ans, il ne sera presque plus de ce coûteux suréquipement qui a certes permis le développement des exportations d'électricité, mais qui oblige EDF à couvrir aujourd'hui des besoins « de pointe » limités à quelques dizaines d'heures par an, avec un outil nucléaire conçu pour fonctionner « en base », c'est-à-dire de façon uniforme et continue tout au long de l'année. A compter de 1995, l'électricité tricolore sera produite de manière plus rationnelle. Très gourmand en investissement mais économe en énergie, le parc de centrales nucléaires - une cinquantaine à l'heure actuelle - assurera la couverture normale des besoins tandis que les centrales classiques brûlant du fioul lourd, pour lesquelles l'investissement initial est minime, fourniront les besoins électriques « de pointe », notamment ceux de l'île-de-France.

Actuellement, le parc de centrales au fioul exploitées par EDF ne dépasse pas vingt unités. C'est dire que d'ici la fin du siècle, leur nombre va pratiquement doubler alors que celui des centrales nucléaires ne bougera guère. Les pétroliers, qui ont du mal à écouler le fioul lourd issu des raffineries ne s'en plaindront guère. EDF leur en achetait 15 millions de tonnes à la veille du premier choc pétrolier. Depuis, les ventes à l'électricien ont été divisées par huit. Et ce en dépit d'un prix en chute libre.

JEAN-PIERRE TUQUOI

## COMMUNICATION

### L'Uruguay Round et la reprise des pourparlers agricoles

## La France souhaite qu'un accord avec les Américains reste dans les limites de la PAC

Les négociations en vue de mener à son terme l'Uruguay Round devraient occuper le devant de la scène jusqu'à la fin de l'année, avec comme objectif pour la Communauté de limiter les dégâts sur le plan agricole et d'obtenir quelques avantages en matière d'échanges de produits industriels et de services. Dans l'immédiat, l'attention se concentre sur le nouveau rendez-vous, à partir du mercredi 18 novembre à Washington, entre les deux négociateurs de la Commission européenne, MM. Frans Andriessen et Ray MacSharry (respectivement vice-président chargé des relations extérieures et responsable des affaires agricoles) et leurs interlocuteurs américains, M. Carl Hille, représentant du président Bush pour les négociations commerciales, et M. Edward Madigan, secrétaire à l'agriculture.

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Après la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze, le 9 novembre à Bruxelles (*le Monde* du 11 novembre), les deux commissaires se sentent des ailes. Le conseil les a invités à reprendre activement les pourparlers avec les Américains, au point mort depuis l'échec de la rencontre entre M. MacSharry et M. Madigan, les 2 et 3 novembre à Chicago. Le ministre américain avait alors trouvé insuffisante l'offre européenne concernant la limitation de la production communautaire d'olégumineux. Depuis lors, les États-Unis ont annoncé leur intention d'appliquer des mesures de réduction contre la CEE à partir du 5 décembre si un compromis n'était pas trouvé dans l'intercalle, et les Douze, soucieux d'éviter une guerre commerciale, se sont montrés très désireux de conclure.

La négociation agricole va reprendre sur la base de cette offre communautaire du début novembre, la tâche de M. MacSharry consistant à faire accepter aux Américains ce qu'ils avaient refusé alors et même à essayer de regagner un peu du terrain perdu lors de la dernière phase des discussions. Car les Douze s'entendent à dire qu'ils ont clairement indiqué leur volonté d'aboutir, ont continué à souligner que les concessions acceptées face aux Américains n'ont pas été agricoles, mais ont été de celles résultant de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Or, au moins en ce qui concerne le régime applicable aux olégumineux, la dernière proposition de la CEE, faite à Chicago sous la pression de M. John Gummer, le ministre britannique de l'Agriculture, et sur instruction de M. John Major (les pressions subies à Chicago par M. MacSharry n'étaient pas le fait uniquement de M. Jacques Delors), sortait à l'évidence des limites de la réforme. Elle consistait à limiter la

production communautaire à 9,5 millions de tonnes (contre 11,5 millions en 1992), ce qui, selon les experts bruxellois, conduirait la Communauté à perdre les surfaces habituellement plantées en oléagineux, à un taux permanent de gel des terres supérieur à 25 % et risquant fort de dépasser bientôt 30 % dans l'hypothèse où les rendements continueraient à s'accroître. Or, au terme de la réforme de la PAC, le gel des terres programmé est de 15 % et les petits producteurs en sont dispensés.

Aux yeux de beaucoup, y compris au sein de la Commission, l'idée même de prendre des engagements portant sur le volume de la production est choquante et contraire aux dispositions de la réforme. Lors d'une précédente phase de la discussion, les 11 et 12 octobre à Bruxelles, les Américains avaient accepté l'approche initiale de la CEE, à savoir un engagement moins contraignant portant sur les surfaces, mais ils avaient ensuite durci leur position.

### Éviter l'isolement

On prête donc à M. MacSharry l'intention de revenir à la charge sur ce point. Mais a-t-il la moindre chance d'aboutir après ses propres déconvenues à Chicago? Cela conduirait à s'interroger sur ce que sera l'attitude américaine à Washington. Les États-Unis, sentant la Communauté désireuse d'en finir, accentueront-ils leur pression, avec le risque d'aboutir à un nouveau raidissement des Douze, et en particulier de la France, ou bien sauront-ils faire preuve d'un minimum de souplesse?

Les ministres de l'Agriculture des Douze, qui se réunissent lundi à Bruxelles, adresseront sans doute d'ultimes mises en garde à la Commission. Cependant, en se souvenant de la manière dont s'était déroulée leur précédente réunion, le 26 octo-

bre (*le Monde* du 28 octobre), on est en droit de s'interroger sur leur influence auprès de leurs gouvernements respectifs à ce stade de la négociation : M. Ignaz Kieckhefer, le ministre allemand, avait ainsi insisté sur le problème du « rééquilibrage », cette faculté que voudrait se voir reconnaître la CEE de freiner ses importations de produits de substitution des céréales (les PSC, tel le corn gluten feed), qui entraient sans acquiescement de la CEE et concurrençaient les céréales européennes. Une telle revendication, exprimée avec une apparente détermination, faisait l'affaire des Français, mais, deux ou trois jours plus tard, les Allemands faisaient savoir que, tout bien considéré, ils ne s'y accrocheraient pas si les Américains opposaient une fin de non-recevoir.

On attend néanmoins avec intérêt les interventions de M. Jean-Pierre Soisson. Depuis la réunion des ministres des affaires étrangères de lundi, on sent en effet les Français partagés entre le souci de défendre les intérêts des agriculteurs et la volonté d'éviter un isolement qui mettrait en péril la politique définie par le traité de Maastricht et la coopération franco-allemande. Apparemment, la seconde préoccupation l'emporte : en donnant son feu vert à une reprise active des pourparlers euro-américains, M. Roland Dumas a implicitement engagé le gouvernement à ne pas rejeter un arrangement qui se ferait sur la base de la dernière offre faite par la CEE à Chicago. C'est ainsi que ses partisans l'ont interprété. Personne n'aspire en effet que les Américains puissent revenir un tant soit peu en arrière.

Mais le ministre des affaires étrangères a également demandé à la Commission de faire la démonstration que l'arrangement agricole ne passerait pas les États-Unis restait dans les limites de la réforme de la PAC. Il y avait en fait une certaine contradiction dans la position expri-

mée par M. Dumas : compte tenu de l'état de la négociation - négociation qu'il a donc engagé à poursuivre - il paraît en effet exclu que le projet d'accord auquel parviendront les négociateurs soit compatible avec la réforme, même si, bien sûr, il ne leur sera pas interdit de prétendre le contraire.

Cependant, en quittant la position purement défensive prise dans le passé, en faisant comprendre qu'ils ne bloqueraient pas un accord à peu près raisonnable, les Français ont regagné une certaine marge de manœuvre. Accusés de faire de l'obstruction, on ne les écartera plus. On devine que le conseil se montrera au contraire très attentif aux propos de M. Soisson lorsque celui-ci l'invitera à s'interroger sur les conséquences de ce qu'on s'apprete à signer. Les paysans français ne seraient pas les seuls à faire les frais d'un accord bête et les pays partenaires commencent à en prendre conscience. La Commission elle-même n'ignore pas que l'arbitrage que semble avoir rendu le président de la République française en faveur d'une solution négociée peut être revu dans l'hypothèse où elle laisserait entrainer trop loin dans la voie des concessions.

### La ligne rouge

Cependant, le scénario le plus vraisemblable demeure tout de même celui d'un accord, bien sûr *ad referendum*, mais qui devrait être ensuite entériné par les Douze, y compris par la France, même s'il franchit quelque peu ce que M. Dumas appelle la « ligne rouge de la réforme ». Il faudra ensuite se retrouver à Genève pour faire avaliser cet arrangement agricole par l'ensemble des « parties contractantes » du GATT et mener à terme les négociations sur les volets non agricoles, en particulier l'accès aux marchés, c'est-à-dire essentiellement la réduction des droits de douane et la libéralisation des échanges de services.

En ces domaines, la Communauté, et singulièrement la France, a un certain nombre de requêtes à l'égard des États-Unis, ne serait-ce qu'agissant des services - qu'une consolidation de la situation actuelle, c'est-à-dire la garantie que Washington n'adopte pas, à l'occasion, une réglementation plus restrictive que celle en vigueur... Mais l'essentiel, pour les Européens comme pour les Américains, dans le domaine des services, consiste probablement à obtenir un accès aux marchés des nouveaux pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine, qui, aujourd'hui, leur sont le plus souvent fermés. Le débat sur ces chapitres non agricoles de l'Uruguay Round n'est pas achevé, si bien que la négociation a de sérieuses chances de se poursuivre jusqu'à la fin de l'année. Il s'agit d'une négociation globale où rien n'est définitivement acquis tant que l'ensemble n'est pas bouclé.

PHILIPPE LEMAITRE

Selon le cabinet Arthur Andersen

### Une centaine de banques suisses devraient disparaître

Plus de cent des six cents établissements bancaires de Suisse devraient disparaître au cours des cinq prochaines années, selon une étude publiée jeudi 12 novembre et réalisée par le cabinet Arthur Andersen. Les établissements les plus menacés sont les banques régionales, mais l'incertitude existe également pour les banques étrangères, les caisses d'épargne et les banques privées.

Toujours selon ce document assez pessimiste, une part « significative » des 120 000 emplois du secteur bancaire suisse devrait être progressivement supprimée. Mais ces modifications du paysage bancaire ne signifient pas pour autant un recul de la place financière suisse.

## REPÈRES

### EMPLOI SALARIÉ

+ 0,1 %  
au troisième trimestre

L'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles a très légèrement progressé au cours du troisième trimestre, a indiqué, vendredi 13 novembre, l'INSEE qui fait état d'une hausse de 0,1 % en données corrigées des variations saisonnières. Entre juin et septembre, l'emploi salarié a baissé de 0,3 % dans l'industrie et de 0,1 % dans le bâtiment-génie civil, mais il a augmenté de 0,4 % dans le tertiaire marchand. Sur douze mois (septembre 1991 à septembre 1992), l'emploi salarié est en recul de 0,6 % (la chute est de 2,4 % dans l'industrie). Sur l'ensemble de l'année 1991, les effectifs salariés dans les secteurs marchands non agricoles ont diminué de 98 800, soit une chute de 0,7 % selon l'INSEE, alors qu'ils avaient encore progressé de 1,1 % en 1990.

### INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

Recul de 11 % en 1992

Les dépenses d'investissements industriels ont reculé de 8 % en France au cours de cette année par rapport à 1991, indique l'INSEE dans une enquête publiée vendredi 13 novembre. Compte tenu de la hausse des prix estimée à 3 %, le recul en volume des dépenses d'équipement serait de 11 %.

Les secteurs les plus touchés ont été ceux des biens intermédiaires. En revanche, l'automobile s'est bien comportée. Pour 1993, l'INSEE annonce une hausse des dépenses d'investissement, de 1 % en valeur, ce qui correspondrait à une stagnation ou à un très léger recul en volume.

## ÉNERGIE

Présentant son programme d'action

### M. Billardon demeure prudent sur le dossier des biocarburants

Élections législatives de mars 1993 oblige : M. André Billardon se sait condamné à n'être qu'un fugace ministre délégué à l'énergie. Bien que n'ayant pas « la perspective de la durée infinie », l'ancien vice-président de l'Assemblée nationale ne se contente pas pour autant de « gérer les affaires courantes ». A-t-il expliqué, vendredi 13 novembre, au cours d'une conférence de presse sur son « programme d'actions ».

Un programme copieux qui, pélo-mêle, entend relancer la politique d'économie d'énergie « en diffusant des équipements plus performants », favoriser l'utilisation du « bois énergie », faire d'EDF une entreprise publique exemplaire en matière de protection de l'environnement, développer l'usage de la voiture électrique... Le catalogue est infini.

Mais, alors que, fraîchement nommé, M. Billardon promettait avec véhémence, il y a quelques semaines, d'être le « M. biocarbu-

rants », il a fait le 13 novembre machine arrière, très discrètement il est vrai. Le dossier des biocarburants, a-t-il fait observer, est « en premier lieu un dossier agricole, et les efforts devront par conséquent porter sur les filières susceptibles d'apporter de réelles réponses aux problèmes de valorisation industrielle des jachères ».

Une petite phrase qui, l'air de rien, condamne la meilleure filière de production d'éthanol, celle qui utilise la betterave, puisque ce type de culture (à l'inverse du blé, l'autre filière) n'est pas concerné par la PAC nouvelle mouture. Autre réserve émise par M. Billardon, l'impact sur l'environnement. « Il est nécessaire de vérifier que le développement des biocarburants se fera dans le respect de l'environnement », a-t-il dit. Le ministre délégué n'ignore plus que, sur ce plan également, le bilan des biocarburants est pour le moins mitigé.

J.-P. T.

### Attribution du canal de l'ex-Cinq avant Arte

## Le CSA devrait choisir avant la fin novembre

Les auditions des candidats à la reprise du cinquième réseau pour le créneau horaire 1 heure 19 heures se sont poursuivies vendredi 13 novembre au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), à Paris. M. Jean-François Minna, qui présentait le projet TV 1992, s'est démis. La décision du CSA devrait intervenir avant la fin du mois de novembre.

Béni soit l'esprit démocratique du CSA ! En décidant d'entendre tous les candidats à la reprise du canal de l'ex-Cinq, sans exclure les dossiers qui ne remplissent pas les conditions juridiques et financières minimales, il a fait la preuve que l'audiovisuel français, à défaut d'avoir de l'argent, ne manquait ni d'idées ni de générosité.

Vendredi 13 novembre, dernier jour des auditions, le public a pu découvrir les bonnes intentions des tenants du projet Pascal. Animé par un producteur, M. Jean-Claude Courty, associé à un ingénieur de

Télécom, un professeur membre de l'Académie des sciences et un contrôleur des finances, Pascal ne proposait rien de moins que de développer une télévision de formation professionnelle interactive, de donner des outils audiovisuels aux enseignants et de tenter de mettre en adéquation l'offre et la demande d'emploi.

Le projet 40 Hertz de M. Frédéric Hauquant avait, lui, de quoi surprendre : entièrement conçu en images de synthèse, il proposait un continuum de figures abstraites, sombres ou colorées, évoluant doucement sur un fond musical. Cette télévision privée de « message » se donnait pour but d'instaurer une « présence » au domicile de tous. Dans le même genre, Totem TV, animé par M. Christian Bruck et Axel Schoenert, a proposé d'animer le canal 5 au moyen d'images que des réalisateurs puiseraient dans le stock audiovisuel mondial, et qu'ils agenceraient au gré de leur inspiration. Faute de financement probable, aucun de ces projets ne devrait retenir l'attention du CSA.

Plus construit, en revanche, est apparu le projet Parallèle TV du

producteur Bruno Huchez (*le Monde* du 29 juillet). Conçu à l'origine comme chaîne « jeunesse », ce projet a évolué en chaîne de découverte et de connaissance. Ses programmes sont destinés à faire comprendre plutôt qu'à apprendre et développent un fort créneau service sur l'emploi. Certains membres du CSA ont cependant émis des réserves sur la faisabilité du tour de table et du financement de l'exploitation compte tenu du coût d'utilisation du réseau (115 millions de francs environ).

### Une télévision du matin

L'intérêt des membres du CSA s'est accru plus encore à l'audition du projet TDM (Télévision du matin) présenté par MM. Tim Newman et Lionel Rotag, respectivement producteur et journaliste, et M. Bochkov Givadinovitch, ancien PDG de la régie de TF1. Entre 6 h 30 et 9 heures du matin, TDM propose un programme complet « d'information et de divertissement à tendance éditoriale ».

Visant une cible de 3,5 millions de personnes, vivant en milieu urbain et très consommatrices d'informations, TDM est une chaîne d'appel à vocation commerciale.

La rentabilité serait acquise au terme de la quatrième année d'exploitation. Longuement interrogés par les membres du CSA, les promoteurs du projet se sont montrés généralement convaincants. Une incertitude demeure cependant sur le coût du réseau de diffusion. Une négociation (à mener) avec Télédiffusion de France sera cruciale pour la viabilité du projet.

Enfin, M. Jean-François Minna, publicitaire et promoteur du projet éducatif TV 92 a annoncé qu'il retirait son projet « compte tenu des contraintes posées par le ministère de l'Éducation nationale » en matière de subvention. Une fusion avec le projet Eurêka ne paraît pas exclue. La décision du CSA devrait intervenir avant la fin du mois de novembre.

YVES MAMOU







## CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

## La préparation d'un énorme crédit à l'Italie

## DEVISES ET OR

## Reflux du dollar

**F. R.**

Taux calculés par rapport aux cours  
estimés de la Banque de France

## MATIÈRES PREMIÈRES

## Regain d'automne pour le cacao

neutralisant réciproquement. Outre M. Freyche, étaient en lice Michel Gallot, président de la SDBO, filiale du Crédit lyonnais, soutenu par le PDG de ce dernier établissement, Jean-Yves Haberer, et Jean de La Chauvinière, éjecté de la présidence



Sans écarter le Mirage 2000-5

## Taiwan s'apprêterait à signer le contrat d'achat de 150 avions américains F-16

Selon des informations venant de Taiwan, l'île nationaliste chinoise serait sur le point de signer les contrats d'acquisition d'avions de combat américains et français contre lesquels Pékin s'est vivement élevé.

PÉKIN

de notre correspondant

La double vente américaine et française peut encore être différée et même capotée, mais on semble n'avoir jamais été plus près de décisions qui pourraient provoquer une crise sérieuse entre la Chine et deux de ses principaux partenaires occidentaux - les États-Unis et la France - à propos des fournitures d'armes à Taiwan.

Le ministre de la défense de Taiwan, M. Chen Li-an, a déclaré vendredi 13 novembre que son gouvernement avait approuvé une lettre d'intention (1) énonçant les détails de l'acquisition de cent cinquante chasseurs F-16 pour 5,8 milliards de dollars (l'équivalent de 30 milliards de francs).

Le contrat comprendrait quarante réacteurs de rechange, mille cinq cents missiles air-air Sidewinder et Sparrow, et cinq cent mille munitions de 20 mm pour le canon du F-16. Le ministre a également indiqué que son gouvernement «étudie» l'offre française de fourniture de 60 avions Mirage 2000-5 pour 2,8 milliards de dollars (l'équivalent de 14,5 milliards de francs). Le plus grand journal de Taiwan, l'*United Daily News*, a affirmé que le contrat pour l'avion français, incluant lui aussi mille cinq cents missiles air-air MICA, serait signé avant le 20 novembre.

Des informations antérieures faisaient état d'un possible nouveau report, dû à des questions techniques.

Le président George Bush avait levé, pendant sa campagne électorale, l'interdit américain prévalant sur l'exportation à Taiwan du F-16, en arguant de l'effet positif qu'aurait le contrat sur l'emploi dans le secteur aéronautique. Par la suite, divers membres de l'administration américaine ont fourni une justification stratégique à cette vente en regard des achats d'armes importants effectués par la Chine auprès de la Russie, notamment des avions Sukhoï-27 et Mig-31.

### L'hostilité de Pékin

Selon l'agence moscovite Interfax, les ventes d'armes russes modernes à la Chine s'élevaient en 1994 à 2 milliards de dollars (soit 10,4 milliards de francs). Une vente portant sur 500 millions de dollars serait imminente. Elle comprendrait, selon des responsables de la défense américaine, le système de missile S-300, un missile moderne de défense anti-aérienne et anti-missiles. Toutefois, la vente de ce système d'armes ne violerait pas l'accord MTCR (Missile Technology Control Regime), considéré comme impératif par les États-Unis et censé limiter les cessions de technologies militaires par les pays producteurs de missiles.

En dépit de leurs inquiétudes stratégiques, les États-Unis n'ont pas caché leur désapprobation envers les projets de fourniture par la France du Mirage 2000-5 à l'île nationaliste chinoise. Ils ont fait savoir que, de leur point de vue, le F-16 «suffisait à la défense de

l'île», marché jusqu'il y a peu exclusivement américain pour les armements sensibles.

La Chine, qui avait multiplié pendant la campagne américaine les déclarations d'hostilité au projet de vente de F-16 annoncé par M. Bush, s'est réfugiée, depuis l'élection de M. Bill Clinton, dans un mutisme quasi complet à ce propos. Quant à l'hypothèse d'une vente française, qui dérangera encore plus la Chine que la vente américaine pour ses conséquences stratégiques, politiques et diplomatiques, Pékin feint, depuis plusieurs mois, de l'ignorer dans son discours public.

Lors de son passage à Pékin les 7 et 8 novembre pour des discussions sur le Cambodge, M. Roland Dumas n'a eu, avec les responsables chinois, aucune discussion privée au cours de laquelle aurait pu être évoqué ce sujet, indiquant-on dans son entourage. Le ministre français des Affaires étrangères avait rencontré son homologue chinois en septembre, à l'ONU, et la conversation à ce propos avait été plutôt froide, avait-on alors appris. La Chine s'est pour l'instant refusée à préciser les mesures de rétorsion qu'elle adopterait envers la France au cas où la vente se ferait. Elle a en revanche menacé Washington d'annuler certains contrats, en matière agricole notamment.

FRANCIS DERON

(1) Il s'agit, comme c'est l'usage, d'une lettre d'intention et non d'un contrat définitif. Le ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'il n'y avait rien de définitif dans ce document, mais qu'il était accompagné d'un accord de principe. La lettre d'intention est toutefois une première étape qui lance le processus négocié de vente.

## M. Clinton impose une éthique sévère à son équipe de transition

M. Bill Clinton a rendu public, vendredi 13 novembre, un code d'éthique imposant aux membres de son équipe de transition des règles qualifiées de «des plus dures ayant jamais existé». «Je veux envoyer le signal que nous allons changer la façon de faire de la politique», a déclaré le président élu au cours d'une visite dans un hôpital de Little Rock, la capitale de l'Arkansas, dont il est toujours le gouverneur.

Ces règles «sont destinées à assurer que personne n'utilise son travail dans l'équipe de transition pour des gains personnels», a affirmé le directeur de cette équipe, M. Warren Christopher, au cours d'une conférence de presse à Little Rock pour présenter ce code en huit points. M. Christopher a indiqué que tout contrevenant serait renvoyé sans délai.

### «Deux impératifs»

En vertu de ce code, que le personnel de l'équipe de transition doit signer, il est interdit de démarcher une agence fédérale auprès de laquelle une personne de l'équipe a eu une responsabilité, à la fois pendant la durée de la transition et six mois après.

Il sera également interdit aux membres de l'équipe de transition d'utiliser des informations confidentielles à des fins privées et ils ne devront pas s'occuper de secteurs qui pourraient créer des conflits d'intérêt avec leurs affaires personnelles.

«Nous avons cherché à tenir compte de deux impératifs», a estimé M. Christopher, «faire appel aux meilleurs et aux plus compétents du pays, et s'assurer qu'aucun intérêt particulier n'exerce d'influence démesurée sur le processus de transition». M. Christopher a ajouté que M. Clinton confirmerait cette ligne de conduite en «édicant d'ici une semaine ou deux des règles plus larges» s'appliquant aux membres de sa future administration, notamment en matière de relations avec des pays étrangers. (AFP)

## Accord historique au Canada Les Eskimos deviennent propriétaires de 350 000 km<sup>2</sup>

Les Eskimos canadiens, ou Inuits (1), ont approuvé un accord historique qui fait d'eux les plus grands propriétaires privés du monde. La Fédération Tungavik de Nunavut, groupe politique regroupant les Eskimos du pays, a annoncé vendredi 13 novembre que 69 % des 8 000 Inuits ayant pris part à une consultation organisée pendant plusieurs jours s'étaient prononcés pour l'accord, qui a nécessité dix-sept ans de négociations avec Ottawa.

Cet accord donne aux Eskimos la propriété de 350 000 kilomètres carrés. Il leur accorde en outre des droits de pêche et de chasse sur plus de 2,2 millions de kilomètres carrés allant de la frontière du Manitoba à l'extrémité de l'île d'Ellesmere, dans l'océan Arctique. Les Territoires du Nord-Ouest recouvrent le tiers du Canada, pour une population de 55 000 habitants.

En mai, les habitants, Eskimos et Inuits, ont été prononcés à une faible majorité pour la division de la région en deux territoires séparés dont un territoire inuit du nom de Nunavut. Le Nunavut, qui doit voir le jour en 1999 après ratification par le Parlement canadien, couvrira le cinquième du territoire canadien. (Reuters).

(1) Les Eskimos du Canada préférent la dénomination d'Inuits. Le terme «Eskimo» est considéré comme «vulgaire» et est à l'origine une injure des Indiens Inuits.

Malgré l'opposition des fédérations syndicales

## Le personnel du CIC de Bordeaux va lancer une épargne volontaire «anti-licenciements»

Controverse, la formule de partage du travail imaginée par la Société bordelaise (groupe CIC) va très probablement voir le jour. Selon un dernier pointage, plus des trois quarts de ses 850 employés ont accepté de signer un avenant à leur contrat de travail autorisant le prélèvement d'une «contribution salariale de solidarité» destinée à limiter les suppressions d'emplois (le Monde du 15 octobre). Après le vote favorable exprimé par le comité central d'entreprise, la direction avait indiqué que cette avance de fonds - restée dans les dix-huit mois, éventuellement avec des intérêts, à condition que la société atteigne les objectifs économiques qu'elle s'est fixés - ne serait appliquée au 1<sup>er</sup> décembre qu'avec l'accord de plus des trois quarts du personnel.

«Nous allons très largement dépasser les 80 %», assure aujourd'hui son PDG, M. François-Xavier Bordeaux. Les fonds recueillis (de 823 francs pour les plus basses rémunérations, soit 1 % du salaire annuel, 120 000 francs pour le PDG) devraient représenter 6 millions de francs. Cofinancés par une commission associant quatre syndicats et autant de représentants de la direction, cette somme permettra de créer de nouvelles agences et de développer les relations avec la clientèle tout en «préservant 5 % des emplois» de la banque qui, confrontée à un surcroît de personnel à son informatisation, vient de supprimer 95 emplois.

Cette épargne volontaire anti-licenciements, acceptée par les syndicats de la Société bordelaise (à l'exception notable de la CGT), est vivement combattue au plan national par les syndicats de la banque, qui redoutent que cette expérience n'inspire d'autres établissements.

La fédération Force ouvrière dénonce ainsi «une opération de nature idéologique» et appelle le personnel à «refuser les fausses solutions du partage de l'emploi et des salaires qui ne peuvent conduire qu'à un appauvrissement général». «Ce dispositif tient compte de notre propre situation. Il ne prétend pas s'imposer à l'ensemble de la profession», rétorque M. Bordeaux. «La facilité, ajoute-t-il, aurait consisté à dénoncer définitivement la convention collective de l'entreprise qui garantit le versement de 15,4 mois de salaire par an contre 14,5 dans la convention de branche».

JEAN-MICHEL NORMAND

Championnat du monde unifié des lourds

## Le boxeur Riddick Bowe dans la lignée de Mohammed Ali

Le boxeur new-yorkais Riddick Bowe, âgé de vingt-cinq ans, a conquis, dans la nuit de vendredi 13 au samedi 14 novembre à Las Vegas (Nevada), le titre mondial unifié (WBA, WBC, IBF) des poids lourds. Supérieur en taille (10 cm) et en poids (13 kg) à son adversaire, le Géorgien Evander Holyfield âgé de trente ans, Bowe a été déclaré vainqueur à l'unanimité des juges au terme d'un combat en douze reprises qu'il a nettement dominées. In vaincu depuis ses débuts professionnels en 1989 (trente-deux combats), il est pour les spécialistes le successeur du champion mythique des années 80, Mohammed Ali.

La boxe professionnelle a-t-elle gagné le gros lot dans l'annexe d'un casino de Las Vegas? En tout cas, vendredi soir, le vide dont elle souffrait depuis que Mike Tyson a été emprisonné en 1990 pour une affaire de viol a été comblé : un grand frappeur a été sacré champion du monde unifié des poids lourds à l'issue d'un combat qui fera date en raison de l'incroyable acharnement de son adversaire à ne pas tomber.

Sans les muscles hypertrophiés qui relèvent ses épaules à son cou, Evander Holyfield se serait sans doute fait «dévisser la tête» par les crochets de Riddick Bowe. Une condition athlétique et une résistance à la douleur extraordinaires ont seules permis au tenant du titre de ne pas succomber aux coups de son challenger. Les deux dernières reprises furent ainsi dramatiques : le paupier droit ouvert, touché au menton puis derrière une oreille, Holyfield, manifestement sonné, aurait dû être déclaré KO debout si le règlement de la boxe dans l'état du Nevada n'avait pas exclu cette possibilité.

La gloire du Géorgien sera donc d'avoir terminé debout un interminable combat de la hiérarchie mondiale des rings qui, sinon, n'aurait pas laissé un grand souvenir. En revanche, son successeur est donné par les spécialistes comme le nouveau Mohammed Ali. A priori, la ressemblance est surtout morphologique. Riddick a la corpulence grassouillette qu'avait Ali à ses débuts sous le nom de Cassius Clay. Les coups du nouveau semblent aussi électriques que ceux de

l'ancien. Mais Ali était unique dans sa manière de bouger entre les cordes : c'était un fascinant ballet qu'il exécutait autour de ses rivaux.

Faute d'un tel magnétisme, Riddick Bowe a une histoire poignante. Il a grandi dans un quartier déshérité de Brooklyn à New-York. Un de ses frères aînés est prisonnier et une de ses sœurs a été poignardée par un drogué. Dans cet environnement, la boxe est une échappatoire à la rue. Après les Jeux olympiques de Séoul, où il se fit battre en finale, aucun des grands organisateurs américains ne l'intéressa à lui. Il a une réputation de troubleur. Il envisage de tout laisser tomber et de s'engager dans l'armée. C'est un manager marginal de Washington, Rock Newman, qui lui offrit son premier contrat professionnel en 1989.

### Une échappatoire à la rue

Les 50 000 dollars que le bonhomme mise alors sur le boxeur vont vite s'avérer un bon placement : flanqué d'Éddie Futch, un entraîneur octogénaire à la réputation de faiseur de champions, Bowe multiplie les victoires éclatantes. En dépit de quelques combats un peu trop faciles, il devient ainsi le challenger pour le titre mondial. Un combat piège contre un adversaire inférieur par la taille et le poids, mais doté d'une inflexible volonté. Il s'en est sorti vendredi soir tout à son avantage. Et l'enchaînement apparent-direct qui lui a permis de gagner a duré longtemps encore faire des ravages.

ALAIN GIRAUDO

## EN BREF

Le ministre tunisien de la santé œuvre une enquête sur la qualité des produits anti-hémophiliques importés de France. Le ministre tunisien de la santé, M. Hedi Mhenni, a annoncé qu'une enquête avait été ouverte pour déterminer si les produits sanguins anti-hémophiliques exportés en Tunisie par l'Institut Mérieux étaient contaminés ou non par le virus du sida, rapporte le quotidien tunisien *le Temps* du 13 novembre. M. Mhenni a affirmé que la Tunisie n'avait reçu qu'une «cinquantaine de flacons», jusqu'en 1985, d'antidotes de facteur VIII non chauffés par l'Institut Mérieux (*le Monde* date du 2 novembre et du 7 novembre), ajoutant qu'il n'y a donc pas lieu de s'alarmer. (AFP)

Le président du conseil de l'ordre répond aux médecins transfuseurs protestataires. - La quarantaine de médecins transfuseurs qui

ont envoyé, le 3 novembre, un courrier à M. Louis René, président du conseil national de l'ordre, pour contester son attitude dans l'affaire du sang contaminé (*le Monde* du 12 novembre), «se sont trompés de destinataire», a répliqué, vendredi 13 novembre, le docteur René. Les sanctions de radiation à l'encontre des docteurs Garretta et Habibi relèvent, selon lui, du conseil régional de l'ordre d'Ile-de-France et elles ont été prises sur la base de l'article 23 du code de déontologie médicale, qui «interdit de pratiquer la médecine comme un commerce», et non pour la contamination des hémophiles, comme le suggèrent les médecins protestataires.

La FMF refuse le projet de loi sur les dépenses de santé. - La Fédération des médecins de France (FMF) a annoncé vendredi

13 novembre que son assemblée générale a «dit non à l'unanimité» au projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé qui sera prochainement présenté au Parlement. Ce texte «remet en cause les principes fondamentaux de l'exercice de la médecine», assure la FMF - le moins influent des syndicats représentatifs, composé en quasi-totalité de médecins spécialistes - dont les dirigeants avaient pourtant signé l'accord du 14 octobre avec les pouvoirs publics et les deux autres syndicats de médecins.

Le Parlement russe adopte la loi sur les facilités. - Le Parlement russe a approuvé, jeudi 12 novembre, le projet de loi sur les facilités qui permet la fermeture des entreprises inefficaces et endettées, a annoncé le jour même l'agence russe d'information RIA. Cette loi est considérée comme un dispositif essentiel du démantèlement du système centralisateur hérité du communisme.

EGYPTE : vague d'arrestations après l'attentat contre des touristes. La police a arrêté, vendredi 13 novembre, 270 personnes, dans un village de Haute-Egypte, dont seraient originaires les quatre auteurs de l'attentat contre des touristes allemands qui, avec deux accompagnateurs égyptiens, ont été blessés, jeudi, lorsque leur véhicule a été mitraillé à Qena. Les «susppects», âgés de 9 à 30 ans, ont été rassemblés dans une école du village d'al-Hugayrat, proche de Qena, pour y être interrogés. La localité a été passée au peigne fin par les forces de l'ordre. (AFP)

TIMOR-ORIENTAL : Djakarta empêche la commémoration de la fusillade de Dili. - La police indonésienne a interdit, jeudi 12 novembre, l'accès au cimetière de Dili, capitale du territoire de Timor Oriental. Les autorités de Djakarta entendaient ainsi empêcher la commémoration du massacre perpétré par leurs forces il y a un an. Officiellement 50 personnes y avaient trouvé la mort, et 66 demeurent disparues. Les forces armées avaient tiré sur une foule qui participait à une cérémonie en mémoire d'un jeune indépendantiste tué lors d'une rixe avec des partisans de l'indonésien. (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
L'ÉCONOMIE

## SOMMAIRE

**DATES**  
Il y a cinquante ans : le débarquement allié en Afrique du Nord... 2

**ÉTRANGER**  
Violation du cessez-le-feu en Bosnie-Herzégovine... 3  
Le nouveau gouvernement roumain... 3  
La tentative de coup d'État au Pérou... 4  
La réunion tripartite d'Ankara inquiète les Kurdes d'Irak... 5  
Persecution islamiste en Somalie... 5  
Loin des capitales : Sfax, les «Japonais de Tunisie»... 5

**POLITIQUE**  
La polémique après le dépôt, par le chef de l'État, d'une gerbe sur la tombe de Pétain... 6  
Les dirigeants de l'opposition présentent leur programme... 6  
L'assemblée générale des Verts... 6  
La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale... 7  
Livres politiques : «L'auto-consécration de la présidence», par André Laurens... 7

**SOCIÉTÉ**  
La boulangerie de Reims a été acquittée... 9  
M. Pierre Besson a été inculpé et écroué... 9  
L'affaire du sang contaminé... 9

**HEURES LOCALES**  
Le tangage du territoire  
Congrès de l'AMLF : quatre élus pour un fauteuil  
Le métro bor-

lais fait du surplus... Nanterre-La Défense : un stade, un axe, une ville... 2  
Paris rend son centre aux piétons... 2  
Dossier : statut de l'élu, toujours l'attente... 2  
Arras : trois hommes et un gladiateur... 17 à 24

**CULTURE**  
Willy DeVille, le plus français des chanteurs new-yorkais de retour à Paris, à l'OLYMPIA... 11  
La première Biennale du cinéma japonais à Orléans... 11  
Danse : les nuits de Madras à Lille... 11

**ÉCONOMIE**  
L'Uruguay Round et la reprise des pourparlers agricoles : la France souhaite un accord avec les Américains reste dans les limites de la PAC... 13  
Revue des valeurs... 14  
Crédits, changes, grands marchés... 15

**Services**  
Abonnements... 2  
Carnet... 12  
Météorologie... 7  
Mots croisés... 12  
Télévision... 12  
Spectacles... 10

La télématique du Monde :  
3615 LE MONDE  
3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 14 novembre 1992 a été tiré à 476 065 exemplaires.



# Le Monde

Le mémo bordelais fait du surplace

Les pages de voter l'agglomération d'Ubaye

19

Paris rend son centre aux piétons

Le quartier Bonne-Nouvelle va échapper à l'asphyxie automobile

21

Statut de l'élu, toujours l'attente

La plupart des nouveaux droits ne sont toujours pas en vigueur

22

Arras : trois hommes et un glacier

Le préfet, l'élu et l'industriel unis pour séduire une firme américaine

24

18 Communication ■ Statistiques ■ Agenda ■ Nominations ■ Formation ■ Propos ■ 23 Débat ■ Livres ■ Portrait ■ Courrier ■

## HEURES LOCALES

### LE TANGAGE DU TERRITOIRE

Dix ans après les lois Defferre, trente ans après la création de la DATAR, les collectivités, devenues plus autonomes, redécouvrent le rôle régulateur de l'Etat



L'ANNÉE qui s'achève retentit encore des inoubliables commémorations des dix ans de la décentralisation à travers les «lois Defferre». Pour les historiens du droit constitutionnel et des idées politiques, ces textes occuperont au panthéon législatif une place essentielle, comme le furent, en leur temps, la loi Le Chapelier sur l'interdiction des associations ou la loi Falloux relative à l'enseignement privé.

L'année qui pointe sera aussi, sur un chapitre voisin, l'occasion d'un mémorable anniversaire : les trente ans du décret du 14 février 1963 qui fit naître la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, que, du littoral flamand aux vertes et schistées vallées aréopiques, on connaît bien sous son sigle maintenant familier : la DATAR. L'heure apparaît donc propice pour se demander, au terme bientôt proche d'une législature qui aura des bilans à faire et des comptes à rendre, si les politiques de redistribution des pouvoirs et de rééquilibrage des activités économiques sur le territoire se soldent par un succès, appellent des correctifs et trouvent encore aujourd'hui une justification et un intérêt.

Les plus jacobins des Français — il en existe dans tous les milieux et au RPR comme à gauche — se sont rendus à l'évidence. La décentralisation (qui n'est d'ailleurs qu'une appellation différente pour

désigner le principe de «subsidiarité» si unanimement vanté aujourd'hui à l'occasion des débats européens) a donné au pays une vigoureuse et salutaire bouffée d'oxygène. Omnipotent, un Etat démocratique ne peut se montrer, dans ses fonctions essentielles, ni compétent ni efficace. Que désormais la construction des lycées relève de la responsabilité des élus régionaux, que l'urbanisme incombe aux maires, que les départements des Côtes-d'Armor ou de l'Aveyron organisent selon leurs propres critères de priorité la solidarité avec les communes rurales de leur territoire, qui trouvera à redire dans cette «révolution» de bon sens ?

Les fonctionnaires compétents seraient-ils moins nombreux ou moins dévoués quand leur «patron» n'est plus un préfet nommé, puis muté sans explication officielle par le ministre de l'intérieur, mais un élu local démocratiquement désigné ? Les citoyens seraient-ils moins revendicatifs ou moins attentifs quand ils ont à apprécier leur environnement quotidien, et les circuits de l'argent seraient-ils plus opaques ? Même si, ici ou là, des maires ou présidents de région, envivés par un pouvoir tout neuf, ont pu se laisser aller à la facilité ou aux abus, rien ne permet d'affirmer de bonne foi qu'un responsable local cédera plus facilement aux sirènes de la corruption qu'un ministre ou un directeur général d'adminis-

tration centrale. Et personne n'a pu démontrer que le «piston», les faveurs ou les prébendes constituaient un mal plus répandu dans une mairie qu'à Maignon ou à l'Elysée, que les voitures officielles seraient plus rutilantes à Nantes ou Lyon qu'au Quai d'Orsay, ou que les cocktails et les voyages d'études bidon plus fréquents au profit des conseillers généraux qu'à l'avantage de mystérieux chargés de mission ou attachés de cabinet employés à Bercy ou dans l'un des innombrables services du premier ministre.

#### De Gaulle, l'inspirateur

Bref la décentralisation n'a pas, en général, entraîné des dérives financières majeures ou des pratiques intrinsèquement frauduleuses. Les dérapages sont davantage à mettre au passif d'erreurs d'appréciation de tel élu mal préparé à son métier que d'une volonté délibérée de gabegie. A la fois gendarmes et médecins des finances des collectivités, les magistrats des chambres régionales des comptes, dont l'intégrité et la vigilance n'ont rien à envier à celles de leurs «ancêtres» de la vénérable Cour des comptes, sont les premiers à le faire savoir. Les banquiers opinant dans le même sens. On objectera que les dépenses, et donc les

impôts des villes, départements, communautés urbaines, districts, régions, ont allégrement progressé depuis dix ans. C'est exact, notamment pour les régions, qui dans le paysage territorial français ont l'avantage d'être encore des institutions jeunes, remplies d'ambitions, politiquement valorisantes pour les leaders politiques et impliquées dans les grandes opérations d'équipement. Il reste que, au regard des charges qui ont été transférées depuis dix ans aux collectivités par l'Etat, la ponction qu'elles opèrent sur le produit intérieur brut n'a rien de scandaleux (5,1 % en 1983, 6,3 % en 1992). Souvent tentés de le faire, les ministres de l'actuel gouvernement sont mal venus d'accuser les élus locaux de laxisme, alors qu'ils acceptent, eux, d'une année sur l'autre le doublement du déficit budgétaire de l'Etat.

L'Etat, précisément, ferait bien d'accomplir correctement les tâches qui lui incombent, et l'aménagement du territoire, comme la justice, la défense ou la régulation monétaire, en est une. De Gaulle, qui en fut l'inspirateur, y voyait à la fois une façon de cimenter l'unité nationale, de réduire les injustices entre régions, de susciter de grandes ambitions par des projets d'équipement à long terme.

François Grosrichard  
Lire la suite page 19

#### Villes

LS seront près de quatre mille à se réunir en congrès au début de la semaine à Paris. Des hommes et des femmes qui ont accepté de sacrifier beaucoup de leur temps libre pour se consacrer au service de leurs concitoyens. Des élus qui ont choisi les difficiles aléas du suffrage universel pour devenir les représentants de la population de leur commune.

Avant l'élection, ils pouvaient promettre. Une fois assis dans le fauteuil de maire, ils ont dû tenir compte des réalités. Ils leur a fallu répondre aux demandes de plus en plus pressantes d'une population inquiète pour son logement, son emploi, son environnement, ses conditions de vie et de transport. Monsieur le maire est responsable de l'absence de places à l'école maternelle, des rues mal éclairées, des usines qui licencient ou encore des impôts qui augmentent...

Tâche difficile, que des milliers d'élus acceptent d'assumer parce qu'ils estiment que la démocratie locale représente les fondements de notre société. Alors, sans oublier les errements toujours possibles lorsque le pouvoir brouille la vision, il faut saluer, au moment de leur congrès, l'abnégation de la majorité des maires.

Le supplément «Heures locales» continuera à rendre compte de leur action. Avec l'aide de nos correspondants départementaux nous chercherons à signaler les innovations lorsqu'elles existent, ou les carences qui, parfois, freinent l'action municipale. Mais il ne suffit pas de dire «Bonjour Monsieur le maire», il faut aussi conter la vie des habitants, écouter leurs doléances et leurs espoirs.

En route donc pour un voyage dans des villes moyennes. Celles qui n'attirent pas toujours les projecteurs de l'actualité. Mais qui ont elles aussi des choses à nous dire.

Serge Bolloch

#### NANTERRE-LA DÉFENSE

### UN STADE, UN AXE, UNE VILLE

La candidature de la préfecture des Hauts-de-Seine pour le Grand Stade s'accompagne d'un vaste projet d'urbanisme

LA décision que le gouvernement devrait prendre, avant la fin du mois, sur le lieu d'implantation du Grand Stade en Ile-de-France sera lourde de conséquences... si le site de Nanterre est choisi. Un nouveau chapitre de l'aménagement de la Défense débiterait alors dans l'incertitude.

Le Grand Stade dans les Hauts-de-Seine s'élèverait en effet, quels que soient ses promoteurs, en bordure de l'«axe historique» qui prolonge l'alignement du Louvre sur la Grande Arche.

Depuis deux ans, l'établissement public d'aménagement de la Défense (EPAD) a reçu mission de s'occuper de cette

zone de 3,5 kilomètres de long entre l'esplanade et la Seine. Ce ne sera pas une extension du quartier d'affaires de la Défense, car, si le gouvernement a autorisé la construction de 12 000 à 15 000 logements, il veut limiter à 600 000 mètres carrés la surface de nouveaux bureaux.

Un Grand Stade remettrait en cause environ le tiers du programme de logements et d'équipements de loisirs prévu dans le projet «Un axe, une ville», que l'EPAD devait présenter prochainement aux collectivités locales.

Le conseil général des Hauts-de-Seine, présidé par Charles Pasqua (RPR), demande une importante parti-

cipation de fonds publics à son projet : 100 millions de francs de l'EPAD, 500 millions de francs du département et de la région, 600 millions de francs pour la couverture de l'échangeur de l'autoroute, le prolongement d'une ligne de métro et surtout la cession de 40 hectares de terrains que l'on peut estimer à 2 000 francs le mètre carré (le Monde daté 3 et 8-9 novembre).

L'équilibre financier de l'aménagement de l'axe historique, dont le coût est estimé à environ 12 milliards de francs, en serait compromis. Pour la première fois, cette opération d'intérêt national risquerait de devenir déficitaire. Alors que, depuis trente ans, l'établisse-

ment public aménage et gère la Défense sans qu'il en coûte 1 centime à l'Etat et donc au contribuable (1).

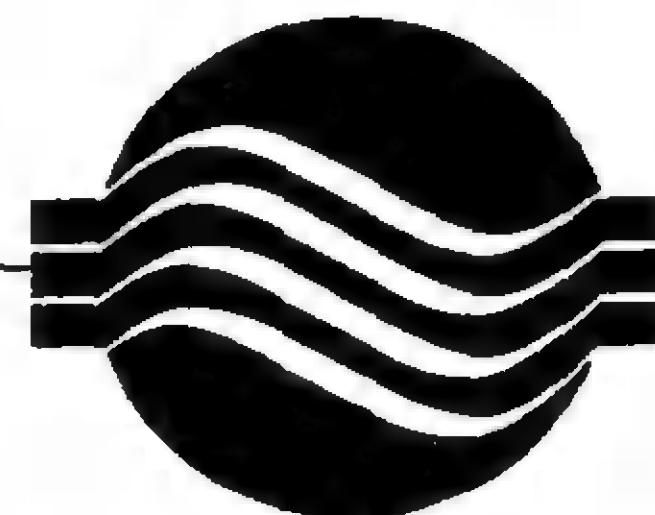
Les problèmes d'urbanisme ne peuvent pas, non plus, être ignorés dans le dossier d'implantation du Grand Stade.

La société d'économie mixte (SEM 92) qui a préparé, à la demande du conseil général des Hauts-de-Seine, la candidature de Nanterre accompagne d'ailleurs aujourd'hui son dossier d'un projet urbain : «Le Grand Stade doit faire partie d'un ensemble cohérent dans la ville.»

Christophe de Chenay

Lire la suite page 20 ainsi que l'article de Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux : «Deux conceptions de l'architecture».

(1) Le ministère des finances a même effectué 1,9 milliard de francs de prélèvements prévisionnels sur les bénéfices de l'EPAD en 1986, 1988 et 1991.



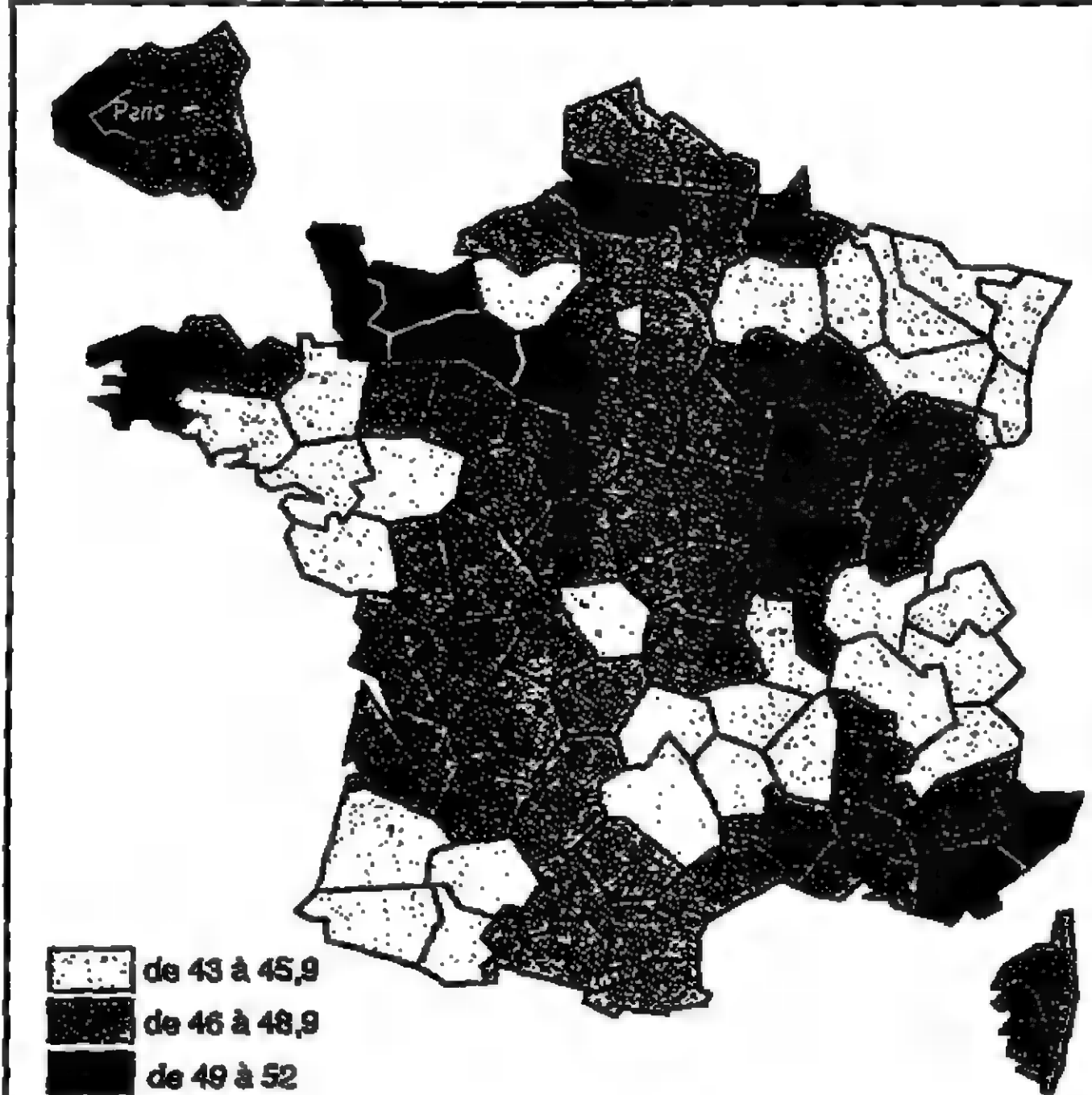
LYONNAISE  
DES EAUX  
DUMEZ

Un groupe mondial  
de construction et de services  
pour l'environnement.



## REPÈRES

## STATISTIQUES



## L'âge des conseillers municipaux

Les élus municipaux sont en moyenne, pour les départements de métropole, les plus jeunes représentants du peuple. Mais cette constatation n'est pas uniforme sur le territoire. La carte montre qu'il existe quelques différences entre la « jeunesse » des Pyrénées-Atlantiques (moyenne 43,6 ans) et les « notables » parisiens (52 ans).

(Source : Direction générale des collectivités locales)

## CONGRÈS DE L'AMF

## QUATRE ÉLUS POUR UN FAUTEUIL

Bataille de « vrais » et de « faux » ruraux pour la présidence de l'Association des maires de France

QUATRE élus vont se disputer la succession de Michel Giraud (RPR) à la tête de l'Association des maires de France (AMF). Le président sera élu à l'issue du 75<sup>e</sup> congrès, qui aura lieu à Paris du mardi 17 au jeudi 19 novembre. Les candidats ont en commun de n'être ni franciliens ni urbains, et d'administrer de toutes petites collectivités.

Est-ce un hasard ? Dans un pays qui compte 32 000 communes de moins de 2 000 habitants, le mode d'élection de l'AMF (« un maire, une voix ») avantage l'électorat rural. Celui-ci peut être tenté d'élire l'un de ses représentants. François Paour, premier magistrat de Saint-Bernard (872 habitants, Ain) et président de la Fédération nationale des maires ruraux, semble le mieux placé pour répondre à une aspiration catégorielle.

François Paour s'est

opposé, dans les années 70, à la loi Marcellin sur les fusions autoritaires de communes. Vingt ans plus tard, il milite toujours pour une libre adhésion à l'intercommunalité. Son programme tient en trois points : défense des communes, reconquête du territoire, aide aux maires. Bien qu'il soit proche de l'UDF, cet élu refuse les étiquettes politiques et ne revendique le soutien d'aucun parti.

Sa candidature semble avoir fait reculer Robert Poujade (RPR), maire de Dijon, que Michel Giraud avait, à maintes reprises, désigné comme son « dauphin » (le Monde daté 4-5 octobre). Le maire de la grande ville bourguignonne aurait, dit-on, risqué une défaite face à François Paour. Après son retrait, les présidents des associations départementales de droite de l'AMF ont désigné un candidat plus « rural » en la personne de

Jean-Paul Delevoeye (RPR), maire de Bapaume (3 500 habitants, Pas-de-Calais) et vice-président chargé de la commission des finances. Ils l'ont préféré à Roland Nungesser (RPR), francilien, et à Paul Girod (UDF), peu connu au sein de l'association.

## Le grand oral de Michel Charasse

Jean-Paul Delevoeye a été désigné par la « base » de l'AMF, ce qui lui procure une certaine « légitimité », affirme-t-il, et il bénéficie du soutien du président sortant. A la différence de François Paour, Jean-Paul Delevoeye n'est pas seulement maire. Il possède aussi un mandat de sénateur, ce qu'il juge « indispensable pour relayer les décisions de l'AMF au sein des instances parlementaires ». Enfin, tout en réclamant des mesures financières

pour les petites communes, il affiche des ambitions plus larges que le candidat rhodanais : « Le président de l'AMF ne peut être l'otage d'une seule catégorie de communes. Il doit au contraire rassembler. »

De la même façon, Michel Charasse (PS), maire de Puy-Guillaume (2 600 habitants, Puy-de-Dôme), sénateur et ancien ministre du budget, ne saurait représenter les seules communes rurales. Il revendique la paternité de toutes les réformes entreprises par son gouvernement, dans la mesure où il leur a accordé un feu vert budgétaire : dotation de solidarité urbaine, désindexation de la dotation globale de fonctionnement. « On me dira merci », promet-il. Généralement brillant à l'oral (le Monde daté 27-28 octobre 1991), cet élu totalisera-t-il plus de suffrages que les deux candidats de gauche présents en 1989 ? Robert Vigouroux et René Régnaud avaient obtenu 37,7 % de voix.

Le quatrième concurrent, Maxime Camuzat (PC), maire de Saint-Germain-du-Bois (5 000 habitants, Cher), entend « défendre l'institution communale contre la coopération et la logique de la concurrence ». En 1989, il avait obtenu 2,73 % de voix.

Rafaële Riva

## AGENDA

■ L'Île-de-France capitale économique de l'Europe ? - Un an après sa création, à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, le club Capitale économique organise, le 18 novembre au Palais des congrès à Paris, un colloque international : « Donnons à l'Europe sa capitale économique ». Une étude, réalisée par le BIPE (Bureau d'information et de prévision économiques), sur la place et le rôle de l'Île-de-France dans le développement économique, doit être présentée à cette occasion.

■ Renseignements : CCI de Paris, 27 avenue de Friedland, 75008 Paris. Tél. (01-1) 42-89-70-80.

■ Le pays bigouden en colloque. - L'université de Bretagne occidentale et l'Association de promotion du pays bigouden-Cap Sizun organisent, du jeudi 19 au samedi 21 novembre à Pont-l'Abbé (Finistère), des Rencontres économiques et culturelles sur le thème « Le pays bigouden à la croisée des chemins ». Ce colloque est placé sous le haut patronage de l'écrivain Pierre-Jakez Hélias, auteur du *Chenal d'Orgueil*.

■ Renseignements : Bernard Carou, au (01) 98-82-30-30 ou 98-87-14-42.

■ Aides et conseils aux entreprises. - Les deuxième rencontres nationales des aides et conseils aux entreprises d'Île-de-France auront lieu vendredi 20 novembre à l'hippodrome d'Evry. Organisé par l'Agence de développement économique et touristique de l'Essonne (ADETE), qui dépend du conseil général, ce forum doit per-

mettre aux responsables de PME-PMI d'Île-de-France de s'informer sur les différents types de soutien mis à leur disposition.

■ Renseignements : ADETE, 5-7 rue François-Truffaut, 91030 Evry Cedex. Tél. : (01-1) 69-91-08-29.

■ Forum économique des villes d'Île-de-France. - L'Association des maires ville et banlieue de France (AMVBF) organise, mardi 24 novembre à Saint-Quentin-en-Yvelines, le Forum économique des villes d'Île-de-France. Les maires de plusieurs communes importantes de la région débattront des atouts de leurs cités avec des représentants des partenaires publics ou privés. Christian Sauter, préfet de la région Île-de-France, devrait présenter les grandes orientations du schéma directeur.

■ Renseignements : AMVBF, 5 rue de 25-Juillet, 75001 Paris. Tél. (01-1) 42-61-44-47.

■ Villes moyennes et services économiques. - Jean-Pierre Brand (PC), maire de Montreuil (Seine-Saint-Denis), organise les deuxième Rencontres des services économiques des villes moyennes, dans sa commune, mardi 24 et mercredi 25 novembre. Ces rencontres, qui font intervenir des techniciens du développement économique, avaient eu lieu l'an dernier à Aubagne (Bouches-du-Rhône), où la municipalité est communiste. Les débats porteront sur l'intervention des services de développement économique dans un contexte de crise.

■ Renseignements au (01-1) 48-70-60-00.

■ Travailler et habiter à l'est

de Paris. - Le comité interprofessionnel du logement de Seine-Saint-Denis (OCIL 93) organise, le 25 novembre à Bobigny, une table ronde sur la situation du logement dans ce département « pour une nouvelle collaboration entre les entreprises et les collectivités locales ».

■ Renseignements : OCIL 93, 10, rue Hector-Berfioz, 93012 Bobigny Cedex. Tél. (01-1) 48-31-14-76.

■ Réforme comptable. - La Fondation pour la gestion des villes organise un séminaire de formation sur la réforme de la comptabilité communale, jeudi 26 novembre à Paris. Les intervenants, et notamment Hervé Chazeau, sous-directeur de la comptabilité publique, devraient rappeler les principales mesures de ce projet : primauté du classement par nature destinée à faciliter la lisibilité des comptes, amortissement obligatoire et constitution de provisions (le Monde daté 9-10 août).

■ Renseignements au (01-1) 42-56-39-70.

■ Minitel pour la ville. - A Villeurbanne, le serveur télématique de la ville est utilisé par les habitants comme tribune ; à Metz, il sert à la réservation de places de spectacle ; à Nantes, il facilite la recherche d'emploi. Les rencontres 92 de l'Observatoire des télécommunications dans la ville, jeudi 26 novembre à Issy-les-Moulineaux, devraient permettre d'échanger les expériences. Thème de la journée : « Collectivités locales et télécommunications : des méthodes efficaces pour réussir ».

■ Renseignements au (01-1)

42-61-61-91 et sur Minitel : 3615 TCL

■ Cultures et développement. - La culture n'est pas le plus développé des échanges entre la France et l'Afrique. Pourtant, les enjeux sont réels, ne serait-ce que dans le dialogue avec les communautés immigrées. L'association Culture et développement et l'Observatoire des politiques culturelles organisent un colloque sur le thème du dialogue Nord-Sud et du rôle des collectivités territoriales dans ce domaine, jeudi 26 et vendredi 27 novembre, à Marseille.

■ Renseignements : (01) 76-47-48-99 ou (01) 76-44-33-28.

■ Salons et expositions : une chance pour les villes et les régions. - Le parc des expositions de Paris-Nord-Villeneuve Gisors, le 30 novembre 1992, son douzième anniversaire. La société d'exploitation de ce parc et la Chambre de commerce et d'industrie de Paris organisent à cette occasion un colloque international sur le thème : « Salons professionnels et expositions : de nouvelles stratégies pour les entreprises, de nouvelles chances pour les villes et leurs régions ».

■ Renseignements : SEPEP/W, BP 60004, Paris Nord II, 95970, Roissy-Charles-de-Gaulle Cedex.

■ Nantes comme sujet de thèse. - Comme chaque année, la ville de Nantes délivre un prix de 20 000 francs à des étudiants qui souhaitent publier leur thèse. Universitaires, élèves d'architecture, de commerce, des beaux-arts peuvent concourir dans trois catégories : sciences humaines, médecine,

## PROPOS

## VILLES ET SPORTS.

« Sans les villes et les régions, le sport français est mort. C'est une situation très spécifique à la France et qui risque de poser quelques problèmes en 1993, où il faudra bien harmoniser les politiques sportives des différents États membres de la CEE ».

Jean-Marie Girault (UDF-PR), maire de Coen le Quotidien du maire du 4 novembre

## LITTÉRAL ET MÉCÉNAT.

« Le mécénat d'entreprise est vital pour le Conservatoire du littoral. En fait, ce sont nous qui permettons d'apporter un supplément d'âme à notre travail, de passer en quelque sorte de la nécessité au luxe. Nous pourrions nous contenter d'acquiescer des terrains, mais nous pourrions réaliser d'autres actions, telles que l'édition d'un atlas et une collection d'ouvrages photographiques sur la réhabilitation de zones ou bien une politique de recherche ».

François Letourneux, directeur du Conservatoire du littoral, les Echos du 10 novembre

## AGENTS TERRITORIAUX.

« Il est clair que nous ne pourrions pas absorber une augmentation des cotisations des agents territoriaux sans mettre à contribution les collectivités locales et les hôpitaux. C'est donc l'impôt local et la Sécurité sociale qui, en fin de compte, financeront cette hausse ».

Claude Domeizel, président de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), le Gazette des communes, des départements, des régions, du 2 novembre

cine, architecture et urbanisme, à condition de présenter un sujet en lien avec Nantes ou sa région. Les inscriptions seront closes le jeudi 31 décembre.

■ Renseignements : Nantes Atlantique développement, Tour Bretagne, 44047 Nantes cedex. Tél. (01) 40-41-55-28.

## NOMINATIONS

■ Jean-Pierre Dufay à l'IAURIF. - Jean-Pierre Dufay vient d'être nommé directeur général adjoint de l'institut d'aménage-

ment et d'urbanisme de la région Île-de-France (IAURIF). Pierre Pommellet, directeur du cabinet de Michel Giraud, président du conseil régional d'Île-de-France, reste directeur général de cet organisme chargé de la planification de la région.

(Jean-Pierre Dufay, âgé de trente-sept ans, est ancien élève de l'école polytechnique (1974) et de l'école nationale des ponts et chaussées. Chargé en 1979 du service de l'aménagement et de l'urbanisme à la direction départementale de l'équipement du département de l'Yonne, il a été détaché

en 1985 au Port autonome de Paris pour prendre successivement les fonctions de directeur de l'exploitation, puis, en 1990, celles de directeur de l'urbanisme et de l'aménagement.)

■ Jean-Marc Parmentier, secrétaire général de Tourcoing. - Jean-Marc Parmentier vient d'être nommé secrétaire général de la ville de Tourcoing (93 700 habitants, Nord), en remplacement de Boris Dornieu.

(Jean-Marc Parmentier est né le 22 avril 1951 à Long-la-Lille (Nord). Après une licence de droit public, il a obtenu l'école nationale de la santé publique de Rennes. En 1981, il devient inspecteur principal de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) du Nord. Après la décentralisation, il est détaché à la mairie de Lille, en qualité de directeur de l'action sociale. Il devient secrétaire général adjoint de cette ville, en 1986 et intègre la fonction publique territoriale avec le grade d'administrateur. En 1989, il est nommé secrétaire général adjoint au conseil général de Nord.)

## FORMATION

■ DESS des activités touristiques des collectivités. - L'université de Bourgogne a créé, à la rentrée 1992, un diplôme de troisième cycle (DESS) intitulé : « Gestion des activités touristiques des collectivités publiques ». Au programme : gestion, droit, histoire de l'art, marketing et communication. Il s'agit de la toute première formation universitaire « délocalisée » à Mison (Saône-et-Loire).

■ Renseignements : André Jacquemont, responsable du DESS à l'université de Bourgogne, Campus Montmoraud, Dijon. Tél. : (01) 80-39-54-35.

## COMMUNICATION

## Saint-Denis s'offre un hebdo

« Un magazine d'information locale. Pas un bulletin municipal », affirme Dominique Sanchez avec l'accent de faubourg qui convient au rédacteur en chef du *Journal de Saint-Denis*. Parmi ces confrères qui ont mis leur plume au service d'une collectivité locale, il n'est pas le seul à afficher cette ambition.

Seulement, son équipe et lui viennent de franchir une étape déterminante, en adoptant au début du mois de novembre une parution hebdomadaire. Un rythme, inhabituel pour ce genre de publications, qui permet de suivre effectivement l'actualité.

Les Dyonisiens devraient apprécier cet effort. A la différence de la plupart des départements français, la proche banlieue parisienne ne dispose pas de quotidiens régionaux dans leur formule habituelle, le *Parisien* n'ayant pas encore une implantation comparable à celle

des « grands » de la presse quotidienne régionale. « Informer est un service public », forte de ce précepte, la municipalité communiste s'est donnée les moyens de réaliser un journal complet. Le budget annuel s'élève à 6 millions de francs, les recettes publicitaires devraient correspondre à un quart de ce montant, espère le municipalité ; le *Journal de Saint-Denis* est diffusé gratuitement à 40 000 exemplaires.

Le soin apporté à la maquette de ces seize pages (avec l'aide du directeur artistique Jean Bayle), au format « berlinois » (comme par exemple le *Monde*) vise nettement les jeunes, très nombreux au nord de Paris. Mais le sommaire - actualités économiques locales, chronique sur l'histoire de la ville, pages sociales, culturelles - se veut suffisamment varié pour intéresser l'ensemble de la population. Comme n'y porte quel hebdomadaire de

France cette semaine-là, le premier numéro consacre quelques colonnes à la loi anti-tabac. Pour l'occasion, le point de vue d'un médecin du travail tient lieu d'éditorial. Le rituel message du maire n'entre pas dans le ton choisi par l'équipe du *Journal*.

Dominique Sanchez s'est fixé pour mission de mêler informations nationales et locales. Mais le pari n'a de sens que si ses lecteurs s'intéressent, d'abord, à la vie de leur cité. L'arrivée d'un journaliste chargé des sports, qui vient de rejoindre l'équipe de cinq rédacteurs professionnels, devrait y contribuer. Le mercredi, les 90 000 habitants de Saint-Denis vont pouvoir lire les résultats des matches du week-end et, peut-être, se retrouver ensemble derrière les équipes qui portent les couleurs de leur ville meeting-pot.

Martine Vaio

**ART FRANKY**  
SEPT PEINTRES DE LA NOUVELLE  
GÉNÉRATION DE SAINT-PETERSBOURG

**GARDANNE**  
DU 6 AU 25 NOVEMBRE 92  
Tél. 42 58 00 32

**VERS  
UNE SOCIÉTÉ  
SANS ÉTAT**

**LES BELLES LETTRES**  
416p 165F

**Saint-Denis s'offre un hebdo**

« Un magazine d'information locale. Pas un bulletin municipal », affirme Dominique Sanchez avec l'accent de faubourg qui convient au rédacteur en chef du *Journal de Saint-Denis*. Parmi ces confrères qui ont mis leur plume au service d'une collectivité locale, il n'est pas le seul à afficher cette ambition.

Seulement, son équipe et lui viennent de franchir une étape déterminante, en adoptant au début du mois de novembre une parution hebdomadaire. Un rythme, inhabituel pour ce genre de publications, qui permet de suivre effectivement l'actualité.

Les Dyonisiens devraient apprécier cet effort. A la différence de la plupart des départements français, la proche banlieue parisienne ne dispose pas de quotidiens régionaux dans leur formule habituelle, le *Parisien* n'ayant pas encore une implantation comparable à celle

des « grands » de la presse quotidienne régionale. « Informer est un service public », forte de ce précepte, la municipalité communiste s'est donnée les moyens de réaliser un journal complet. Le budget annuel s'élève à 6 millions de francs, les recettes publicitaires devraient correspondre à un quart de ce montant, espère le municipalité ; le *Journal de Saint-Denis* est diffusé gratuitement à 40 000 exemplaires.

Le soin apporté à la maquette de ces seize pages (avec l'aide du directeur artistique Jean Bayle), au format « berlinois » (comme par exemple le *Monde*) vise nettement les jeunes, très nombreux au nord de Paris. Mais le sommaire - actualités économiques locales, chronique sur l'histoire de la ville, pages sociales, culturelles - se veut suffisamment varié pour intéresser l'ensemble de la population. Comme n'y porte quel hebdomadaire de

France cette semaine-là, le premier numéro consacre quelques colonnes à la loi anti-tabac. Pour l'occasion, le point de vue d'un médecin du travail tient lieu d'éditorial. Le rituel message du maire n'entre pas dans le ton choisi par l'équipe du *Journal*.

Dominique Sanchez s'est fixé pour mission de mêler informations nationales et locales. Mais le pari n'a de sens que si ses lecteurs s'intéressent, d'abord, à la vie de leur cité. L'arrivée d'un journaliste chargé des sports, qui vient de rejoindre l'équipe de cinq rédacteurs professionnels, devrait y contribuer. Le mercredi, les 90 000 habitants de Saint-Denis vont pouvoir lire les résultats des matches du week-end et, peut-être, se retrouver ensemble derrière les équipes qui portent les couleurs de leur ville meeting-pot.

Martine Vaio

ACQUAINE  
LE MÉTRO B  
FAIT DU SUR

ARTE D'ÉCO  
HULHOUSE

L'ENGAGE  
TERRITOIRE



RÉGIONS

AQUITAINE

LE MÉTRO BORDELAIS FAIT DU SURPLACE

Le projet de doter l'agglomération d'un VAL piétine dans les arcanes politiques de la Communauté urbaine

Le métro bordelais serait-il condamné au surplace ? Depuis six ans que le dossier est ouvert, le chantier n'a pas commencé. Le tracé a été remanié à trois reprises et le site du dépôt atelier a été déplacé de la rive gauche à la rive droite de la Garonne. Pourtant, la capitale de l'Aquitaine souffre de l'absence d'un moyen de transport en site propre. Le projet proposé par la société Matra prévoit un métro automatique léger de type VAL. Partant des quartiers de la rive droite de Bordeaux, il devrait conduire à l'entrée du campus universitaire, au sud-ouest de l'agglomération. Il desservirait deux autres terminus : la préfecture, via la place des Quinconces, et la gare SNCF Saint-Jean, à partir de la place de la Victoire, qui est aussi un lieu de rendez-vous des étudiants au centre de la ville.

Les études engagées ont coûté 200 millions de francs, mais les rails sont toujours absents de la cité. Toulouse, la

ville rivale du Sud-Ouest, inaugurera au mois de juillet prochain un métro VAL dont les études ont été lancées en même temps qu'à Bordeaux.

Pourtant, les élus de la Communauté urbaine bordelaise (CUB), que préside Jacques Chaban-Delmas (RPR), ont multiplié les « votes historiques ». Paradoxalement, ces débats semblent avoir conduit à l'enlisement. Ainsi le dernier scrutin, vendredi 6 novembre, s'est-il soldé par un recours en justice émanant de Génération Ecologie et du PS, qui censurent la CUB avec le maire de Bordeaux (le Monde daté 8-9 novembre).

L'assemblée communautaire devait se prononcer sur une révision du tracé du métro de façon que le réseau desserve le campus universitaire. Mais 61 des 120 élus ont émis un vote négatif. Jacques Chaban-Delmas a cependant réussi à conserver deux voix d'avance (58 à 56) en faveur du métro, uniquement grâce à une confusion sémanti-

que. Cinq bulletins marqués « non » au lieu de « contre » ont été comptabilisés comme nuis. Inutile de préciser que l'opération a été menée au sein de la CUB une belle pagaille accompagnée d'épithètes malsonnantes.

Financer aussi les bus

Le scrutin du 6 novembre ne contribue donc pas à clarifier une situation déjà fort embrouillée. La déclaration d'utilité publique (DUP) signée le 23 octobre fait, elle aussi, l'objet d'un recours émanant d'une association de contribuables et chefs d'entreprise hostiles au métro. Ils remarquent que cette DUP concerne un tracé qui a été modifié depuis, sans nouvelle consultation de la population.

Mais les plus fortes interrogations concernent la capacité des collectivités locales à financer le projet. Il est évalué par l'administration communautaire

à 5,55 milliards de francs dans sa première phase, pour un réseau de 11,4 kilomètres, qui serait opérationnel en 2002. La totalité du réseau, qui ne sera livrée qu'en 2015, est évaluée à 8,44 milliards de francs. S'ajoutent à cette enveloppe les indispensables aménagements du réseau d'autobus.

A Bordeaux, comme dans d'autres agglomérations, près de 60 % des déplacements s'effectuent en voitures individuelles. Prisonniers des embouteillages, les bus ne roulent plus aux heures de pointe qu'à 8 kilomètres à l'heure. En conséquence le déficit d'exploitation se chiffre à 1 million de francs par jour.

Devant l'urgence, la CUB envisage donc d'investir 377 millions de francs pour créer 20 kilomètres de couloirs permettant aux bus de circuler en site propre. Jacques Chaban-Delmas et ses amis se montrent apaisants. Selon eux, ces investissements pour le métro et pour le bus sont compatibles avec une hausse « raisonnable » de la fiscalité. Ils tablent aussi sur des concours de l'Etat, du département de la Gironde et de la région Aquitaine.

Les socialistes, deuxième groupe politique de la CUB, ne sont pas du tout de cet avis. Ils estiment que la marche de manœuvre financière dont dispose l'agglomération ne lui permet pas, aujourd'hui, de lancer un tel chantier : « Nous allons

être frappés de plein fouet par la crise des activités aéronautiques et spatiales, qui constituent l'essentiel du bassin d'emplois. En outre, la CUB doit résoudre rapidement le problème du traitement des déchets ménagers et financer une cinquième pont sur la Garonne », plaide Michel Sainte-Marie, président du groupe socialiste et premier vice-président de la CUB.

Génération Ecologie, représentée par Noël Mamère (maire de Bègles), l'élu des Verts, Michel Duchêne, par ailleurs premier adjoint de Jacques Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux, le Parti communiste et le Front national développent, eux aussi, des arguments hostiles à un projet jugé démesuré. « L'affaire est cadrée de la manière la plus sérieuse financièrement et administrativement », jure quant à lui Jacques Chaban-Delmas.

Après sa « victoire » à la hussarde du 6 novembre, le maire de Bordeaux n'a toujours pas réussi à faire reposer son projet de métro VAL sur un « socle politique solide ». Il devra pourtant faire face à de nouvelles échéances. Avant de lancer le chantier, il lui faudra en effet obtenir un nouveau feu vert de l'assemblée communautaire pour la signature du contrat de concession.

de notre correspondant à Bordeaux  
Ginette de Marthas

RHÔNE-ALPES  
Morestel  
poursuit l'Etat

Le maire de Morestel, commune de l'Isère, n'est pas content. Théodore Durand (div. d.) se sent « berné », depuis que le gouvernement a décidé, en juin, l'arrêt du fonctionnement du surgénérat Superphénix et l'ouverture d'une nouvelle enquête d'utilité publique, suspendant ainsi les versements de la taxe professionnelle due par EDF. Il demande à la justice l'annulation d'emprunts contractés à une époque où lui étaient promises les recettes fiscales d'une centrale aujourd'hui stoppée. Ces sommes entraînent actuellement pour la commune un total d'annuités de 5,4 millions de francs s'ajoutant à 8 millions de francs de remboursements courants, sur un budget total de 30 millions. Morestel a cessé, depuis le mois de juillet, ses versements mensuels à la Caisse des dépôts et consignations et à la Caisse nationale de l'énergie. Le maire évoque la collégie, dont l'annuité de remboursement est passée de 1 million de francs à 3 millions de francs, avec la mise en place d'un prêt-relais qui entraîne des frais financiers inattendus.

de notre bureau régional à Lyon  
Gérard Buéty

ALSACE

CHARTRE D'ÉCOLOGIE A MULHOUSE

Le ministre de l'environnement encourage les villes à passer des contrats avec l'Etat

SÉGOLÈNE ROYAL, ministre de l'environnement, a signé le 14 octobre à Mulhouse une charte d'écologie urbaine et de qualité de la vie qui lie la ville et l'Etat. Une dizaine de chartes doivent prochainement être paraphées dans d'autres régions de l'Hexagone avec des villes qui acceptent d'être partenaires de l'Etat.

« Une valeur d'exemple, de modèle »

Dans la corbeille, le ministre apporte 130 millions de francs sur trois ans, pour un total de 198 millions à engager dans cinquante-deux opérations. Il s'agit notamment de favoriser la protection des ressources en eau, d'agir pour le respect ou la réhabilitation de l'environnement, d'améliorer le réseau des transports en commun et de créer un conservatoire botanique des

plantes rares. Jean-Marie Bockel (PS), maire de la ville, se plaît à souligner que « Mulhouse est l'un des premiers à signer ce type de charte ». Il souhaite que le contrat signé avec l'Etat permette de poursuivre cette politique. Plus concrètement le texte prévoit la construction d'une nouvelle usine d'incinération, l'insouciance des cantines scolaires et l'installation de bassins d'orages.

La charte, qui évoque plusieurs actions, vient couronner un important travail mené depuis plusieurs années par la municipalité de Mulhouse. « Cette première signature a valeur d'exemple, de modèle », souligne Ségolène Royal, en précisant que la charte de Mulhouse n'est en rien due à la complaisance, seuls ayant été pris en compte les critères d'excellence et de qualité du dossier présenté.

de notre correspondant à Mulhouse  
Bernard Lederer

LE TANGAGE DU TERRITOIRE

Suite de la page 17

Or, contrairement à ce que certains croient, la décentralisation implique une politique encore plus volontariste de l'Etat dans sa fonction de correction des déséquilibres et d'infériorisation des mécanismes spontanés de l'économie libérale. Sinon les régions riches et attractives - comme Rhône-Alpes, l'Alsace, l'Ile-de-France - continueront à caracoler en tête, tandis que la Lorraine se débattrait indéfiniment dans les affres de la reconversion sidérurgique et que le Limousin n'aurait même plus assez de vieillards pour pleurer sur la désertification. L'Etat a certes le devoir de laisser aux régions et aux villes prospères les coudées franches pour se développer, mais son devoir plus impérieux encore, sans verser dans l'assistance rétro, consiste à soutenir par des correctifs, des péréquations et des « différences d'avantages » (subventions, fiscalité), bref par une politique publique interventionniste, les zones les plus handicapées. La fameuse formule de Mirabeau reste, deux siècles plus tard, judicieuse : « Si l'Etat est fort il nous berce ; si il est faible, nous périssons ».

La période actuelle ne rend pas la tâche de l'Etat aisée. L'intégration européenne limite la latitude des gouvernements au nom de l'égalité de concurrence entre les Douze. Surtout, la crise économique rend étroites les marges de croissance et les emplois à redistribuer. Décentraliser les usines dans le marasme des affaires relève du pari osé.

On note même que certains industriels japonais installés dans l'Ouest commencent à rapatrier à Tokyo leurs actifs. Ce n'est pas une raison pour se contenter d'une politique qui, mis à part le transfert des services administratifs hors de la capitale - qu'on doit à Edith Cresson et à Michel Delabarre - reste étrangement étiquée. Six mois après son arrivée à Matignon, on se demande encore en quoi consiste, sur le fond, la doctrine de Pierre Bérégovoy sur la question. Dans l'immédiat, c'est la pulvérisation qui prime. L'aménagement du pays, les enjeux des villes solidaires de leur aire d'influence rurale, le rôle des collectivités locales sont éclatés entre six ministres au moins. Et le premier, lui, garde le silence.

François Grosrichard

Le Crédit local de France

Pour les élus locaux, une inauguration est toujours l'aboutissement d'un projet réalisé avec des partenaires techniques et financiers. Spécialisé dans le financement des équipements locaux, le Crédit local de France est le principal partenaire financier des régions, des départements, des communes et de tous ceux qui contribuent au développement de la vie locale.

Voici pourquoi bien des rubans coupés sont tissés avec le Crédit local de France

Les équipes régionales du Crédit local de France sont constituées d'experts et de praticiens imprégnés de gestion locale et attachés au devenir de la région dans laquelle ils vivent et pour laquelle ils travaillent. Ces équipes conseillent, proposent des prêts et réalisent des montages financiers pour répondre aux besoins de chaque collectivité locale, à la nature de chaque projet : transports collectifs, établissements sociaux, écoles, lycées, équipements pour la protection de l'environnement ou tout autre réalisation qui contribue à l'amélioration du cadre de vie de chacun. C'est pourquoi les collectivités locales considèrent le Crédit local de France comme un partenaire complet, un vrai.

Le tramway de Grenoble, deux grandes lignes à travers la ville.

CRÉDIT LOCAL de FRANCE  
GROUPE Caisse des Dépôts

Le financier du cadre de vie



## I L E D E F R A N C E

## L'AMÉNAGEMENT DU SECTEUR NANTERRE-LA DÉFENSE

## DEUX CONCEPTIONS DE L'ARCHITECTURE

Entre les équipes choisies par l'EPAD et celles du président des Hauts-de-Seine les divergences concernent la réhabilitation d'une ville de banlieue

On attendait l'EPAD, ce fut Charles Pasqua. En déviant le 30 octobre «son» projet de Grand Stade pour Nanterre, l'ancien ministre de l'Intérieur a montré qu'il gardait du territoire l'image d'une guerre de positions où les coups politiques peuvent se substituer aux études d'urbanisme (le Monde date 1-2 novembre). Le président RPR du conseil général des Hauts-de-Seine a en effet devancé la présentation du projet définitif de l'établissement public d'aménagement de la Défense. Projet sensible s'il en est, que l'implantation d'un stade de 60 000 ou 80 000 places ne peut que déséquilibrer.

A quelques mois des élections législatives, ce coup médiatique remet d'emblée sur le terrain politique un débat sur une opération d'urbanisme d'intérêt national, échappant en grande partie aux élus locaux. Le 1<sup>er</sup> août 1990, Michel Delebarre, alors ministre de l'Équipement, annonçait, dans la torpeur estivale, la décision de l'État de mettre en valeur les territoires situés à l'ouest de la Grande Arche. Mission Grand Axe, tel fut en trois mots l'objectif confié à l'EPAD, dont la durée de vie s'est ainsi vu accorder un nouveau suris de quinze ans. La décision surprit ceux qui pensaient l'aménagement de l'île-de-France engagé sur la voie d'un rééquilibrage est-ouest. Six mois plus tard fut prise la décision d'installer le Grand Stade à Melun-Sénart. La contre-offensive lancée par Charles Pasqua pour faire revenir le stade à Nanterre, appuyée par un double contre-projet auquel ont contribué, de façon passablement déroulante, les acteurs d'un jeu que l'on pensait calmé, conduit à remettre en perspective le projet actuel du Grand Axe.

C'est en 1956, époque des projets de rénovation de Paris, qu'a été décidé l'aménagement de la Défense, et en septembre 1958 que l'EPAD est né. Ceux qui l'ont porté sur les fonts baptismaux voyaient loin. Le périmètre envisagé n'a pas été modifié. Il allait de la Seine à la Seine, de Puteaux à Nanterre. Pendant longtemps, la «cité Défense» fut considérée comme le terminus «naturel» de l'axe historique. La construction de la Grande Arche, symbole d'ouverture, mais surtout la flamme des prix des bureaux, véritable incendie dans

les Hauts-de-Seine, ont bientôt incité les aménageurs à aller de l'avant, à poursuivre leur marche vers l'ouest, négligeant les déséquilibres que cela risquait d'induire en termes de logements, de transports, d'infrastructures publiques. Ainsi, jusqu'au lancement du concours de l'EPAD, l'établissement public se vit quasiment supplanté, avec la bénédiction de l'État, par une société privée, la SARI, conduite par Christian Pellerin.

**Charles Pasqua accepte tout si son stade est inséré dans un plan «cohérent»**

Aussi, l'architecture et l'urbanisme qui se sont développés immédiatement dans le «dés» de l'Arche sont-ils loin d'être à la hauteur de ceux, pourtant intenses, qui ont, en trente ans, façonné la Défense. De plus, au fil du temps, se sont posés à Nanterre, selon des logiques contradictoires, des barres de logements HLM, un équipement administratif, une université et une prison. Des lambeaux de tissu industriel subsistent vers la Seine. A quoi il faut ajouter les ouvrages d'art liés à la SNCF, au RER et aux autoroutes. Ce qui avait été un «simple» quartier d'affaires prolongement d'une ville historique, organisé à partir d'une voie triomphale, se heurte désormais à une forme qui lui est contraire : celle de la banlieue. L'EPAD s'est donné pour tâche de traiter le versant ouest de l'Arche aussi soigneusement que son versant est.

En octobre 1990, l'EPAD sélectionne dix équipes (sur cent candidats), dont elle paye le travail (400 000 francs chacune) pendant quatre mois. Le résultat des travaux appartient donc à l'établissement, qui peut en disposer. Le 10 juillet 1991, un jury, présidé par Jean-Eudes Roullier, choisit le lauréat : l'équipe Chemetov-Huidobro-Clément (C-H-C). Deux équipes sont déclarées second ex aequo, Buffi-Bobigas-Ayguavives-Bouchez (B-B-A-B), et Castro-Lamy-

Normier (C-L-N), équipes dont les projets sont associés au projet lauréat. Ce dernier doit faire la synthèse des propositions. C'est sans doute une erreur - la réunion d'architectes concurrents au sein d'un atelier paraît difficile. Une telle entreprise est pourtant tentée sous la férule de l'EPAD. Une année de travail se passe. Puis les équipes se séparent. Les ex aequo approchent vite à Chemetov-Huidobro-Clément d'avoir «pompé» le meilleur d'eux-mêmes.

Cette mauvaise humeur va leur permettre de ne pas avoir trop d'états d'âme quand le département des Hauts-de-Seine va leur demander de plancher sur l'implantation d'un grand stade à Nanterre. Étude qui écorne quelque peu le contrat signé avec l'EPAD, puisqu'ils «reflètent» ainsi discrètement leur projet refusé à Charles Pasqua, qui accepte tout ce qu'on veut du moment que son stade est inséré dans un plan «cohérent», signé par de brillants professionnels.

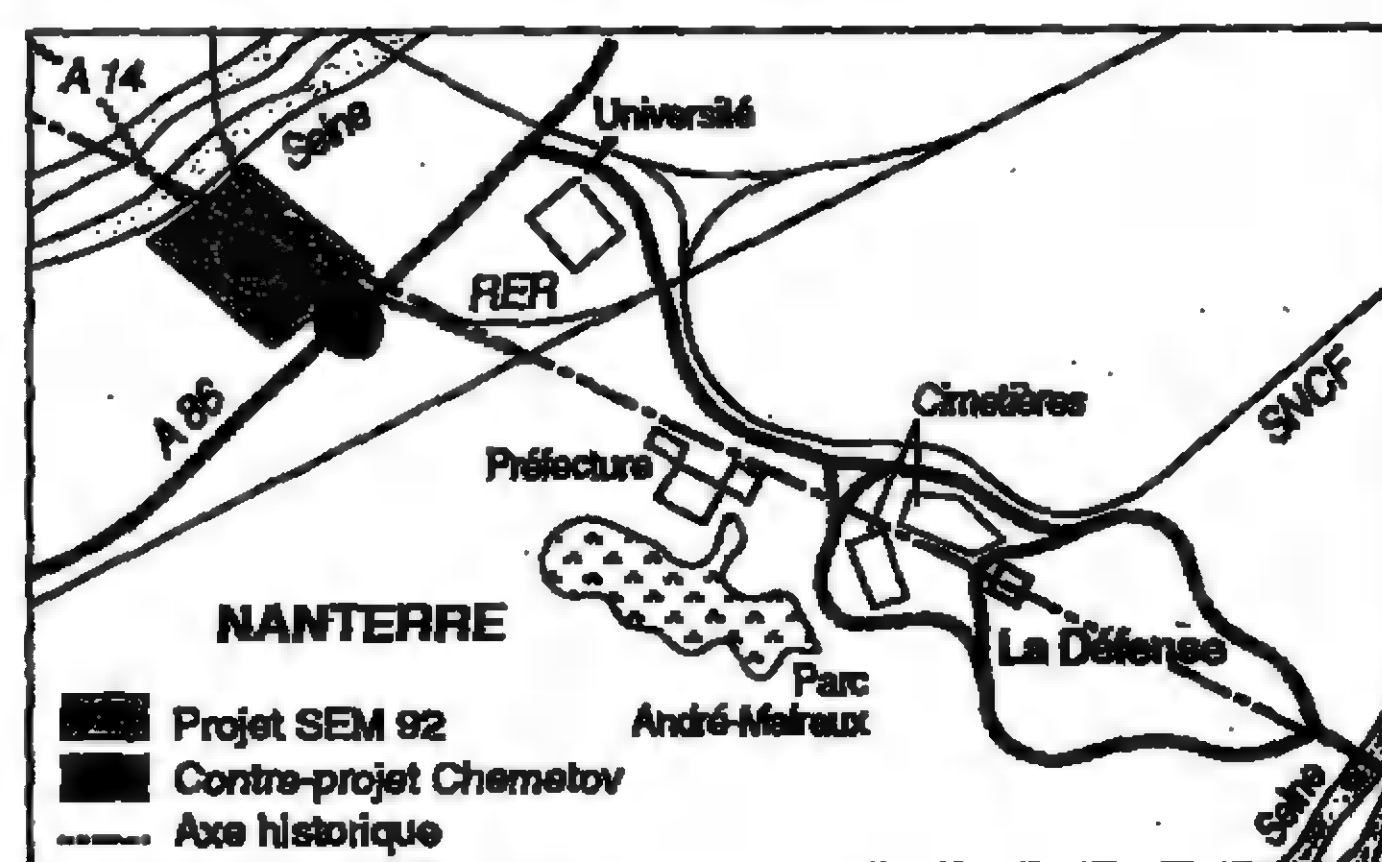
Dans les derniers jours du mois d'octobre, l'EPAD s'apprête à présenter son projet aux collectivités locales. Il retient des différentes solutions, et d'abord du projet primé, une grande percée rectiligne qui va de la Grande Arche à la hauteur de la préfecture. Là, une «rotule» permet la bifurcation de l'axe, qui va s'élargir pour engendrer un jardin et atterrir perpendiculairement à la Seine. Une bande de terre à 3 %, plantée, avalera l'autoroute A14, qui franchit le fleuve. L'essentiel de la circulation (A14 et A86, avec l'échangeur qui les lie) est enterré. La voirie de surface longe le nouvel axe. Des morceaux de nature sont inclus dans un espace nettement architecturé. Les viaducs actuels qui coupent Nanterre en deux sont déjà en cours de destruction. A leur place, une nouvelle avenue, ponctuée alternativement de jardins et de bâtiments, est destinée à rappeler qu'il s'agit d'un espace urbain, à l'échelle parisienne.

Pour combler les vides qui creusent l'espace entre les cités HLM, l'université et les bâtiments groupés autour de la préfecture, l'EPAD n'envisage qu'une solution : densifier. De quoi accueillir 30 000 habitants, et faire ainsi le pari que, dans

moins de vingt-cinq ans, il y aura ici un cœur de ville et non plus une banlieue mitée.

Trois nouveaux quartiers sortiraient donc de terre : celui de la gare TGV, une extension du quartier d'affaires, dont le financement n'est pas trouvé, le quartier «étudiant» autour de l'université et un quartier en bordure de Seine. De B-B-A-B, on a retenu une certaine dissymétrie entre les bords de l'axe (un versant planté, un versant construit, alternativement) et le côté plain-pied de l'ensemble.

De C-L-N, les transversales perpendiculaires à l'axe qui lient ce nouveau centre aux communes voisines, en dehors de la zone où travaille l'EPAD.



Au pied de l'Arche, les deux cimetières replantés à la française sont inclus dans une zone «paysagère» circulaire, ceinturée par une rocade. Une passerelle de plain-pied avec la dalle de la Défense passe au-dessus des jardins. L'EPAD attribue à cet espace réaménagé une triple fonction. Ce devrait être une ville-résidence (sans que l'EPAD ne se transforme pour autant en promoteur), avec un fort pôle culturel (à côté de l'université, des équipements culturels sont envisagés : un nouveau «Pleyel», un grand Zénith, des salles de cinéma et une «cité de l'image») et un centre service affaires.

Des options contestables, et d'ailleurs négociables, mais cohérentes. Or ce travail est de facto remis en cause par Charles Pasqua. Car sa proposition d'installer un grand stade à Nanterre se double, en effet, d'un projet d'urbanisme qui

remonte jusqu'à la Grande Arche. «Le Grand Axe arrive sur la Seine au bout de la ville de Nanterre», explique Jean-Pierre Buffi, seul représentant de B-B-A-B à se retrouver avec l'équipe C-L-N aux côtés du sénateur. Ce Grand Axe, matérialisé par un canal, doit resserrer les deux parties de la ville qu'il traverse. En arrivant au fleuve il doit se transformer en une sorte de belvédère, répondre aux terrasses de Saint-Germain.

Le stade, ultime jalon de l'axe, sera inclus dans ce belvédère. La nécessité du belvédère tient surtout au fait qu'il est impossible d'enfoncer le stade à proximité de la Seine et d'une nappe phréatique. Quelle forme aura ce fameux belvédère, dont la hauteur dépasse les 30 mètres (il y a un dénivelé de 40 mètres entre la Seine et le pied de l'Arche de la Défense)? Curieusement, la version présentée par Charles Pasqua lors de sa confé-

rence de presse diffère sensiblement de la maquette montrée par les architectes. Dans la première configuration, la butte qui avale autoroute et viaduc du RER ressemble plutôt à un cratère volcanique, en parti baigné par un lac artificiel. Le stade qui pourra être couvert par l'intermédiaire d'un toit de 300 mètres de hauteur - est modulable. Il peut se transformer en 67 000 m<sup>2</sup> d'espaces commerciaux. Sur les bords de la Seine, des cités lacustres sont prévues.

La seconde mouture concoctée par les architectes est moins fruste. Elle tient de la ziggourat mésopotamienne et de la pyramide aztèque : la base de ce belvédère sera un quadrilatère de 28 hectares (40 hectares avec les abords). La superficie du sommet sera d'une douzaine d'hectares. Le stade proprement dit occupera la moitié de cette zone. Pour le couvrir, une cou-

poie à structure métallique gonflable (comme un zeppelin) de 15 à 20 mètres de haut et dorée. Sur l'autre moitié du belvédère, pleine, un «signal» haut de 150 mètres. Le canal qui part de la Grande Arche entaillera profondément ce belvédère. Mais qui financera ce bizarre animal, mi-carpe sportive, mi-lapin commercial, dont la construction est estimée à 5 milliards de francs?

Comme un pur équipement sportif n'est pas rentable, à cet endroit le stade ne sera que le prétexte à un parc des expositions qui n'ose pas dire son nom : l'ampleur des parkings envisagés ne laisse aucun doute sur le sens de l'opération. Est-il pour autant interdit de loger à Nanterre Grand Stade et parc des expositions? Non. A condition qu'ils ne soient ni sur le Grand Axe ni en bordure de Seine.

L'EPAD a demandé à l'équipe C-H-C l'étude d'un stade de 70 000 places. C-H-C envisage de l'installer sur l'échangeur autoroutier, avec, en dessous, un parking de 3 000 places pour les autobus et une navette le reliant aux 25 000 places des parkings de la Défense. «Après 1992, la capacité de ce stade métallique pourrait être adaptée à la demande du marché», explique Paul Chemetov. Le coût d'un tel équipement est estimé à 1 milliard de francs (l'équivalent en béton revient à trois fois ce prix). Autre avantage, ici le terrain est déjà rentabilisé par la construction de l'échangeur.

Le projet défendu par le département des Hauts-de-Seine est désormais global, de la Grande Arche à la Seine. Deux logiques s'affrontent, une logique commerciale à court terme et, du côté de l'EPAD, une logique urbaine à moyen terme. La première permet de réaliser une opération «rentable». Mais, au lieu de reconstruire une banlieue en respectant sa personnalité, on aura une des entrées de ville comme on les refuse de plus en plus, pimentée de gadgets plus ou moins réalisables.

Tout cela importe peu au sénateur RPR, qui veut son stade-salon d'expositions, source de revenus supplémentaires pour un département déjà riche. Quant aux architectes, ils s'accrochent apparemment des impératifs de Charles Pasqua, du moment que l'essentiel, à leurs yeux, de leurs propositions est retenu.

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

## CONSEIL DE PARIS

## Modification du champ d'application du droit de préemption urbain

Par délibération du 28 septembre 1992, le conseil de Paris a institué, en application des dispositions de l'article L 211-4 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain «renforcé» sur les immeubles suivants situés dans le 18<sup>e</sup> arrondissement :

1. Immeuble 2, rue Cousson, 64, boulevard de Clichy.
2. Secteur «Marcadet-Poissonniers (extension)» comprenant les immeubles :
  - 14, rue Pierre-Budin ;
  - 16, rue Pierre-Budin ;
  - 18, rue Pierre-Budin.

En outre, les projets ayant motivé l'instauration du droit de préemption urbain renforcé ayant été pris en considération en exécution des articles L 111-3 et L 111-10 du code de l'urbanisme, il pourra être sursis à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation des opérations éditoriales concernant l'immeuble et le secteur précités.

Par ailleurs, les immeubles sis 25 et 27, rue Ordener à Paris-18<sup>e</sup> ont été supprimés de la liste des adresses des parcelles comprises dans le périmètre du secteur dit «Emile-Duployé» sur lequel le droit de préemption urbain «renforcé» a été institué par délibérations du Conseil de Paris des 29 février 1988, 10 juillet 1990 et 11 février 1991.

- De ce fait, le secteur en cause est constitué des parcelles suivantes :
- 6 à 10, rue Ernestine ;
  - 16, rue Ernestine (partie) ;
  - 18 à 28, rue Ernestine ;
  - 1 à 5, rue Marcadet ;
  - 9, rue Marcadet ;
  - 51-51 bis, rue Stephenson (partie) ;
  - 59 et 61, rue Stephenson ;
  - 3, rue Emile-Duployé (partie) ;
  - 5 à 33, rue Emile-Duployé ;
  - 4 à 10, rue Emile-Duployé ;
  - 14 à 30, rue Emile-Duployé ;
  - 36, rue Doudeauville (partie) ;
  - 38, rue Doudeauville (partie) ;
  - 40, rue Doudeauville (partie).

## UN STADE, UN AXE, UNE VILLE

Suite de la page 17

On tient à préciser à la SEM 92 que ce projet est antérieur à la candidature pour le Grand Stade : «Le conseil général s'est penché sur les problèmes de Nanterre dès 1990, en préparant la charte d'aménagement des Hauts-de-Seine. Nous avions alors pour objectif de réunifier la ville grâce à un jalon symbolique en bord de Seine. Il permettait de tisser une trame urbaine jusqu'au CNIT.» Le conseil général affirme qu'il prenait date pour participer à l'élaboration du futur schéma directeur d'île-de-France, car il ne veut pas que son rôle soit limité à une participation financière aux infrastructures. Il demande aussi à l'EPAD d'être consulté sur les projets d'aménagement. Pourtant, comme dans les autres départements, le conseil général n'a, selon les lois de décentralisation, aucune compétence en matière d'urbanisme.

La SEM 92 se dit prête à discuter du programme de logements prévu dans son projet «Paris de France» avec la municipalité de Nanterre. Celle-ci avait présenté en octobre 1990 un «projet de ville», et, en juin 1991, elle proposait la transformation des bords de Seine en un nouveau parc : deux études ont été associées les architectes Paul Chemetov et Jean

Nouvel. Une démarche cohérente pour cette ville de 87 000 habitants qui souffre des «cassures» provoquées par plusieurs grandes voies de communication.

Mais les deux opérations de la ville de Nanterre sont incluses dans le périmètre d'intérêt national, sur lequel seul l'établissement public a compétence d'urbanisme. Grâce à son droit de préemption, l'EPAD y a déjà acquis une partie de la zone où doit être réalisé l'aménagement de l'axe historique. Les terrains qui appartiennent à la SNCF et à la RATP feront l'objet d'échanges ou d'arrangements. Enfin, les expropriations nécessaires pour se rendre maître de la totalité du secteur seront rendues possibles par l'adoption d'une déclaration d'utilité publique par le conseil d'administration de l'EPAD.

## Négociations difficiles

L'établissement public est, selon la loi, le seul aménageur possible de l'axe historique qui constitue une partie importante de la commune de Nanterre. Le maire, Jacqueline Frayse-Cazalis (PC), proteste contre ce dessaisissement de compétences en matière d'urbanisme. Seules les municipalités qui constituent les

villes nouvelles sont dans cette situation exceptionnelle. L'EPAD, qui dispose des moyens de modifier le POS local, affirme cependant vouloir tenter de concilier, ZAC par ZAC, les grandes lignes de l'aménagement de l'axe avec les projets de la ville.

Ces négociations pourraient être difficiles. La municipalité de Nanterre, l'une des dernières détenues par le Parti communiste dans les Hauts-de-Seine, n'a pas intérêt à de profondes mutations sociologiques sur son territoire : «Il y a déjà 43 000 logements neufs inoccupés dans le département et 100 000 mètres carrés de bureaux vides à la Défense. Nous avons avant tout besoin de logements sociaux», explique Jacqueline Frayse-Cazalis. Nous avons été complètement tenus à l'écart de l'élaboration du projet «Un axe, une ville».

La ville de Nanterre n'avait pas vu d'un mauvais œil la relance par le conseil général du projet de Grand Stade, jusqu'à ce que l'aspect commercial, financier et immobilier de l'opération, autour d'un véritable parc d'expositions, ne la fasse réagir négativement.

Antoine Le Pors (rénovateur communiste), conseiller général des Hauts-de-Seine, regrette l'absence de la mairie de Nanterre dans le débat : «La municipalité aurait dû suivre l'élaboration des projets de l'EPAD pour être à même de faire des contre-propositions crédibles.» L'ancien ministre de Pierre Mauroy ne comprend pas comment les propositions du conseil général

ont pu être prises au sérieux : «L'axe historique n'est pas leur problème. Ils ont proposé à la hâte un projet d'aménagement, mais seule l'opération immobilière, financière et commerciale autour du Grand Stade les intéresse.»

La décision finale sur le Grand Stade doit être prise à Matignon, mais Michel Sapin aura lui aussi à se prononcer sur l'équilibre financier de l'opération. Le ministre de l'Économie et des finances, qui est un conseiller municipal actif et ambassadeur de Nanterre, rappelle qu'il avait soutenu le dossier présenté par l'EPAD il y a deux ans, quand la compétition entre plusieurs sites d'île-de-France était encore ouverte : «L'avenir de Nanterre passe par l'aménagement de l'axe historique. La ville a besoin d'un monument, comme le Grand Stade, qui réunifie l'ensemble des quartiers tournés vers la Défense, Colombes ou Rueil. Mais je ne suis pas favorable au projet du département, qui obscurcirait la perspective de l'axe. En plaçant le Grand Stade sur l'échangeur, comme le propose l'architecte Chemetov, on respecterait la logique d'aménagement du projet de l'EPAD.»

Avec ou sans le Grand Stade, que l'État n'a toujours pas l'intention de financer, l'aménagement de l'axe historique devrait donc rester une opération d'intérêt national et ne jamais être ce que le conseil général des Hauts-de-Seine a proposé, «une opération d'intérêt départemental».

Christophe de Chenay



صكنا من الاصل

HEURES LOCALES

ILE DE FRANCE

QUARTIER BONNE-NOUVELLE

PARIS REND SON CENTRE AUX PIÉTONS

Les élus du deuxième arrondissement tentent de sauver de l'asphyxie automobile l'un des plus anciens secteurs de la capitale

LES habitants du quartier Bonne-Nouvelle, dans le centre de Paris, vivent depuis le 22 octobre une aventure qui les surprend et les ravit. Après des mois de travaux fort gênants, ils peuvent comme de paisibles villageois cheminer autour de chez eux sans craindre d'être bousculés par les véhicules. Débarassés des voitures entassées, pavées de blanc, éclairées de candélabres Belle Époque, parfois même piquetées de quelques arbres, leurs vieilles rues sont transfigurées. Et pour tout le monde, riverains, commerçants et livreurs, le mieux vivre est revenu. Le petit miracle est le premier résultat d'une expérience tentée par les services municipaux sur quelques hectares de l'hyper-centre de la capitale. Un laboratoire urbain qui vaut le détour.

Juste au nord du Forum des Halles se dresse le quartier Bonne-Nouvelle, bloc compact d'immeubles séculaires qu'éclairait à peine un réseau de ruelles et de passages couverts dont le tracé et l'écartement datent du Moyen Âge. Négligent d'y porter la pioche, Haussmann, jadis, se contenta d'en décaler les confins en percant le boulevard de Sébastopol, la rue Réaumur, la rue du Louvre et la rue Étienne-Marcel.

Ici point de monuments historiques, mais un tissu serré de 575 boutiques, ateliers et entrepôts au-dessus desquels résident encore 7 600 Parisiens mécontents. Leur lieu de vie est en effet rongé par un certain nombre de maladies urbaines : encombrement automobile, livraisons tapageuses, poubelles débordantes, envahissement des étages par les vélos, de prostitution, prostitution, crasse généralisée. Le pittoresque de ce Zola au quotidien ne les amuse plus depuis longtemps. Et, depuis que la loi a donné en 1983 un maire à leur arrondissement, ils ont quelqu'un à qui adresser leurs récriminations.

Alain Dumait puis Benoîte Taffin (UDF-PR), leurs élus, ont d'abord essayé de limiter les dégâts. La très commerçante rue Montorgueil, par exemple, a été interdite à la circulation pendant le week-end. Il fallait aller plus loin et prendre le taureau par les cornes. D'où l'idée, lancée en 1986, de piétonniser le quartier, sur 20 hectares, et d'installer à sa périphérie un service collectif de réception des livraisons. A l'examen, ce remède de cheval s'est révélé inapplicable.

On a donc procédé par tâtonnements. Les élus ont commencé par écouter les habitants en les réunissant à maintes reprises, parfois même dans des

bistrot. « Nous avons une municipalité concertante », dit joliment un responsable d'association. Un institut a sondé les commerçants. Une consultation-concours a été lancée auprès des architectes. C'est Didier Drummond, trente-trois ans à l'époque, qui présenta le meilleur projet : limiter la circulation automobile, mais non l'interdire, réhabiliter les espaces publics, mais ne rien casser.

Alain Dumait résume ainsi l'affaire : « Ni le lobby des automobilistes, qui prétendait avoir tous les droits, ni les écologistes, qui voulaient interdire totalement la voiture, n'ont eu un parti rationnel. La véritable écologie urbaine consistait à trouver un nouvel équilibre dans l'occupation de la voie publique : moins pour les véhicules, davantage pour les hommes. C'était plus intéressant qu'un débat caricatural, mais plus difficile à réaliser ».

Principe numéro un : les artères ne sont accessibles aux voitures que par trois entrées, défendues par des bornes rétractables

Seul problème demeuré insoluble : motos et scooters se moquent de tout cela, sillonnent les rues à une vitesse accrue et ramènent insécurité et nuisance.

En novembre 1988, Jacques Chirac et le Conseil de Paris acceptaient le principe de l'expérience. Une grande première pour la capitale, qui ne connaissait jusque-là que le tout auto ou le tout piéton. Et comme personne n'avait de solution toute faite, architecte, élus et fonctionnaires des services bouclèrent leurs bagages pour aller glaner en province (notamment dans le cinquième arrondissement de Lyon) et à l'étranger des bouts de savoir-faire. Au retour, on amassa prudemment une petite rue pour tester la formule. Enfin, un programme de travaux fut lancé. Le quartier serait transformé en trois tranches successives de 1991 à 1994.

Le premier secteur a été visité par Jacques Chirac au mois d'octobre, mais non inauguré. Il s'étend sur une superficie de 8 hectares et englobe une demi-douzaine de rues, de passages et d'impasses. Principe premier : les artères ne sont

accessibles aux voitures que par trois entrées, défendues par des bornes rétractables. Pour qu'elles s'effacent, il faut montrer patte blanche, autrement dit introduire une carte magnétique dans un lecteur. Seuls les résidents, les conducteurs disposant d'un parking et les livreurs la possèdent.

Oukase numéro deux : nul n'a le droit de rouler à plus de 30 km/h et de stationner sur la chaussée plus d'une demi-heure, le temps de déposer la grand-mère ou des marchandises. Règlement numéro trois : les livraisons ne sont autorisées que de 5 heures à 10 heures et de 13 h 30 à 15 h 30, et encore pour des camions de moyen encombrement. Conséquences : dans les rues désormais dégagées, les piétons ont retrouvé le plaisir de cheminer sans encombre et sans péril. Quant aux livreurs, ils disent gagner un temps précieux. Seul problème demeuré insoluble : motos et scooters se moquent de tout cela, sillonnent les rues à une

vitesse accrue et ramènent insécurité et nuisances.

La régulation du trafic auto n'aurait pas suffi à transformer l'ambiance du quartier. Il fallait aussi refaire entièrement la voie publique. D'abord en sous-sol pour renforcer et moderniser les réseaux : égouts, eau, gaz, électricité, téléphone, câble-télé, etc. Là, une occasion a été manquée, puisqu'on n'a pas prévu de gaines techniques qui soient communes à plusieurs services n'ont pas été prévues. Les habitants continueront donc à vivre l'enfer des tranchées successives.

Toutes les surfaces publiques ont reçu un nouveau revêtement. Fin l'asphalte noir et crevassé, place aux petits pavés en marbre de Carrare disposés par des paveurs inspirés. Didier Drummond, l'architecte, a inventé un nouveau caniveau, en grès du Tarn, qui se cache sous la bordure du trottoir et conduit l'eau vers les égouts par des regards métalliques amovibles. Même par temps de pluie, les promeneurs qui descendent

sur la chaussée ont les pieds au sec. Les vilains lampadaires de façade ont été remplacés par des réverbères, soixante arbres égayeront les rues, et des bancs s'offriront au repos du flâneur. Les étalages des commerçants comme les terrasses des cafés sont strictement limités. Le plan d'occupation des sols a été modifié pour interdire la création de nouveaux parkings ainsi que toute transformation d'appartement en local d'activité ou en bureau. Enfin, les propriétaires ont été fermement conviés à ravalier les façades.

Un quartier ainsi transformé doit être géré. Un PC, réservé aux personnels de la préfecture de police, contrôle, par caméras et interphones, toutes les entrées de véhicules. Des patrouilles d'illotiers assurent le respect du nouveau règlement. La propriété est surveillée par des inspecteurs municipaux qui effectuent leurs rondes nuit et jour.

Un local d'information et de distribution des cartes magnétiques est tenu par des hôtesses. Elles y ont accueilli 7 000 visiteurs en un an. Au total une centaine de fonctionnaires, en uniforme bleu foncé pour les policiers, bleu perle pour les contrôleurs du stationnement, vert pour les inspecteurs municipaux, sont spécialement affectés au quartier.

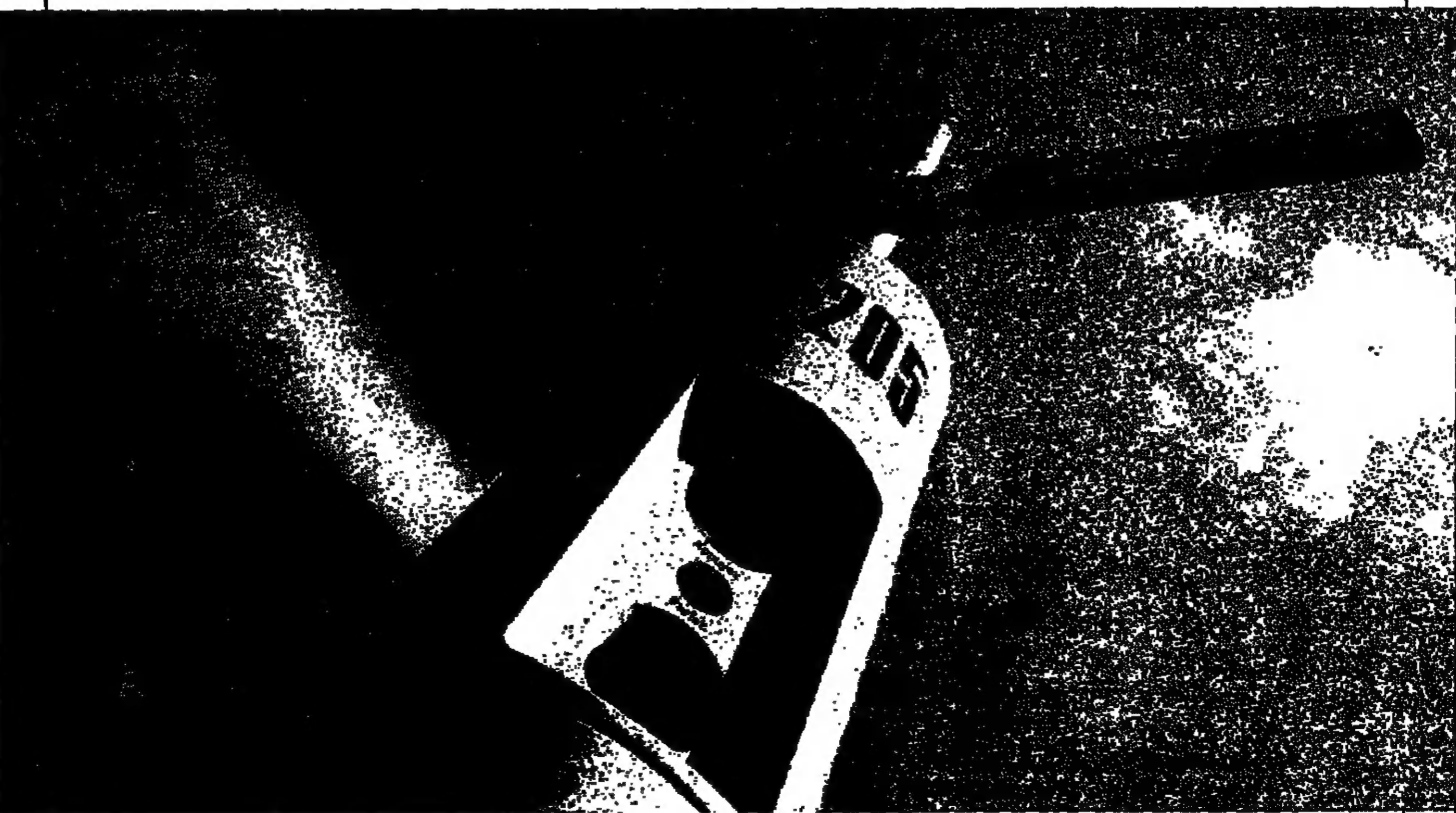
Quelques semaines après l'inauguration de la première tranche, les réactions sont favorables. Pour des négociants le chiffre d'affaires est en baisse, pour d'autres en hausse. Robert Aron Mizrahi, vice-président de l'association Bien vivre à Montorgueil, est ravi : « C'est tout à fait ce que nous demandions. Nous attendons avec impatience que l'ensemble des 20 hectares soient traités ».

Déjà, les curieux arrivent. Des responsables municipaux de Tokyo, d'Amsterdam mais aussi de Lille, de Quimper et de Toulouse ont visité l'espace laboratoire. Ils ont appris que le devis des travaux, fixé à moins de 100 millions de francs au départ, atteint maintenant 144 millions. Est-ce trop cher pour reconquérir 20 hectares de tissu urbain ? Les touristes, en tout cas, attirés par l'insolite coulée blanche des rues, n'en demandent pas tant et s'esbaudissent.

Bien des surprises sont encore à venir dans ce quartier désormais en mutation. Que deviendra, par exemple, la célèbre rue Saint-Denis, l'une des artères les plus chaudes de la capitale, lorsque, à son tour, en 1994, elle sera réhabilitée et patrouillée ? Dans une vraie ville, le vice et la vertu ont toujours cohabité.

Marc Ambroise-Rendu

Nous avons mis des distributeurs à secours dans nos gares. En cas d'urgence, appuyez sur le bouton.



390 bornes d'appel d'urgence en Ile-de-France.

130 gares équipées.

250 gares fin 1993.

Cet objet bizarre, jaune et gris, surmonté d'un petit panneau alarme, est en fait un distributeur à secours destiné à vous aider si vous êtes en difficulté. Il vous suffit d'appuyer

sur le bouton rouge. Automatiquement, un opérateur SNCF est averti. Vous lui parlez, il peut alors prendre les mesures appropriées pour vous venir en aide. Le

personnel de la gare est simultanément avisé par l'opérateur. Fin 1993, 750 bornes d'appel d'urgence seront mises au service des voyageurs en Ile-de-France.

La sécurité avec les trains d'Ile-de-France.



SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

SEINE-SAINT-DENIS Renforcer la sécurité urbaine

Quatre communes de Seine-Saint-Denis (Aulnay-sous-Bois, Montreuil, Les Pavillons-sous-Bois et Saint-Denis) ont signé avec le préfet un projet local de sécurité. Les maires s'engagent à prendre en charge des tâches administratives (délivrance des cartes d'identité et des passeports) et à assurer la surveillance des écoles et des squares par des policiers municipaux. Du son côté, l'Etat assure qu'il va procéder au renforcement des effectifs de la police nationale.

La ville d'Aulnay-sous-Bois va ainsi recruter cinq agents supplémentaires et engager des animateurs de quartier. A Saint-Denis, on prévoit l'embauche d'animateurs sportifs et de seize gardes de l'environnement. La ville de Montreuil se propose de mettre un réseau informatique au service de la police nationale. Aux Pavillons-sous-Bois, on va former des chômeurs pour assurer les entrées et sorties des écoles et recruter deux policiers municipaux.

VAL-D'OISE Auvers-sur-Oise sans chlore

Première à Auvers-sur-Oise : dans quelques semaines, les six mille habitants de cette commune du Val-d'Oise vivront une expérience inédite. Contrairement à Van Gogh, le peintre qui a peint l'église et la mairie, les habitants boiront de l'eau. Mais une eau fabriquée spécialement à leur intention par l'usine du Syndicat des eaux d'Ile-de-France, située juste à côté, à Méry-sur-Oise. Les chercheurs de la Générale des eaux ont mis au point une membrane polymère qui permet de retenir tous les éléments organiques de l'eau par « nanofiltration » et de la distribuer ensuite sans adjonction de chlore. Le syndicat a choisi Auvers-sur-Oise pour cette expérience, car la proximité de l'usine de production permet d'isoler complètement le réseau d'adduction d'eau, et donc de surveiller étroitement la qualité du produit distribué. Les Auversois bénéficieront ainsi d'une eau adoucie (moins de calcaire) et meilleure au goût, puisque sans chlore.



## BRETAGNE

Plante carnivore  
contre bulldozers  
à Quimper

Une plante carnivore, pas plus grande qu'une pièce de 1 franc, est parvenue à arrêter des bulldozers à Quimper. La municipalité de cette ville a fait entreprendre des travaux de terrassement pour de futures installations d'enseignement supérieur. Sur une tourbière se niche la drosera, une plante protégée, dont la particularité est d'être carnivore, sans toutefois que son appétit dépasse l'ingestion de minuscules insectes. L'affaire est partie de la création d'un Atlas des plantes rares du massif armoricain, une initiative du Conservatoire national botanique du Stang-Alard à Brest. Cent cinquante botanistes ont entrepris des recherches, et, au mois de juin, un « explorateur » a découvert la drosera à Quimper. Saisie par la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB), la mairie a fait arrêter les travaux, et la petite plante a eu les honneurs d'un débat présidé par le préfet du Finistère. Une solution est à l'étude pour maintenir cette drosera dans son cadre naturel tout en poursuivant les travaux. Pour le directeur du Conservatoire botanique, Daniel Melengre, la protection de cette plante va au-delà du maintien des espèces rares. Elle met en lumière la nécessité de conserver les tourbières qui, telles des sponges, alimentent progressivement les nappes, empêchant l'eau de se perdre.

## BOURGOGNE

Auxerre augmente  
le nombre  
de ses étudiants

Jean-Pierre Soisson (majorité présidentielle), maire d'Auxerre, et ministre de l'Agriculture, assure qu'il faut « tirer la ville vers le haut ». Avec cet objectif, il privilégie depuis plusieurs années le développement de l'enseignement supérieur. Après l'ouverture de classes de mathématiques supérieures, de mathématiques spéciales et de techniciens supérieurs, un institut universitaire de technologie (IUT) doit accueillir, à la rentrée de 1993, une soixantaine d'étudiants en techniques de commercialisation. D'autres départements compléteront cet établissement, qui, à terme, devrait compter près de 800 élèves. Les travaux du futur institut vont débuter prochainement dans la plaine des Isles, une zone située au nord de la ville. Cette réalisation coûtera plus de 17 millions de francs.

## LANGUEDOC-ROUSSILLON

Une station  
pour recycler  
les coquilles  
d'huitres

La station de lagunage de Méze, dans l'Hérault, a trouvé une solution aux odeurs pestilentielles dues aux milliers de tonnes de déchets d'huitres, régulièrement déversées dans des décharges autour de l'étang de Thau. Grâce à un procédé qu'elle vient de mettre au point, elle propose de recueillir ces coquilles sur un site unique où, concassées et mélangées à d'autres déchets végétaux, elles permettraient d'obtenir un compost d'excellente qualité. Ce projet a reçu l'aval de la préfecture. La nouvelle station de valorisation des déchets conchylicoles pourrait, dans un an, traiter à Méze les 22 000 tonnes de déchets de 800 producteurs locaux. Les professionnels devront cependant s'acquitter d'une taxe de collecte à définir par le nouveau syndicat intercommunal à vocation unique rassemblant élus et conchyliculteurs de la région.

de nos correspondants :  
Gabriel Simon,  
Vincent Roussel  
et Jacques Monin

STATUT DE L'ÉLU :  
TOUJOURS L'ATTENTE

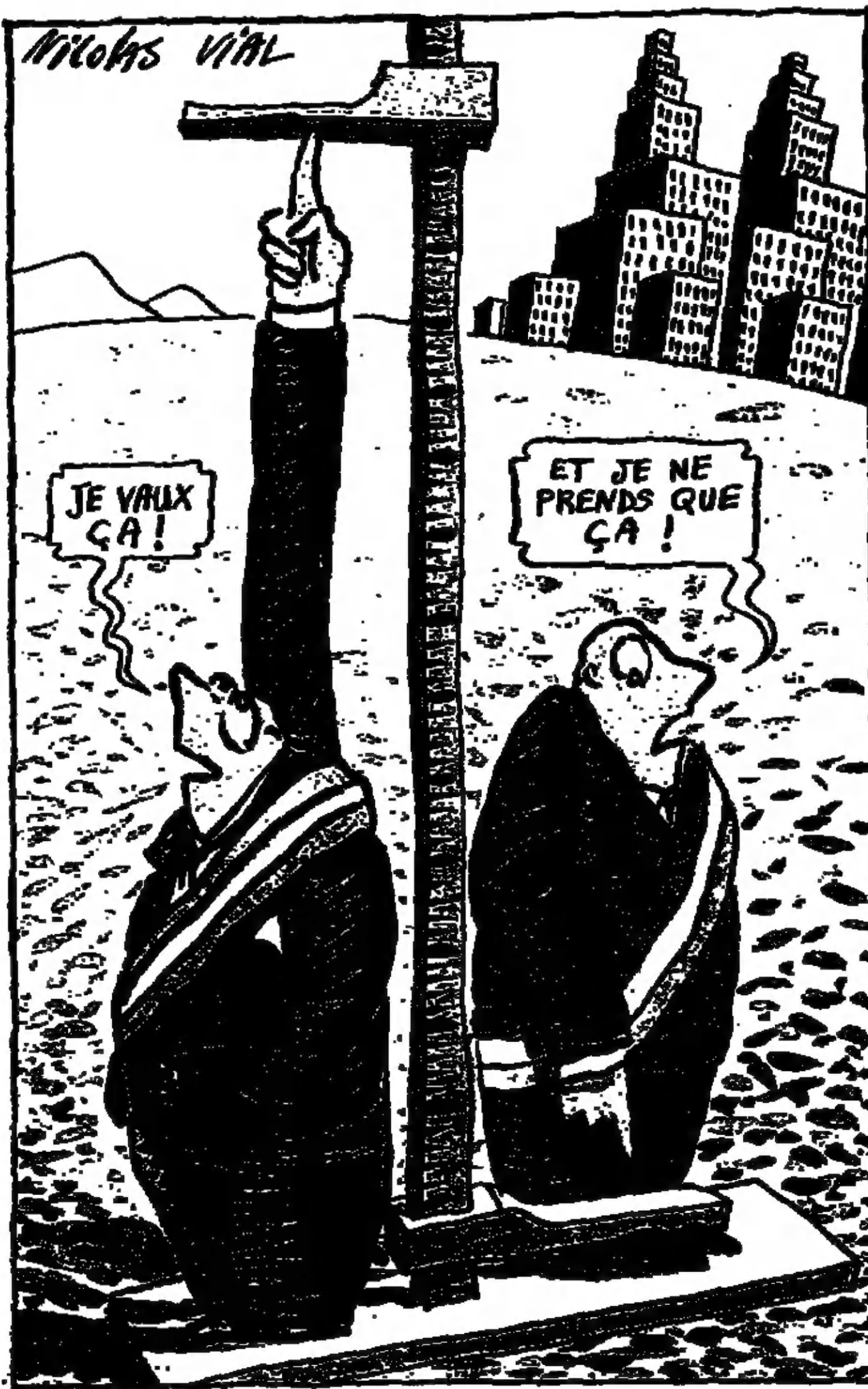
Maires, conseillers généraux et régionaux  
ne profitent pas encore de leurs nouveaux droits

CERTAINS s'impatientent. Le serpent de mer que constituait la création d'un « statut de l'élu », attendu depuis plus de dix ans par quelque 550 000 conseillers municipaux, généraux et régionaux, semblait vaincu, depuis que le gouvernement d'Edith Cresson avait décidé de soumettre un projet de loi au Parlement (le Monde daté 21-22 octobre 1991). Le coup de grâce paraissait avoir été donné lorsque le groupe socialiste avait voté, le 3 février 1992 sur les « conditions d'exercice des mandats locaux ». Or, près de dix mois plus tard, la plupart des nouveaux droits qui ont été accordés aux élus, en matière d'autorisations d'absence, de formation ou de retraite, ne sont toujours pas en vigueur, faute de décrets d'application.

Seul s'applique le dispositif le plus « restrictif » de la loi : la stricte réglementation des indemnités devant contribuer à la moralisation de la vie politique. Depuis les élections cantonales et régionales du mois de mars, les rapports des élus locaux et de l'argent sont encadrés. Cette transparence n'est pas nouvelle pour les maires qui, déjà, devaient se référer à des barèmes nationaux pour leurs indemnités. En revanche, elle change les mœurs des conseillers généraux et régionaux.

Les élus locaux  
ne savent toujours  
pas quelle fraction  
de leur traitement  
sera imposable

Auparavant, ces élus se voyaient verser les défraielements des dépenses qu'ils étaient censés engager pour leur mandat (frais de déplacement, de séjour, manque à gagner professionnel). Cette autonomie avait donné lieu à des abus, et, surtout, à de gigantesques différences de traitement entre collectivités riches ou déshéritées, telles que les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis, et collectivités pauvres ou vertueuses, telles que la Lozère ou la Corréze. Des écarts parfois démesurés existaient aussi entre conseillers généraux « de base » et vice-présidents ayant délégation de l'exécutif. Le fossé s'est comblé, puisque la loi prévoit une



majoration de seulement 40 % pour ces derniers.

Il existe aujourd'hui quatre barèmes, établis par strates démographiques, pour les maires, les adjoints, les conseillers généraux et les conseillers régionaux. Présidents et vice-présidents d'établissements publics de coopération intercommunale attendent les leurs. Il existe, en outre, un plafond pour le cumul des indemnités, qui ne peut dépasser 44 229 francs par mois, soit une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire.

Le traitement des maires a été réévalué. Leurs indemnités vont de 2 500 F à 23 500 F brut, au lieu de 1 500 à 19 500 F. Le régime des adjoints représente environ la moitié de ces sommes. Néanmoins, chez ces élus, l'en-

thousiasme n'est pas de mise. Dans les quelque 28 000 communes qui comptent moins de mille habitants, les maires, qui hésitaient déjà à se verser les indemnités auxquelles ils pouvaient prétendre, osent encore moins les augmenter (lire ci-contre). Pour aider les communes les plus petites - moins de 500 habitants - à mandater ce qui constitue, en principe, une dépense « obligatoire », le gouvernement a prévu une dotation de 250 millions de francs dans le projet de loi de finances pour 1993 (le Monde daté 4-5 octobre). Il lui faudra ensuite publier un décret pour répartir cette somme, en fonction des potentiels fiscaux.

Les maires de communes de plus de mille habitants ne crient pas victoire parce qu'ils attendent

le deuxième volet du dispositif indemnitaire : la fiscalisation. Le gouvernement avait prévu d'imposer, en partie, et de façon autonome, les indemnités qui, auparavant, constituaient de simples remboursements de frais. Or les élus locaux ne savent toujours pas quelle fraction de leur traitement sera imposable, et à quel taux. Aucun élément ne figure dans le projet de loi de finances. En attendant de connaître les incidences de la fiscalisation sur les revenus des élus, les assemblées délibérantes ont souvent hésité à voter les taux plafonds des nouveaux barèmes, préférant garder l'équivalent des régimes antérieurs. Le coût de la réforme indemnitaire, évalué pendant la discussion parlementaire à 1,3 milliard de francs, devrait être bien inférieur à cette somme en 1992.

La loi du 3 février a l'ambition d'ouvrir plus largement l'accès des fonctions électives à toutes les catégories de citoyens, et notamment aux salariés du secteur privé, sous-représentés par rapport aux retraités, aux fonctionnaires, aux agriculteurs et à ceux qui exercent des professions libérales.

Alors que les  
fonctions électives  
deviennent de plus en  
plus complexes, la loi  
offre une avancée  
modeste en matière  
de formation

Actuellement, les élus travaillant dans une entreprise ne peuvent quitter leur poste que pour participer aux séances plénières et aux réunions de commission du conseil municipal, général ou régional. Comme ils consacrent, en outre, beaucoup de temps à l'administration des établissements de coopération intercommunale, la loi leur permet d'aller aux réunions de ces organismes, ainsi que des sociétés d'économie mixte. Mais, faute de décret, les employeurs ne sont pas encore tenus d'appliquer ces mesures.

Il en va de même pour le crédit d'heures (entre 24 et 39 heures par mois) dont les élus devraient disposer, à leur discrétion, pour leur travail hors séances officielles. Les salariés attendent, enfin, que ce nouveau régime soit protégé par de nouvelles garanties : maintien des droits sociaux, renforcement des protections contre les sanctions disciplinaires, droit à la réinsertion à l'issue du mandat.

Alors que les fonctions électives deviennent de plus en plus complexes, la loi offre une avancée modeste en matière de formation. Elle reconnaît à tous les élus, y compris ceux de l'opposition, le droit de suivre un stage de six jours par mandat. Les frais de formation, de déplacement et de séjour seront remboursables par la collectivité, les pertes de revenu partiellement compensées. Mais ces dispositions ne s'appliqueront qu'après la création d'un conseil national chargé de définir les orientations générales de la formation des élus locaux et de donner un avis préalable sur les demandes d'agrément présentées par certains organismes.

La loi entendait améliorer les droits à la retraite des élus locaux. Ceux qui interrompent leur activité professionnelle pour se consacrer à l'exercice de leur mandat et qui n'acquiescent plus de droits à pension seront affiliés à l'assurance vieillesse de la Sécurité sociale. Un décret doit encore établir le montant de leur cotisation, qui sera prélevée sur leurs indemnités.

En matière de retraite, il existe déjà une petite innovation : tous les élus sans exception, dès lors qu'ils perçoivent une indemnité de fonction, sont désormais affiliés à l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (IRCANTEC). Les pensions servies par cet organisme sont, pour l'heure, scandalueusement faibles. Il n'est pas rare qu'après trente ans de mandat les maires de petites communes soient récompensés de leur dévouement par une allocation de 250 F par mois. La barre devrait être redressée grâce à la hausse

des indemnités et celle, consécutive, des cotisations.

De plus, certains maires, adjoints, conseillers généraux et régionaux pourront se constituer une retraite « par rente », ou par capitalisation. Ce système, qui concernerait 60 000 à 150 000 personnes, a l'avantage de n'être pas lié au nombre de cotisants, mais aux sommes placées.

Pour qu'il voie le jour, il faut que le gouvernement publie un décret précisant le montage juridique du régime. Or les pouvoirs publics hésitent encore entre un système mutualiste, qui aurait l'avantage de mieux associer les élus à sa gestion, selon le secrétaire d'Etat aux collectivités locales, et un régime fondé sur le code des assurances, qui aurait la préférence du ministère du budget. Les élus attendent que Matignon tranche.

Rafaële Riva

Conseillers  
généraux  
« au mérite »

Benjamin du conseil général de la Marne, Philippe Michelot (RPR), trente-trois ans, consacre une vingtaine d'heures par semaine à son mandat. Encore ces horaires sont-ils élastiques, pendant les cinq semaines annuelles de session budgétaire. Le reste de l'année, il participe aux différentes réunions d'aide sociale qui concernent son canton, situé au nord de Châlons. Le soir, il représente le conseil général au sein de très nombreux organismes : collège, maison de retraite, hôpital... Il se doit aussi d'assister aux multiples fêtes et cérémonies qu'organisent les maires : assemblées des anciens combattants, inaugurations de bâtiments officiels.

Philippe Michelot répond favorablement aux invitations que lui adressent responsables de clubs sportifs, notables et dirigeants locaux. Le réseau de relations qu'entretient l'homme politique n'est d'ailleurs pas sans intérêt pour l'homme d'affaires qu'il est puisqu'il gère une petite entreprise de moules. Vice-président de la même commission chargée du développement, de l'innovation et du transfert de technologie, il passe, enfin, une bonne partie de son temps à se documenter sur le tri, la récupération et la valorisation des déchets.

Avec l'application de la loi sur le statut de l'élu, l'enveloppe consacrée aux conseillers généraux dans la Marne a augmenté de 20 %. « Ce sont surtout les conseillers de base qui en ont profité », assure Philippe Michelot, qui dit gagner 10 000 F par mois, au lieu de 6 500 F précédemment. Plus transparent, le régime indemnitaire des élus reste, toutefois, complexe.

Pour les « inciter à la présence », le président du conseil général, Albert Vachon (UDF), a instauré un système de rémunération au mérite. Celui-ci comprend une partie fixe, précédemment indexée « sur le traitement des juges du tribunal de deuxième catégorie », ce qui n'autorisait guère de folles, et qui a été remplacée par un barème national. Le traitement comprend en outre une partie variable, calculée en fonction des vacations effectuées : 406 F la demi-journée, la double pour la journée.

C'est cette partie variable qui creusait l'écart entre conseillers majoritaires appelés à représenter le conseil général au sein de nombreux organismes, et conseillers de base, membres de l'opposition, notamment. Le secrétaire général de la préfecture veille à ce qu'elle n'entraîne pas de « courses aux vacances », et que les taux-plafonds prévus par la loi ne soient pas dépassés.

de notre envoyée spéciale  
à Châlons-sur-Marne  
R. R.

## Revenus variables pour les ruraux

Ils habitent tous deux au cœur de l'Oise, dans des communes minuscules, à peine trois cents habitants, et pas une entreprise. Dévoués, ces maires le sont autant l'un que l'autre. Pourtant, ces deux hommes, issus de deux générations différentes, ne gèrent pas leurs bourgs de façon semblable.

Joël Charton, maire de Plainval, sur le plateau picard, est un professeur de mathématiques d'une quarantaine d'années. Cet ancien militant socialiste, passé par le syndicalisme, a choisi, lors de son élection en 1981, de taxer les propriétaires terriens et de doubler l'impôt sur le foncier non bâti. Des décisions qui lui permettent de procurer des recettes à sa commune et de faire construire une mairie-salle des fêtes.

Lorsque la loi le permet, il améliore les indemnités des élus. En avril 1992, le conseil municipal vote les taux-plafonds : 2 400 F pour le maire, et 974 F pour les trois adjoints ; en tout, 63 000 F sur un budget de 600 000 F. « Nous n'avons pas de scrupules, car nous le méritons bien », estime le maire. Jean-Marie Candelot, lui-même agriculteur et premier magistrat

de Grandvillers-au-Bois, commune distante de 15 kilomètres, n'apprécie pas du tout la politique de son voisin. Chez lui, l'imposition de l'hectare s'élève à 300 F, la moitié de ce que lève Joël Charton. « Aujourd'hui, paysans et salariés sont touchés par la crise. Moi, je connais tous les habitants de ma commune, et je fais payer les mêmes impôts », affirme ce sexagénaire réélu depuis des lustres sans équivoque, et plutôt conservateur.

Un véritable  
capharnaüm

Sa mairie est un véritable capharnaüm où s'entassent d'anciennes tables d'écoliers, des piles de livres d'enfants en attente de bibliothèques, une douzaine de chaises de paille destinées aux conseillers municipaux. Malgré les nouveaux statuts, Jean-Marie Candelot continue de percevoir les mêmes indemnités que par le passé : 1 500 F par mois, qu'il reverse à la collectivité. « Ma commune n'a pas de ressources. Alors, je ne risque pas de m'augmenter. »

Ces deux élus consacrent une trentaine d'heures par

semaine à leur fonction. Joignables à tout moment, ils règlent souvent les problèmes de voisinage. Tout en bougonnant contre ceux qui le prennent pour « le garde-champêtre ou le confesseur », Jean-Marie Candelot n'hésite pas à courir après des chiens errants ou à faire la conversation aux administrés les plus bavards. Joël Charton parle volontiers de ce qu'il considère comme la « nouvelle mission des maires ruraux » : animer la commune. Il organise tournois de football et parties de pêche, réunit les habitants pour leur parler du tiers-monde, et parraine un village roumain.

L'hiver, les deux maires grimpent sur un tracteur pour dégager la route bloquée par la neige. L'été, ils tondent les pelouses publiques. Ils remplissent les demandes d'aide sociale ou de retraite. Surtout, ils consacrent de longues heures à la gestion des multiples syndicats intercommunaux auxquels leur commune adhère : eau, électricité, enlèvement des ordures, regroupement pédagogique.

de notre envoyée spéciale  
à Plainval (Oise)  
R. R.



HEURES LOCALES

REGARDS

Portrait

Christine Jean : la passion de la Loire

De la danseuse, Christine Jean a la sveltesse, la grâce et la séduction. Et l'énergie vitale aussi, qui fait d'elle une infatigable activiste lorsqu'elle se lance dans une entreprise. Responsable du projet Loire du Fonds mondial pour la nature (WWF) (1) depuis plus de deux ans, elle passe son temps dans sa vieille Renault 4L à courir les routes des bords de Loire ou dans le TGV Atlantique pour quelque réunion à Paris. Heureusement, son quartier général est basé dans son appartement du vieux Nantes, où elle s'occupe aussi de ses deux petites filles et retrouve son mari urbaniste.

Christine Jean n'a pas toujours eu la bougeotte. Née à Nantes il y a trente-cinq ans, elle a fait toutes ses études dans sa ville natale. Jusqu'à sa maîtrise de biologie animale à la faculté des sciences, Christine Jean n'a pratiquement jamais quitté le cocon familial, sauf pour de courts voyages (Etats-Unis, Algérie) ou des compétitions sportives (saut en hauteur, volley-ball).

Saut dans l'inconnu

Et soudain, en 1978, c'est le saut dans l'inconnu. Elle part pour l'agro de Nancy, puis pour l'institut européen d'écologie de Metz, dirigé par Jean-Marie Pelt, où elle dissèque des carabes pendant un an pour un DEA sur la « typologie des prairies lorraines ». Au laboratoire d'hydrobiologie de la faculté des sciences de Metz, elle fait un DESS sur « les impacts écologiques des aménagements industriels et urbains », avec comme étude de cas l'installation d'une usine de batteries à Sarreguemines.

Sa vocation, toutefois, elle la découvre avec une association bretonne de protection de la nature, la SEPNE, et l'un de ses militants les plus actifs, Jean-Claude Demare, professeur de sciences naturelles à l'université et aujourd'hui adjoint à l'environnement à la mairie de Nantes. Après la fondation de Loire Vivante, en 1986, Christine Jean est embauchée par le WWF pour assurer la coordina-

tion du projet. Celui-ci consiste à lutter contre le programme de barrages prévu par l'établissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents (EPALA), présidé par Jean Royer, maire de Tours.

« Out, Loire Vivante est une machine anti-EPALA », dit-elle. Mais ça ne suffit pas. Il faut proposer des solutions alternatives. »

Voilà pourquoi Christine Jean ne s'enferme pas dans le refus pur et simple des barrages. « J'ai des convictions, mais pas de principes. Je ne suis pas dogmatique. » Elle participe donc aux réunions organisées par le préfet, en présence des représentants de l'EPALA. Elle défend le point de vue des associations en argumentant à la fois sur le fond (la conservation d'une Loire presque sauvage) et sur la forme (l'absence de démocratie dans les décisions). Elle accepte même la proposition du ministre de l'environnement, Brice Lalonde à l'époque, de faire une étude alternative pour l'aménagement de la Loire.

« On ne refuse pas 350 000 francs qui peuvent aider à trouver des solutions écologiquement satisfaisantes », répond-elle aux Verts qui lui reprochent ses « compromissions ».

Elle refuse aussi de se concentrer exclusivement sur la lutte contre le barrage de Serre-de-la-Fère, en Haute-Loire. « Ce serait une erreur d'en faire un nouveau Plogoff », dit-elle. EDF n'a pas fait Plogoff, mais a construit les autres centrales nucléaires. Nous ne voulons pas que l'EPALA construise ses autres barrages. La réouverture du dossier de faisabilité du barrage de Chambonchard, sur la Cher, lui donne aujourd'hui raison. Et l'attribution du prix Goldman de l'environnement (80 000 dollars), en avril dernier, lui confère la reconnaissance internationale — et les moyens — pour continuer son combat.

Roger Cans

(1) World Wildlife Fund (WWF) ou Fonds mondial pour la nature, dont le siège est à Gland (Suisse).

Livres

EN FLANANT DANS LA CAPITALE

GUIDE LITTÉRAIRE DES MONUMENTS DE PARIS de Christine Ausseur. Ed. Hermé, 192 p., 110 F.

Dictionnaire des monuments de Paris sous la direction de Jean Colson et Marie-Christine Louroa. Ed. Hervas, 920 p., 1 000 ill., 1 150 F.

GUIDE TO THE ARCHITECTURE OF PARIS de Norman White. Charles Scribner's Sons, Macmillan Publ. Company (866, 11th St., New York, NY 10022), 460 p., 25 \$.

« Paris change mais rien dans ma mélancolie. N'a bougé! palais neufs, échafaudages, blocs. Vieux faubourgs, tout pour moi devient allégorie. Et mes chers souvenirs sont plus lourds que des rocs ».

C'EST Charles Baudelaire qui s'exprime ainsi dans ses *Tableaux parisiens*, parus en 1861. On est alors en plein cœur du grand œuvre du préfet Haussmann, qui a pris ses fonctions en 1853. Paris est l'objet d'une monumentale entreprise urbaine et architecturale, qui donnera sa splendeur et sa clarté à la capitale. Mais, en faisant table rase d'un nombre impressionnant de quartiers anciens, d'églises « inoubliables », de palais et d'hôtels mal situés pour leur malheur sur le trajet des nouveaux axes, cette entreprise plonge aussi nombre d'habitants dans l'inquiétude, le désespoir, le spleen. La situation est extraite d'un ouvrage de Christine Ausseur, le *Guide littéraire des monuments de Paris*.

Limitée à quelques édifices phares, du Louvre à la tour Eiffel, ce guide pourrait constituer la préface et presque l'explication du dictionnaire, lui-même « monumental », que les éditions Hervas ont consacré aux monuments de Paris, et qui a été rédigé par une quarantaine d'auteurs sous la direction de Jean Colson et de Marie-Christine Louroa. Entre l'indignation et l'émervaillement, la nostalgie et l'idéalisme, ce type d'ouvrage a

ceci de précieux qu'il marque un moment dans l'histoire d'une ville.

Jaques Hillairet et son fameux *Dictionnaire historique des rues de Paris* avait, si l'on peut dire, ouvert la voie il y a trente ans. Depuis, les ouvrages sur Paris, fragment par fragment (tel édifice, tout quartier), se sont multipliés, tout autant que les guides. Il manquait une synthèse de ce que notre fin de siècle estime devoir aimer avec ce qu'elle croit être son objectivité. Les cicatrices haussmanniennes se sont refermées, les effets des rénovations d'avant et d'après la deuxième guerre mondiale ont abouti à une image de la capitale à la fois remarquablement préservée pour certains de ses anciens quartiers et singulièrement contrastée là où les effets conjugués de la spéculation et de l'utopie urbaine ont conduit les architectes et les ingénieurs à jouer aux cubes, aux barres et aux tours. Et puis, dotée d'un maire, Paris s'est enfermée dans son périmètre, comme une repère administratif pour une ville qui a perdu, depuis 1930, près du tiers de ses habitants, mais dont les banlieues, pauvres ou chics, ont cru à proportion.

Expliquer les règles du jeu

A l'exception de l'étrange herméneutique que constitue hors les murs, c'est à cette cité bouillie par le « péril » que les auteurs du dictionnaire se sont donc attaqués. Et les voici sur tous les fronts : d'une boulangerie de la rue Jean-Nicot ou de la rue Popincourt au parc des Princes ou à l'Opéra. On y trouve le centre de ces postes-taux de la rue d'Alger, un portail du passage Courtois, le monument à Léon Serpollet, le Palais de la femme et celui des congrès, le Louvre, la tour Eiffel, l'ancien Centre technique de l'aluminium, réaménagé en 1986 pour Nouvelles Frontières... Et c'est sans doute là que le bât blesse. Le dictionnaire est incontestablement riche et ouvert, il rassemble un nombre considérable d'informations souvent difficiles à retrouver, notamment en

ce qui concerne le patrimoine récent. Il s'autorise en revanche des incursions critiques extrêmement inégales par leur pertinence, leur courage, et souvent inutiles, tandis qu'un certain nombre d'édifices sont préservés de toute forme de jugement. Ainsi, tandis que le Palais des congrès ou le bâtiment de Nouvelles Frontières, authentiquement défiguré, échappent à toute forme de sévérité raisonnable, on voit poindre ici et là des énoncements de vieux patriciens sur des points de détail qui se voient qualifiés d'interventions « d'un goût douteux ».

Ce que l'on attend donc pour les prochaines éditions du *Dictionnaire des monuments de Paris*, c'est une définition préalable du goût, de ce qui est bien ou mal, de ce qui peut ou ne peut pas se faire aux yeux des surveillants du patrimoine français, inspecteurs des monuments historiques ou architectes des bâtiments de France. Il serait précieux d'indiquer tant aux rédacteurs des notices qu'au lecteur, si l'on est sur le terrain de l'agacement et de la légèreté ou, comme c'est heureusement le cas de la majorité des rubriques à caractère historique, sur celui de l'étude. Il est désormais essentiel de comprendre sur quoi se fondent les critères de jugement, et que certains de ces critères a priori subjectifs sont en fait fondés sur un savant dosage de culture et de technique, d'ouverture d'esprit et de capacité de résistance, de conscience de l'histoire et d'évaluation des besoins actuels ou futurs. Il est essentiel d'expliquer ces règles du jeu qui font qu'un bâtiment — ou bien une boutique, une fontaine, etc. — est susceptible de faire un monument digne de figurer dans notre dictionnaire ou d'être protégé par l'Etat.

Il n'est pas facile de se promener dans Paris avec ce pavé de plus de neuf cents pages, et tout le monde ne parle pas français. Aussi faut-il signaler la parution du premier guide de Paris architectural en langue anglaise qui concerne, comme le dictionnaire précité, aussi bien le patrimoine historique que les édifices contemporains. Les cartes en sont peu claires, les étoiles, type Michelin ou Guide Bleu, elles aussi subjectives, mais ce *Guide to the Architecture of Paris*, réalisé par Norman White, se révèle un compagnon pratique, utile et fidèle, y compris pour le plus parisien des promeneurs de Paris.

Frédéric Edelmann

Courrier

A la suite de la publication dans le Monde daté 25-26 octobre, du point de vue de Christian Gerondeau sur l'importance de la voiture particulière pour les déplacements des banlieusards, plusieurs lecteurs ont manifesté leur désaccord.

Des transports en commun rapides

M. Gerondeau préconise que l'essentiel des efforts d'investissement soit effectué en faveur de l'automobile plutôt que pour les transports en commun. L'exemple d'une ville comme Toulouse plaide exactement pour une conception inverse. La construction du métro, l'aménagement semi-piétonnier du centre-ville, la modernisation du parc des autobus vont dans le sens d'un très grand progrès.

Cela permet l'amélioration de la rapidité, du confort et de la sécurité des transports en commun qui, en nombre de personnes, continuent à représenter la majorité des mouvements urbains radicaux. Et de restituer aux habitants leur espace naturel d'évolution.

Quoi qu'en puisse dire M. Gerondeau, l'avenir n'est pas au retour à l'anarchie de la voiture individuelle emparant de nos trottoirs et de nos squares, mais aux services rapides, fréquents, non pollués reliés sans doute à des parkings commodes partout où l'automobile continue à être nécessaire.

F.L. MATHIEU

Toulouse

Faciliter les rencontres entre citadins

Bien qu'étayé par des enquêtes récentes (commandées par l'Union routière de France) pour les besoins de la cause, le raisonnement est le même, linéaire et impératif : la finalité des transports est avant tout de réduire les durées de trajet des usagers... Donc la quasi-totalité de l'accroissement des besoins de transport dans les années à venir sera assurée par l'automobile : conséquence, la construction d'ouvrages routiers s'appuyant sur cette analyse objective des besoins futurs, est non seulement indispensable, mais, de plus, conforme aux exigences de la démocratie.

Donner au transport urbain comme finalité de réduire les durées de trajet est un peu réducteur. La finalité des transports est de permettre aux citadins de se rencontrer, de se réunir pour leurs multiples activités avec le minimum d'inconfort et de pénibilité.

MICHEL BIGEY

Nantes

Des rues parkings

Usager du bus, je dois attendre que la voiture en stationnement gênant, dans le couloir de bus, daigne dégager le passage... Arrivé chez moi, soit effectivement 55 minutes après mon départ du bureau, je dois déployer des trésors de flexibilité pour ondoyer entre les voitures en stationnement. Ma rue est devenue un parking : les gamins doivent céder aux voitures ce terrain de jeu privilégié, car leur « aire réservée » a été reconverte en toilettes pour chiens... Que les partisans de la voiture comme M. Gerondeau se rassurent. Au rythme où l'on investit pour les transports en commun, les automobilistes ne sont pas près d'abandonner leur véhicule...

CHRISTOPHE RICHARD

Sevigny-sur-Orge

Débat

LE LYCÉE, CERVEAU DE LA RÉGION

par Jean-Pierre Raffarin

QUELLE est la communauté de base de la région? Est-ce la commune ou le département? Probablement ni l'un ni l'autre. La commune s'accroche d'abord à son « pays », puis à son département. Pour elle, la région paraît parfois lointaine, notamment en milieu rural. Le département, lui, cultive son indépendance en se situant dans des structures régionales et européennes. Ainsi la région ne peut se résumer, ni se réduire, à la somme de « ses » départements.

La région doit chercher ailleurs ses structures fondatrices. L'analyse de la décentralisation, dans son bilan comme dans son avenir, conduit à désigner les lycées comme fondations de la région. Le bilan est expressif. Dans toutes les régions de France, le pourcentage du budget réservé à l'éducation constitue la part majoritaire. De 1986 à 1992, l'investissement des conseils régionaux pour les lycées s'est élevé à plus de 40 milliards de francs!

L'effort n'est pas seulement quantitatif. L'architecture, notamment, est entrée dans l'éducation, permettant ainsi de grands progrès qualitatifs. Le livre de Jacques Gagnier (1) recense les multiples innovations qui ont transformé les lycées en villages, arènes ou théâtres. Doucement et sûrement la qualité de la vie pénètre dans les lycées.

Pour l'avenir ce succès doit être prolongé. A une époque où chacun reconnaît que toute démarche de développement doit être fondée sur « la fertilisation de la matière grise », le lycée peut devenir un levier du progrès, une « maison de l'intelligence ».

Sur ce chemin, la communauté lycéenne s'ouvrira encore davantage à son environnement. En maillant le territoire, le lycée devient d'abord un pôle de développement économique. L'établissement Marcel-Das-

saut à Rochefort est un précurseur. Son ouverture sur les professions aéronautiques et ses équipements technologiques perfectionnés ont su attirer une entreprise américaine qui a choisi ce « voisinage éducatif » pour s'installer.

Dans les bassins d'industrie traditionnelle, le lycée participe à la reconversion dans les zones rurales il contribue à l'animation. C'est le centre de la qualification du territoire, c'est souvent aussi la dernière digue contre l'exode, signe de l'extrême pauvreté.

Par ses spécialisations, le lycée est alors au cœur de nombreux pôles d'excellence sur le territoire régional. Filières bois, métiers de la mécanique, centres touristiques, pôles de communication... les exemples de lycées fédérateurs des professionnels sont nombreux.

Des pôles de création

Sur le plan culturel également les lycées peuvent devenir de véritables pôles de création et de diffusion. Les politiques culturelles régionales gagneront en qualité et en efficacité en s'appuyant davantage sur les établissements du secondaire.

Ainsi le lycée devient le cerveau du développement régional. Pour accélérer cette orientation, trois principes peuvent être concrètement déclinés.

■ Affirmer l'identité de chaque établissement. — La conscience de l'identité est un préalable à la mobilisation. L'initiative prise en Poitou-Charentes de créer une « Télévision des lycéens » avec l'actif concours de France 3 va dans ce sens. Il s'agit d'aider les lycéens à faire connaître leurs initiatives en permettant l'expression des acteurs. Progressivement l'identité de chaque lycée apparaît.

■ Appliquer la subsidiarité au lycée. — La

région doit en effet déléguer une grande part de ses pouvoirs aux lycées. C'est par une plus grande responsabilisation, dans chaque établissement, que se développera l'esprit d'ouverture, comme le souhaitait le rapport Lesourme (2) demandé par René Monory. La décentralisation régionale a besoin, sur ce plan, d'être complétée par une déconcentration de l'Etat dans l'académie. Aujourd'hui les chefs d'établissement sont prêts.

■ Animer le réseau des lycées. — Avec près de deux cents lycées, une région moyenne peut structurer son espace économique et culturel. La mise en réseau des Centres de documentation et d'information (CDI), le développement des télécommunications interactives, les rencontres et échanges réguliers entre les partenaires éducatifs... tout cela doit permettre une meilleure circulation des expériences et des innovations. Le réseau est la seule voie qui permette simultanément d'agir proche et de voir loin, de rester dans son environnement mais d'ouvrir ses horizons.

Parce qu'il conjugue intelligence et espace, le lycée est la vraie charpente de la région. En liaison avec les autres pôles de développement (universités, centres de recherches, zones d'entreprises...), le réseau des lycées régionaux est créateur des richesses de l'avenir.

Cette perspective, qui dépasse les dialectiques Etat-régions ou régions-départements, permet d'engager tous les acteurs du développement local dans une dynamique à la fois nouvelle et positive.

(1) *Les Lycées du futur*, Jacques Gagnier, éditions L'Harmattan.  
(2) *L'école de l'an 2000*, Jacques Lesourme, La Documentation Française.

► Jean-Pierre Raffarin (PR) est président du conseil régional de Poitou-Charentes et député européen.

GUIDE DES 400 JARDINS PUBLICS DE PARIS de Jacques Barozzi. Hervas, 300 p., 100 F

■ Anciens jardins royaux, parcs et squares haussmanniens, espaces verts de ce siècle, jardins tout récents et réalisations « chiraquiennes », ils sont quatre cents ces coins verts de la capitale. Des équipements publics, tant réclamés par les Parisiens, qui couvrent aujourd'hui 2 300 hectares, soit le cinquième du territoire de Paris et offrent à chaque habitant plus de 11 mètres carrés. Mais comment profiter de ce patrimoine et en connaître l'histoire? Le *Guide des 400 jardins publics de Paris* avec ses séduisantes illustrations en couleurs, répond à ces questions. Réalisé avec le concours de l'Hôtel de Ville, il propose, pour chaque arrondissement, un plan permettant de repérer les coins de chlorophylle et relate la genèse de chacun d'entre eux, sans oublier de mentionner les équipements de jeux que l'on y trouve.

Le Monde des DEBATS

VICHY A-T-IL EXISTÉ ?

Difficile de mettre quatre ans d'histoire entre parenthèses

Le point de vue de Dominique ROUSSEAU, juriste.



